



HAL
open science

Occupation / récupération : une expérience de lutte pour le droit au logement

Lucile Garnier

► **To cite this version:**

Lucile Garnier. Occupation / récupération : une expérience de lutte pour le droit au logement. Architecture, aménagement de l'espace. 2017. dumas-01501390

HAL Id: dumas-01501390

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01501390>

Submitted on 4 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Barcelone est une capitale régionale et une ville parmi les plus touristiques d'Europe. Aujourd'hui, l'Espagne entière garde les stigmates de la crise de 2007. Avec elle ont été mis en valeur les incohérences et les ingérences des constructeurs, des politiques et des entités financières. C'est dans ce contexte qu'ont surgit de nombreux mouvements sociaux et parmi eux la PAH (*Plataforma por los Afectados de la Hipoteca*). Créée en 2009 à Barcelone, cette association active dans toute l'Espagne lutte pour le droit au logement, un activisme qui se traduit par divers types d'actions et en particulier, la campagne Obra social. Il s'agit d'une commission spécialement orientée sur la récupération de logements vides détenus par les entités financières pour faire face à la précarité des familles et au mal-logement. Le terme de récupération est une option terminologique employée pour appeler ce qui est de fait une occupation. La ville de Barcelone est composée d'un très grand nombre d'édifices occupés, que les engrenages de la crise ont laissé vide, parfois depuis plusieurs années. L'occupation est un véritable mouvement social urbain d'action directe, qui passe par la récupération du bâti hors d'usage, c'est un acte de désobéissance civile qui vise directement l'espace urbain comme outil de contestation et comme moyen d'action. Ce travail de recherche se focalise sur ce phénomène, d'une envergure considérable dans la capitale catalane. Plus particulièrement, ce mouvement développe des manières chaque fois uniques de politiser des espaces de vie, des formes d'habiter. Ce travail effectué aux côtés de la PAH met en valeur les différentes dimensions sociales et urbaines de ce phénomène. Sous la forme d'un récit urbain, comme une fable contemporaine, l'histoire singulière du bloc La Bordeta nous délivre des clefs pour comprendre cette forme de désobéissance civile et les problématiques, les conflits qu'il engendre, les espoirs qu'il porte. Dans l'intimité de La Bordeta, il y a ses habitants et leur combat, une histoire singulière cousue d'étapes fondatrices.

Mémoire réalisé sous la direction de
Laurent Devisme
ensa Nantes - 2016

Une expérience de lutte pour le droit au logement

OCCUPATION/RÉCUPÉRATION

Lucile Garnier

OCCUPATION/ RÉCUPÉRATION

Une expérience de lutte pour le droit au logement

Lucile Garnier



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Mémoire réalisé sous la direction de
Laurent Devisme
ensa Nantes - 2016

Je remercie Laurent Devisme pour m'avoir accompagné dans ce travail.

Je remercie tous les membres de la PAH pour leur engagement combatif vers un monde plus juste.

Je remercie Monica, Aida, Llum, Pomares, Mel, Rocio, Aina, Suzana, Sheila, Ruben, Marcos, Aura, Enric, Sira, Noemi, tous les membres de la Obra Social, et tous les habitants de la Bordeta pour m'avoir fait partagé leur vie et pour m'avoir enseigné tant de choses.

Je remercie mes parents pour leur relecture attentive.

Je remercie Manuel et Matisse pour leurs conseils pertinents.

Je remercie Jean pour son aide.

Je remercie mes colocataires pour leur soutien quotidien.

SOMMAIRE

Introduction

Les habitants de la Bordeta	p12
Les autres compahs	p14
Calendrier	p16

De l'illégalité à la légitimité

LA CONSTRUCTION : La politique du logement en Espagne et à Barcelone, de la démocratisation à la financiarisation des villes.	p20
---	-----

Le poids de la dictature	p22
Surproduction immobilière	p28
Conséquences sociales	p33
Barcelone, un dynamisme olympique ?	p39

L'OCCUPATION : Forme radicale de désobéissance civile

Histoire d'un mouvement social urbain	p48
Des typoloies plurielles	p54
Entre stigmaté et légitimité	p60

LA PAH : Méga structure associative

Un mouvement de lutte pour le droit au logement	p66
La commission Obra Social	p75
Un mouvement hybride	p81

Logiques d'un habiter politique

L'INSTALLATION: De la précarité à la responsabilité des acteurs

Stratégies d'entrée	p90
Le voisinage	p99
Des besoins vitaux aux compétences	p107

L'HABITATION : Habiter un projet contestataire longue durée	p118
De la notion d'habiter	p120
Vivre ensemble : source de créativité du politique	p125
Les règles de cohabitations de la Bordeta	p134
LA VIE PUBLIQUE : L'utilisation des réseaux de communication	p140
Mani-fête-action	p142
Outrage public, vitrine politique, articulation médiatique	p150
De l'illégalité aux réseaux cryptés	p162
Entre PAH et okupa, des négociations et des modèles en transition	p169
LA PAH, LIMITES ET PERSPECTIVES : De l'okupa à la Obra Social	p170
La PAH, un modèle avancé d'okupa ?	p172
Un manque de définition	p176
A l'échelle du quartier	p184
Barcelona en comú : La lutte pour le droit au logement, du 15M à l'agenda politique	p188
Des indignés en réseau	p190
Au pouvoir institutionnelle	p194
La position ambiguë des mouvements sociaux	p199
LE PROCES : Le conflit négocié ou le dialogue à l'épreuve	p206
Processus judiciaire et stratégie défensive	p208
Un trio de négociation possible ?	p214
Une jurisprudence au service de nouvelles perspectives	p218
Conclusion	p224
Bibliographie	p228
Annexe	

*« Il faut, pour être un vrai savant engagé,
légitimement engagé, engager un savoir. »¹*

1 : BOURDIEU P, « Pour un savoir engagé ». *Le Monde diplomatique*, 1 février 2002, en ligne, <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/02/BOURDIEU/8602>.

INTRODUCTION

Barcelone, ville superbe, à l'architecture étonnante et multiforme, à l'urbanisme remarquable. Le temps y est doux et les espaces publics nous permettent d'en savourer toutes les nuances. Tout y est, les montagnes, la mer, les grandes avenues foisonnantes, puis les plus charmantes. Cette ville a su garder et valoriser les grandes transformations de son histoire et ses différents tissus, Barcelone médiévale, Barcelone et l'art nouveau, Barcelone des jeux olympiques. Elle est devenue une des villes touristiques les plus visitées du continent européen tout en se convertissant en un pôle économique majeur. Cette croissance spectaculaire qu'elle n'a cessé de poursuivre après la démocratisation du pays lui confèrera dès lors une image toujours plus attrayante par delà ses frontières.

Ce travail de recherche découle d'une expérience Erasmus d'un an à Barcelone. Un an a été nécessaire pour s'interroger et explorer ces formes d'urbanités et notamment les logiques sociétales qui en découlent. Une expérience qui fut pour moi une opportunité inédite de découvrir les problématiques et les modes de vie qui naissent d'une histoire singulière. Pour introduire le sujet, rien de plus évident pour moi que de raconter ma première rencontre avec le monde *okupa*, mouvement espagnol assimilable au squat. Quelques semaines seulement après mon arrivée, je suis invitée chez Taïs, au 101 bis avenue Paral-lel. Taïs, jeune femme d'une vingtaine d'années, rappeuse engagée, vit chez elle, mais illégalement. Elle a décidé de ne pas dévoiler son lieu de résidence et de toute façon, celui-ci n'est pas reconnu officiellement. L'avenue Paral-lel est pourtant une des artères centrales de la ville de Barcelone, qui de jour comme de nuit est un lieu d'attractivité à part entière. Taïs vit dans un de ces nombreux immeubles qui ont vu le jour sans jamais prendre vie. Pourtant neuves, pourtant modernes, pourtant bien localisées, leurs architectures n'ont été conçues finalement pour personne. Mise à part de l'ombre sur la rue, ils ne tiennent finalement aucun rôle dans le grand jeu de la ville. Elle et ses camarades ont ainsi décidé, sans autorisation, d'occuper ces fantômes de béton. Lors de cette rencontre, j'en profite pour demander des précisions sur cette façon d'habiter, nouvelle à mes yeux. Face à ma curiosité, Taïs se livre et accepte de me raconter comment elles et ses camarades sont entrés, un échange que j'ai tenté de retranscrire dans le texte qui suit.

« Au début, me raconte-t-elle, l'idée vient surtout de la part de quelqu'un, un ami, qui te dit avoir des vues sur un immeuble, que c'est peut-être possible de rentrer, qu'il faut s'organiser en communauté. On a décidé d'aller voir et effectivement, à travers la vitre par exemple on a remarqué que le hall d'entrée avait encore des traces du chantier, de la poussière, du scotch sur les murs, des débris de construction, comme si tout était encore en chantier, tu vois ! Alors on a commencé à y aller tous les jours, rien ne bougeait, rien à signaler, on ne voyait personne non plus tourner autour. Une fois que tu as plus ou moins compris que c'est possible, l'important c'est de constituer une équipe. Vu que ce n'était pas ma première okupa, je connaissais pas mal de monde que ça intéressait et surtout des personnes avec de l'expérience et des compétences. À partir de là, on a pu commencer à faire des gardes, jours et nuits, et on n'a vu personne. Mais attention, cette période elle doit bien prendre deux mois, pour être sûr qu'il n'y a personne d'autre sur le coup. Grâce à un ami, on a changé la serrure et on est entrés. Pour les portes d'appartements, c'était plus difficile, on a dû les enfoncer une par une, d'ailleurs c'est pour ça qu'il n'y en a pas, tu vois ! Là on a découvert les apparts et je te jure c'était incroyable, tout était neuf ! Et tu vois tout ce qu'il y a là, la télé, le frigo, le canapé, les couverts, les chaises, les lits, la salle de bain, même le tapis et les tableaux, ça y était déjà ! Après la déco, c'est vraiment pas ce qu'on aime, mais bon... Moi j'ai déjà okupé des apparts avant celui-là, pourtant je peux t'assurer que de voir une télé comme ça, ça nous ai jamais arrivé ! C'était un immeuble destiné à de la location, pour les touristes, alors tout était déjà prévu. Les premières semaines par contre il faut vraiment être vigilant, continuer de surveiller, ne pas y aller trop souvent avant de savoir comment tu vas te débrouiller pour l'eau et l'électricité, parce que tout ça il faut le trafiquer. Puis il faut se renseigner sur le propriétaire, car des fois ce

ne sont que des situations provisoires et tu peux te faire virer à tout moment, avec en plus la justice qui te court après. Mais celui-là s'est retrouvé sans pouvoir rembourser sa banque, il est resté coincé. Le comble c'est qu'en le laissant trop longtemps sans fonctionnement, il s'est retrouvé à devoir payer des frais supplémentaires, sorte d'amende, en plus des intérêts. Des fois, c'est même moins cher pour le propriétaire de les payer que de remettre son édifice en état de fonctionnement, car à attendre trop longtemps, des gens viennent voler ce qui a été installé, les intérieurs deviennent sales, pillés, sans cuisines ou toilettes ou même sans fenêtres... Mais on sait parfaitement ce qu'on a le droit de faire et ce qu'eux n'ont pas le droit de faire ! La police, et c'est écrit sur la porte d'entrée de l'immeuble, n'a pas le droit de s'introduire ici comme ça, mais c'est important de le mettre en gras sur la porte pour le rappeler, car ce n'est pas toujours le cas. On a mis des normes à tout ça avec la communauté, tu vois on cohabite. Maintenant, ça fait plus d'un an qu'on vit ici et ça se passe bien. Le fait qu'il n'y ait pas de porte d'entrée, c'est symbolique, on est plutôt ouverts. Au rez-de-chaussée, il y a un grand espace vide, on voudrait s'en servir pour en faire quelque chose, on ne sait pas bien encore... Moi c'est mon mode de vie, je refuse de donner de l'argent à l'état, de travailler pour des entreprises véreuses, mais il y en a que ça a sauvé dans l'immeuble d'avoir un endroit où dormir ! »²

Cette rencontre fut décisive dans le choix du sujet de recherche. Toujours de manière officieuse, à de nombreuses reprises au fur et à mesure de mon enquête, je me suis confrontée à de nombreux lieux *okupés*, lors de fêtes, en passant simplement dans la rue, ou grâce au bouche-à-oreille. J'ai ensuite découvert la condition catastrophique du logement en Espagne, les luttes pour le droit au logement, le droit à la ville avec lequel les mouvements d'occupation de logements tentent de renouer. Il s'agira dans cette étude de mettre en avant un nouveau regard sur les pratiques illégales de l'occupation, légitimisées par une

déchirure sociale d'envergure dans le pays, mais aussi dans la dimension anthropologique de l'habiter et surtout dans sa dimension politique, en mettant en avant son lien inéluctable avec les pouvoirs publics et la fabrique de la ville. C'est ainsi que cette enquête ne tente pas de faire un portrait homogène de cette pratique, articulée par de nombreux mouvements eux-mêmes très hétérogènes. Il s'agit de mettre en avant l'aspect politique de toutes ces pratiques et notamment en cherchant cette dimension dans les plus silencieuses d'entre elles. Cette enquête a été conduite sur le terrain durant la deuxième moitié de l'année auprès d'une plateforme citoyenne particulièrement représentée, la PAH (*Plataforma por los Afectados de la Hipoteca*). Cette plateforme de lutte contre le système hypothécaire a vu le jour spécifiquement à Barcelone en 2009, suite aux conséquences désastreuses de la crise de 2007. Elle n'est pas rattachée au mouvement *okupa* évoqué précédemment, qui revêt un caractère politique très visible, mais finalement, elle regroupe une grande diversité de pratiques, d'acteurs et d'initiatives, ce qui m'a permis de dessiner un paysage pluriel de cette lutte urbaine.

Le processus d'enquête a été délicat, mais fortement assumé. En effet, cette recherche s'est confondue avec une découverte militante qui s'est peu à peu transformée en un engagement profond. Durant les 6 derniers mois de mon enquête, j'étais présente avec la PAH au minimum une fois par semaine, fréquence qui a triplé à la fin du travail de recherche. Il est important pour moi d'éclaircir ici la position que j'ai adoptée en tant qu'étudiante *chercheur*. Lorsque je me suis approchée avec un regard analytique de certains collectifs ou associations, je me suis confrontée à des regards méfiants. En effet, cette posture a été compliquée à avouer, et j'ai d'ailleurs rapidement compris que ce n'était pas celle qui m'ouvrirait le plus de portes, dans un milieu particulièrement prudent face aux cadres institutionnels (que le monde de la recherche représente parfois). S'engager m'a paru plus efficace, puis s'est avéré être plus profond et vrai. Ce regard du chercheur s'est alors confondu peu à peu avec celui de la militante. J'ai donc connu les acteurs dans leur intimité, en ayant façonné des liens d'amitié particuliers. C'est ainsi que ce mémoire a pris la forme d'un récit très personnel. L'ambiguïté a été d'écrire des récits et des moments

de vie informels, mais révélateurs pour l'enquête. Enregistrés sans microphone, mais de mémoire, beaucoup de récits comme le précédent racontent des bribes de discussions. Ce travail de recherche a été établi à l'aide d'une bibliographie que j'ai essayé de dresser de manière la plus complète possible, de trois entretiens et d'autres travaux sur le sujet.

Cette relation personnelle au sujet de recherche s'est particulièrement attachée à un immeuble et à ses habitants, le bloc la Bordeta. Cet immeuble est le seul occupé de la PAH de Barcelone, mais on en compte déjà une cinquantaine dans tout le pays. Il est situé à 200 mètres exactement du local de l'association. D'apparence, il semble tout à fait entretenu, à l'allure moderne. Un immeuble de béton blanc donc le premier niveau est couvert d'une pierre noire qui rappelle les balcons, loggias et encadrements de fenêtre du même type, filants de bas en haut. C'est autour de cette rencontre avec ces occupants et de leur engagement dans la lutte pour le droit au logement que l'on dégagera les axes d'études. Dans un premier chapitre, il s'agira de mettre en avant une forme illégale de désobéissance. Nous analyserons donc le contexte de construction de la Bordeta face aux différentes formes militantes que revêt l'occupation. Le second chapitre est celui de «l'habiter», où nous verrons comment s'entrecroise la vie publique avec la vie privée. Le troisième chapitre de cette étude est celui de la pratique politique, où se mêlent conflits internes et transition politique à l'échelle de la ville pour aboutir aux formes de négociations et d'acceptations de ces luttes et des pouvoirs publics ou politiques.

Pour comprendre un peu mieux les acteurs et les personnalités évoqués dans cette étude, quelques présentations s'imposent.

Les habitants de la Bordeta



CARMEN, RUBEN, LEUR FILLE SHEILA ET LEUR PETITE FILLE LUCIA

Ruben a 64 ans, il est à la retraite. Né en Uruguay il est de nationalité espagnole. Carmen a 61 ans, elle ne reçoit aucun revenu, de nationalité Uruguayenne elle possède seulement un permis de résidence. Leurs deux pensions de retraite cumulées équivalent à 620 € par mois (après 40 ans de vie active). Ils sont arrivés à la Bordeta parce qu'ils ne pouvaient plus payer le loyer d'un particulier qui après les avoir laissés un temps sans payer, ne percevait plus le chômage et avait besoin de ce loyer. Sheila et sa fille l'ont rejoint en mai, car elles n'avaient plus d'alternative de logement.

MARCOS, NATALIA ET LEUR FILLE AINHOA

Natalia est sans revenu et sans aide, car elle ne possède pas de permis de résidence. Ils ne perçoivent que le PIRMI² de 500€ pour eux deux et leur fille de 3 ans. Ils sont arrivés à la Bordeta après avoir été expulsés d'un logement appartenant à un petit propriétaire.

LLUM

Vient d'une *dacion en pago* (que nous expliquerons dans une première partie) suite à quoi elle n'a pas demandé de logement social. Elle ne pouvait pas faire face à la location d'un logement du marché. Elle est actuellement en procédure pour obtenir le chômage (qui représentera environ 400 €), cela fait deux mois que s'est terminé son dernier contrat de travail qui a duré 6 mois.



2 : Le PIRMI (Renta mínima de inserción) est une aide économique donnée aux personnes sans ressources économiques et qui sont remplissent certains critères afin de répondre aux besoins minimums. Cette aide n'est pas accordée aux personnes n'ayant pas la nationalité espagnole.

MONICA

Monica vivait dans un logement en sous location d'où elle a été expulsée. Elle perçoit environ 200 € par mois de travail en intérim.

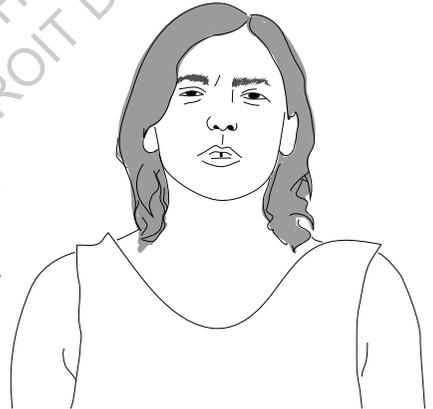


AURA, SES FILLES ESTEFANIA ET JURLEY ET SON PETIT FILS ADRIAN

Aura et sa famille vivaient dans un logement occupé insalubre duquel ils ont enduré 4 expulsions. L'administration ne leur a jamais proposé de relogement, ils sont donc arrivés au bloc ne pouvant plus vivre dans de telles conditions. La famille entière perçoit le PIRMI de 561 €.

AIDA

Aida vivait dans une chambre sans revenus, elle est partie parce qu'elle ne pouvait plus vivre dans ce logement. L'administration ne lui a donné aucune alternative et elle ne pouvait pas assumer un loyer privé avec les 300 € qu'elle gagne par mois.



RAUL

Vivait avec sa famille (ses deux frères, ses deux neveux et sa mère) dans un appartement trop petit. Raul est en charge de sa famille et est devenu le tuteur d'un de ces neveux. Cela faisait longtemps qu'il demandait un logement de protection officielle qu'il n'a jamais pu avoir car ils étaient déjà logés. Même à la Bordeta, la situation était insupportable.

FATIMA

Fatima a connu deux expulsions d'un petit propriétaire et elle n'a jamais obtenu de relogement. Elle gagne 200 à 300 € de PIRMI.

Les autres *compah*

ENRIC

Enric est le vidéaste de l'association. Il fait parti du collectif la Cinetika dans le quartier de Nou Barris qui occupe un cinéma abandonné. Il a participé à de nombreuses campagnes vidéos pour la défense de la Bordeta comme pour d'autres campagnes.

NOEMI

Noemi est professeure et activiste aux côtés d'Enric à la Cinetika dans le quartier de Nou barris. C'est elle qui l'a introduit dans l'association.

POMARES

Lorsqu'il a finit ses études d'aide soignant il a mesuré la difficulté qu'il aurait à devenir autonome financièrement. Il a voyagé de Cordoba à Barcelone afin d'y trouver un lieu à occuper. Il occupe actuellement un appartement dans le quartier de ciutat meridiana, l'appartement Blackstone.



MEL

D'origine canadienne, Mel est docteur en géographie, elle a finit sa thèse en juin dernier qui portait sur les manoeuvres financières de la crise des subprimes. C'est dans cette mesure qu'elle s'est rapprochée de la PAH.

ROCIO

Rocio est en cours de doctorat en anthropologie. Elle mène une thèse sur la manière dont les mouvements sociaux, dont la PAH, sont capables de s'organiser en interne et de se réinventer. Elle prend l'association comme sujet et objet de recherche, et s'implique notamment à ouvrir et confronter de nouveaux espaces de débats.

CARLOS

C'est le porte parole de l'association. Il fait également parti de l'observatoire DESC (dont nous parlerons dans une première partie) d'où il gagne un salaire mensuel de 1500 € brut. Carlos Macias succède à Ada Colau qui abandonnera son rôle de porte parole en 2014.



SANTI

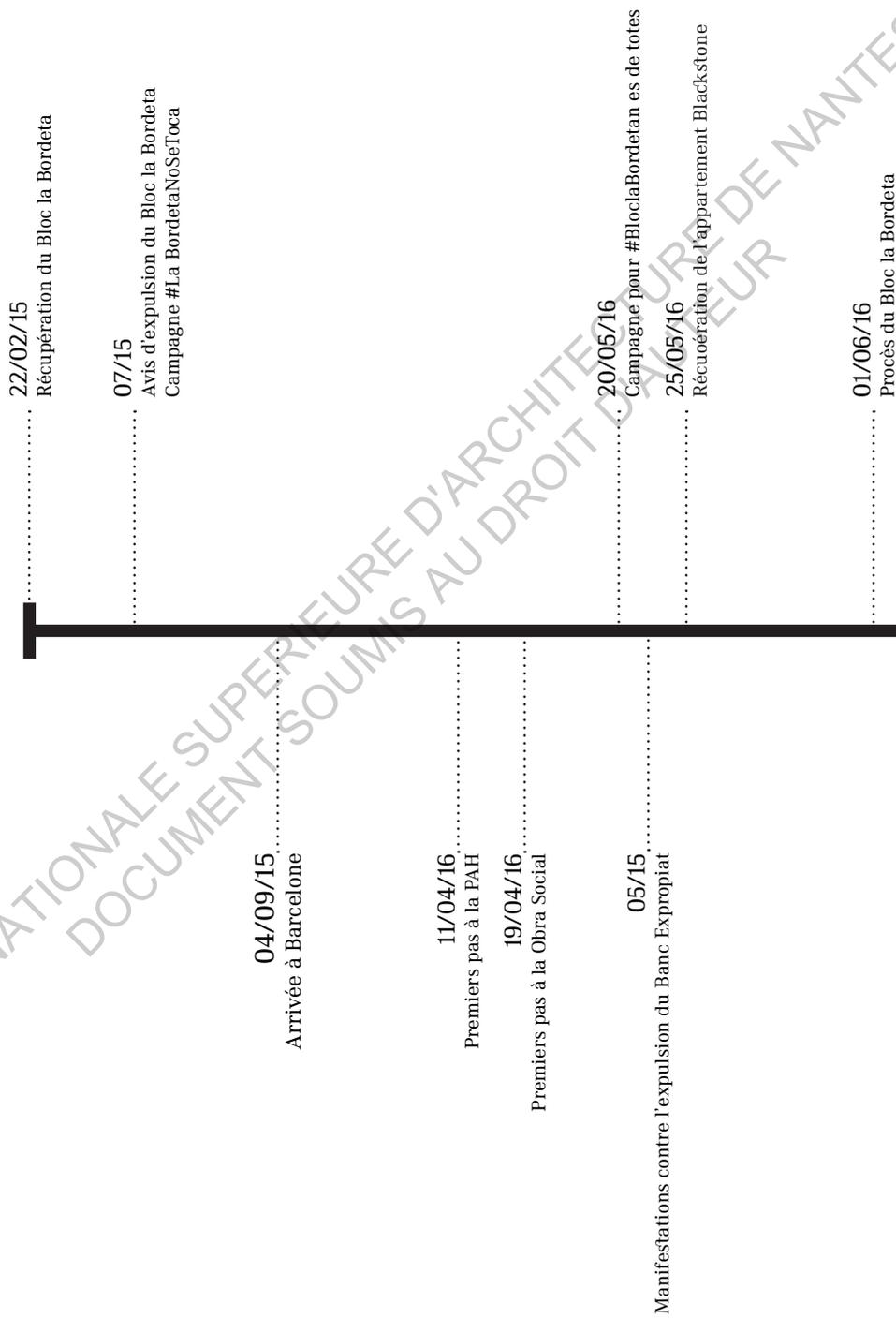
Membre actif dans l'association depuis 2 ans, il travaille entre New York et Barcelone. Il dirige d'ailleurs une campagne contre l'entité financière américaine Blackstone au sein de l'association qui a permis notamment l'occupation d'un logement, celui qu'occupera Pomares.

SIRA

Native de Barcelone, elle a vécu de nombreuses années dans le quartier de la Barceloneta, fortement opprimé par le tourisme. En militant pour le maintien d'une classe populaire dans ce quartier, elle s'est rapprochée des luttes urbaines et s'est investie dans la PAH lorsqu'elle a déménagé dans le quartier de Sants. Elle est aussi proche des *okupas* de Can vies et Can Batllo.



Calendrier



15/06/16
Llum, Alda et Raul sont acquittés

20/07/16
Récupération de l'appartement de Anay
et Vero

25/08/16
Festes llibertaries de Sants

01/09/16
Départ de Barcelone

11/16
Récupération du bloc Jahnela

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Figure 1
Façade de l'immeuble voisin du bloc la Bordeta
©Arianna Giménez Beltrán, <http://districte15.info>



CHAPITRE 1

DE L'ILLEGALITE A LA LEGITIMITE

LA CONSTRUCTION

*La politique du logement en Espagne et à Barcelone,
de la démocratisation à la financiarisation des villes.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

« Si la propriété constitue une aspiration individuelle et un choix personnel, elle est également conditionnée par le régime d'État-providence, la politique de logement, les systèmes de crédit et les diverses incitations politiques. »¹

Certains diront que la crise financière est derrière nous² mais la finance a toujours mauvaise presse. La financiarisation des villes dont il est question ici est bien définie par le « rôle croissant des marchés financiers dans le fonctionnement économique, politique et social des territoires »³. Un point de vue qu'il faut mettre en avant pour constater l'ampleur des dégâts en Espagne. En effet, c'est bien la mise en place d'une rationalité financière par l'ensemble des acteurs qui fabriquent et vivent la ville qui caractérise sa *financiarisation*. Par un effet de propagation, les familles comme les collectivités locales ont été contraintes de faire appel à des dispositifs financiers. Cette transformation du rôle social du logement en un bien d'investissement, en une valeur de marché, est à la source du mouvement d'occupation étudié ici. En s'appuyant sur l'histoire, une étude factuelle des événements et de l'évolution, de l'économie s'impose. C'est ainsi que cette première partie va nous servir à démêler et comprendre les bases d'un système économique et social propre à l'Espagne et à la ville de Barcelone. Il sera délicat dans ce développement de faire intervenir des notions de l'ordre du vécu, mais il sera plutôt question de chiffres, de lois, de référents historiques et politiques et de mouvances gouvernementales qui ont façonné le contexte actuel. L'augmentation de la spéculation immobilière et, par là même, des prix, mais également des phénomènes comme le harcèlement immobilier, des expulsions massives et le surendettement des familles sont autant de conséquences désastreuses. Ce contexte économique et politique est à la base de mouvements sociaux comme le mouvement *okupa*, qui nous allons le voir pour le cas de Barcelone est issu d'une longue tradition catalane. Nous ferons aussi état d'un contexte en pleine mutation d'une ère dite *post-crise*, qui déstabilise autant les mouvements sociaux que les acteurs politiques de l'urbanisme.

1 : BUGEJA-BLOCH Fanny. (2013) *Logement, la spirale des inégalités : une nouvelle dimension de la fracture sociale et générationnelle* (Presses Universitaires de France (UPF)). Paris.

2 : Mariano Rajoy président espagnol déclara le 11 décembre 2014 « *La crisis ya es historia* » (La crise c'est déjà de l'histoire).

3 : HALBERT L et LE GOIX R. « La ville financiarisée ». Consulté le 10 Octobre 2016. <https://www.urbanisme.fr/la-ville-financiarisee/dossier-384>.

Le poids de la dictature

Durant cette année d'étude, j'ai dû me plier à l'apprentissage du catalan. Je n'y étais pas spécialement préparée, pensant sincèrement que le catalan était réservé à l'ancienne génération. Bien sûr, c'était me tromper, et même beaucoup. Au contraire, le catalan en plus d'être une langue très vivante, représente aussi toute une fierté régionale culturelle et politique. Comme chaque communauté autonome, l'histoire catalane est bien particulière, elle ne ressemble à nulle autre. Le régionalisme, voire le nationalisme catalan, même s'il ne se rapproche pas réellement du mouvement d'occupation, reste pour la jeune génération, une alternative politique qui a du sens. Cette tendance est apparue au début du 19ème siècle, appelé le *Catalanisme*⁴. La Catalogne a toujours entretenu un rapport conflictuel avec l'État central, monarchie catholique. Ce rapport de force a donc opposé, au-delà de deux territoires, deux systèmes distincts. Alors que l'Espagne était à forte dominante agricole, la Catalogne elle, était dirigée par une bourgeoisie industrielle, productrice de textile. S'opposant l'une à l'autre pour des questions idéologiques et économiques, la bourgeoisie catalane se sert alors du *catalanisme* afin de faire valoir ses prétentions. À travers ce courant, les catalans font valoir leurs traditions, leur culture, leur langue ainsi que leurs droits historiques. Interdite par Louis XIV en 1700, la langue régionale retrouve un élan culturel populaire et politique, ce qui lui permettra de fédérer toute sa communauté. Cet aspect historique de la région nous sert surtout à mettre en avant le fait que Barcelone devint la capitale d'une région ouvrière riche et culturellement opposée à la monarchie religieuse dirigeante. Après l'investissement gigantesque placé dans l'agrandissement de la ville par le plan de Cerda de 1872, au début du 20ème siècle, Barcelone devient une ville attractive, développée économiquement par ses nombreuses usines et des familles très riches qui se sont employées à investir dans l'immobilier de ces nouveaux quartiers de l'*Eixample*⁵. Malgré cet essor, la ville se compose aussi de nombreux quartiers populaires et de bidonvilles, et qui feront de la cité un foyer de luttes anarchistes, composées d'ouvriers, mais aussi de travailleurs précaires et de chômeurs. C'est ainsi que sont tissés des réseaux qui organisent par exemple des écoles libertaires,

4 : Le catalanisme est un courant de pensée politique et culturel qui vise à préserver et à promouvoir l'identité et les valeurs propres à la Catalogne

5 : Quartier quadrillé du centre-ville de Barcelone

des jardins naturistes ou par exemple les olympiades populaires de 1936, organisées contre les Jeux olympiques de Berlin. Ces dernières furent avortées par le soulèvement militaire du général Francisco Franco, lancé la veille, le 18 juillet 1936. La guerre civile éclate et les groupes anarchistes catalans, insurrectionnistes et activistes des luttes urbaines confèreront le nom de *Rosa de Foc*⁶ à la capitale catalane.

Cette rapide chronologie historique nous permet d'y voir plus clair dans la manière dont Barcelone devient une ville atypique dans la pratique du droit au logement en acte. Un passé politique qui se rapproche dans ses lignes anarchistes et libertaires à certaines *okupas* de la ville contemporaine. Mais ce qui est en rapport certain avec Barcelone et tous ses habitants c'est la façon dont la prise du pouvoir autoritaire par le général Franco a nié toute une partie de la culture régionale en interdisant une nouvelle fois la pratique de la langue, assimilant la catalogne à l'ennemi intérieur. Le régime franquiste autoritaire et centralisé décide en effet de soumettre la Catalogne, en lui imposant un état de non-développement économique, ce qui l'exclura notamment jusqu'en 1950 des programmes nationaux de reconstruction. Cette décision eut des conséquences catastrophiques sur la ville. En effet, après la guerre civile, un nombre important de migrants vinrent chercher du travail vers ce pôle industriel qu'est devenue la catalogne. Ce phénomène remplit la ville d'ouvriers et de précaires alimentant la situation catastrophique du logement. Des bidonvilles s'étendront désespérément, où s'entassent plusieurs familles dans des appartements. Ce n'est que par la suite, lorsque l'Espagne sortira de son isolement diplomatique et entamera un décollage économique, que la catalogne sera réintégrée à la politique de construction mise en oeuvre à plus grande échelle, notamment dans les villes balnéaires. L'intervention du régime franquiste pour stimuler la construction de logements est précoce, mais ne sera mise en oeuvre à grande échelle que dans les années 50. Elle s'inscrit dans une stratégie de légitimation politique et sociale, puisqu'en encourageant l'accession à la propriété, le régime véhicule des idéaux sociétaux ultraconservateurs et

«El hombre, cuando no tiene hogar, se apodera de la calle y, perseguido por su mal humor, se vuelve subversivo, agrio, violento»⁷

6 : Rose de feu, surnom et symbole anarchiste de la ville de Barcelone, elle a été réemployée par Jorge Müller comme titre d'un documentaire sur les révoltes de 2001 contre la banque mondiale en Espagne.

7 : «L'homme, quand il ne possède pas de logement, se rend plus fort de la rue et, poursuivi par sa mauvaise humeur, devient subversif, aigri, violent.» José Luis ARRESE, architecte, politique et théoricien du régime franquiste.

«Si alguna cosa la dictadura va deixar lligada i ben lligada, va ser la política d'habitatge, l'herència del seu model urbanístic i la practica del *pelotazo inmobiliari*»⁸

traditionalistes un « propriétaire n'est plus un prolétaire ». C'est ainsi que la propriété privée fut érigée comme un fondement idéologique central du régime et une façon de maintenir la paix sociale. Le développement urbain à

cette époque se réalise alors par la promotion de logements privés et de logements de *protección oficial*⁹. Des entités financières publiques, spécialisées dans l'aide au financement de l'immobilier, accordent des crédits aux couches populaires, ce qui permettra d'impulser une dynamique de production de logement stable qui fera coopérer l'état, les entités financières et le secteur de la promotion immobilière. Une coopération public/privé a su perdurer dans la fabrication de la ville contemporaine.

On constate souvent dans les études urbaines que la privatisation de la production de la ville est considérée comme facteur déterminant, aujourd'hui mis en relation avec la réduction des dépenses publiques dans un contexte d'austérité. Loin d'être un contexte de crise, c'est aussi ce que l'on peut retenir pour caractériser le mode de production urbaine propre au *desarrollismo*, cette période de fulgurant développement économique durant les années 1960 jusqu'au début des années 1970, qui fait l'objet d'intenses critiques à la fin de la dictature de Francisco Franco. En effet, plus tard, dans ce que l'on appelle aussi le franquisme tardif, l'Espagne s'ouvre au reste du monde et particulièrement à l'Europe en permettant la conversion de sa monnaie, *la peseta*. Lors de ces *10 glorieuses*, l'Espagne s'ouvre ainsi aux capitaux étrangers, les espagnols voient leur niveau de vie augmenter tout comme leur pouvoir d'achat, lorsque le gouvernement permet une détaxation des produits importés, il enclenche en même temps une dépuración des finances publiques. Cette période d'assainissement des comptes de l'état, d'ouverture économique et de forte croissance du PIB amorce une croissance économique dans ces années. L'Espagne se transforme ainsi en une destination touristique à part entière pour les pays du nord de l'Europe. C'est ainsi qu'elle a su profiter des avancées sociétales des autres pays qui voient apparaître notamment les congés payés et une hausse des salaires généralisée en Europe de l'ouest. L'Espagne se

8 : «S'il y a bien une chose que la dictature a laissé liée et bien liée, ce fut la politique du logement, l'héritage de son modèle urbanistique et la pratique mafieuse du business immobilier » J.M Naredo, économiste et statisticien espagnol.

9 : De protection officielle, des logements du marché privé recevant des subventions publiques pour leur construction ou leur location.

convertit en une destination touristique proche pour ces populations. Cet engouement économique va de pair avec une croissance dans le domaine de la construction. En effet, ce développement de l'économie s'appuie tout particulièrement sur le bâtiment et le tourisme et l'économie du tourisme est fondamentalement liée à celle du bâtiment. Cette place considérable occupée par l'immobilier dans ces années est donc une des clés du miracle économique espagnol qui aura lieu plus tard dans la fin des années 90.

Une mesure législative prise par le gouvernement franquiste, la « loi du sol » de 1956, établit le cadre contemporain de l'intervention publique dans la gestion foncière. En premier lieu, elle fixe un rapport simple suivant la loi du marché entre l'offre la demande et l'applique au domaine de l'urbanisme et de l'immobilier, corrélant ainsi l'augmentation quantitative du foncier et la baisse des prix des logements. En second lieu, elle a permis de qualifier de constructibles une partie des terrains municipaux. Ce plan classe les terrains en trois catégories : «urbain», «constructible» et «non constructible». Cette nouvelle classification débloque de nombreux espaces, sur lesquels les pouvoirs publics, par manque de moyens et de ressources, n'appliquent pas leur droit d'expropriation ou d'intervention, laissant la gestion de ces parcelles aux propriétaires privés¹⁰. Ce système a permis de placer des équipements hors zones réglementaires et surtout à des acteurs privés d'agir en marge de la loi au travers de pratiques mafieuses, portes ouvertes à un urbanisme sauvage qui s'est développé sous la pression foncière de la nouvelle attraction touristique que représente l'Espagne dans ces années. C'est ainsi que la hausse des prix du foncier a été directement liée aux plans d'urbanisme, et que pour les faire baisser, selon la loi du marché, il fallait construire plus, c'est-à-dire sur tous les terrains à l'exception de ceux dits protégés pour leurs valeurs environnementales.

Mais au-delà de cette mesure législative, la dictature, qui a duré une quarantaine d'années, a également sacrifié toute une génération d'intellectuels. En effet, la fuite des cerveaux a aussi concerné le domaine de l'urbanisme et des sciences de la ville en général. Cependant, malgré ce complexe de la dictature, dû à une impression de retard sur les

10 : CAPEL SAEZ H «Urbanisme, politique et économie : pour une approche comparée de la France et de l'Espagne» dans COUDROY DE LILLE L, VAZ C, VORMS C. *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : La ville, la démocratie et le marché*. Rennes: PU Rennes, 2013.

questions urbaines, on retrouve les mêmes défauts liés au mouvement moderne que dans le reste de l'Europe. Dès les années 60, comme dans la plupart des états européens, les logements modernes s'étendent sous forme de grands quartiers résidentiels peu coûteux, de grands ensembles sectorisés. Ces mouvements modernes en urbanisme entrent en crise de façon simultanée en Europe avec comme points communs le peu de soins apportés à leur réalisation. Barcelone fera les frais de cet urbanisme sacrifié, qui s'étendra dans les quartiers périphériques, notamment à l'*Hospitalet del Llobregat* ou bien *Santa Coloma*, de l'autre côté des grands tracés d'infrastructures routières et dépourvus à l'origine d'équipements de transports publics ou d'écoles. Néanmoins, l'habitat informel, les *barracas*¹¹ autoconstruites, se développent encore face à une politique du logement social peu étendue ou excluant la majorité de la population pauvre de la ville centre. Dans le quartier de Sants, sur les flancs de la colline du Montjuïc s'étendent des quartiers entiers de bidonvilles, là où les terrains ne sont pas constructibles. Face à cet état désastreux du logement, des *asociaciones de vecinos*¹² sont autorisées en 1968, répondant à une révolte populaire croissante. Ces dernières se révèlent très actives, constituant les garants des luttes urbaines face à des projets d'ampleur, la création d'industries dans des quartiers surpeuplés, l'aménagement d'infrastructures destructrices (tunnel de Vallvidrera) ou le démantèlement sauvage de *barracas* etc.

Francisco Franco meurt en 1975 de mort naturelle, permettant d'enclencher une transition démocratique qui s'accompagne de changements spectaculaires. L'Espagne entre dans l'Union européenne et devient une terre d'accueil après avoir été pendant des années un état d'émigration. Unifiée sous le régime autoritaire, elle va se transformer peu à peu en un modèle décentralisé. Pour assurer la transition, il est voté en 1978 une nouvelle constitution et avec elle la mise en place de PGM (*Plan General Metropolitano*)¹³ qui deviendra la clef du système. Il s'agit d'une mesure qui va dans le sens d'une décentralisation de l'urbanisme sur les communautés autonomes auxquelles elle transfère de nombreuses compétences. L'État devient le garant de la légalité des décisions, ne pouvant que légiférer sur le cadre général, c'est à dire constitutionnel. Des années de dictature ont donc assis une tradition très

11 : Bidonvilles

12 : Associations de voisins

13 : Plan Général Métropolitain

forte des propriétaires à gérer et à promouvoir l'urbain. Cette coutume, ce régime d'expansion, de création et d'accumulation du logement se reproduira même après la dictature et l'arrivée de la démocratie, notamment dans les années 1990. Cependant, les opérations menées à cette époque reflètent un changement dans l'échelle d'application. Face au circuit fermé d'investissements traditionnels auprès des entités financières publiques, la création de l'euro permettra une capacité de captation de capitaux financiers globaux quasiment illimitée. Dans une seconde partie, nous verrons alors de quelle manière s'est articulée la course folle à la construction et comment Barcelone est devenue malgré elle victime d'une libéralisation de son urbanisme.



Figure 1.1

Résistance vécinal pour le réaménagement des barracas à l'occasion du plan partiel du Monjuïc. Auteur inconnu, téléchargé sur <http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.fr>

Surproduction immobilière

«Le système immobilier espagnol, dominé par la propriété occupante, laisse peu de place à une alternative qui reposerait davantage sur le logement locatif. Cette configuration résulte de mécanismes historiques qui remontent au régime franquiste. Ce modèle de petite propriété urbaine a des propriétés particulières : il construit et distribue les valeurs socio-spatiales dans la ville espagnole. La résistance du marché immobilier à la crise de 2007 montre le rôle stabilisateur et bloquant à la fois de ce système immobilier.»¹⁴

En comparaison avec la misère et les bidonvilles que les Espagnols ont connus après la guerre civile, le progrès au sortir du régime semble indéniable. Néanmoins, pour beaucoup d'entre eux, cette prépondérance historique du secteur privé dans l'immobilier impose un accès au logement contraint et onéreux, fabrique une ville sans qualités, jugée inadaptée aux besoins et sectorisée. Le *desarrollismo*¹⁵ ne correspond certes pas au cadre de l'après-guerre au vu de la production immobilière qu'il a su engendrer. Malheureusement, la production de cette ville privatisée a fait naître le besoin d'un «droit à la ville». La démocratie espagnole qui s'invente au sortir des années 70 se retrouve devant l'obligation de concrétiser ces nouvelles aspirations. Cette question urbaine à laquelle le régime n'a jamais su

répondre devient une source de légitimation pour le nouveau système démocratique qui mènera une politique d'équipement urbain et des opérations de relogement des habitants des bidonvilles. Néanmoins, l'importance prise par l'économie immobilière n'est toujours pas remise en question, ni son cadre réglementaire qui promeut un développement urbain toujours plus étendu. Cette prépondérance historique du secteur privé dans l'immobilier espagnol, lié au sous-développement de l'État-providence, est accompagnée de mises en pratique de politiques dérégulatrices en matière d'urbanisme et d'une décentralisation de l'appareil national qui met les collectivités dans l'incapacité d'agir.

La période de transition démocratique s'étend officiellement de 1975 à 1982 en deux temps, le premier allant jusqu'en 1977 est dominé par la présence militaire. Dans le cadre d'un vaste pacte entre franquistes et opposition, Barcelone devient la capitale d'une région qui retrouve son

14 : CAPEL SAEZ H «Urbanisme, politique et économie : pour une approche comparée de la France et de l'Espagne» dans COUDROY DE LILLE L, VAZ C, VORMS C. *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : La ville, la démocratie et le marché*. Rennes: PU Rennes, 2013.

15 : Développement

indépendance, avec des forces politiques reconstituées et naissantes. Apparaît avec cela la légalisation des partis et syndicats de gauche, le retour des formations nationalistes historiques, qui fagossitent petit à petit les mouvements sociaux et culturels. Le véritable changement arrive lorsqu'aux élections de 1979, l'*Ajuntament*¹⁶ est dirigé par le parti socialiste. Malgré un gouvernement national socialiste élu en 1982, la *Generalitat*¹⁷ catalane de centre droit, bloque dans un nouvel état décentralisé, beaucoup de décisions. En effet, désormais les régions sont constituées d'entités politiques parlementaires qui gèrent et dirigent le logement et l'urbanisme. Parmi d'autres mesures, l'équipe municipale anti-franquiste essaye par le biais d'une équipe renouvelée d'intellectuels urbanistes et architectes, non plus de penser, mais bien de réaliser la ville démocratique. L'enjeu est déterminant puisqu'il s'agit d'affronter les conséquences urbaines de quarante ans de régime, un réseau constitué d'associations de quartiers particulièrement revendicatives et déterminées et une situation de crise économique due au choc pétrolier qui réorganise le tissu industriel régional. Le gouvernement municipal s'attache alors à faire respecter l'acte démocratique pour la fabrique de la ville et veut amener les citoyens à participer à la transition en tant que co-acteurs. Se faisant, l'initiative prend la forme d'un découpage sectoriel de la ville en districts où des succursales de l'*Ajuntament* s'installent et mobilisent les associations de quartiers. Malheureusement, le passage d'un réseau insurrectionnel informel et illégal à une formation institutionnalisée de l'associatif aura des conséquences sur cette initiative.

Dans le même temps, Barcelone doit convertir son économie et devient pour beaucoup d'investisseurs une ville rêvée pouvant accueillir logements de luxe, activités commerciales et tertiaires. Les logements du quartier planifié de l'*Eixample* ont maintenant une centaine d'années et deviennent insalubres, ce qui constituera une aubaine pour de nombreux investisseurs en quête de plus-value en menant des opérations de réhabilitations financées par des aides publiques, une pratique qui s'élargira rapidement dans le centre-ville et qui initiera un mouvement gentrificateur reléguant les classes populaires dans les quartiers périphériques. La transition démocratique se tisse alors avec

16 : Mairie

17 : La région catalane

une parole ultra consensuelle, entre anciens du régime, mouvements sociaux disséminés et une pression spéculative foncière sous fond de crise économique.

En 1985, entre en vigueur un décret national, le décret Boyer. Celui-ci décongèle les loyers et permet une défiscalisation sur la construction de résidence secondaire, ce qui deviendra un nouveau moyen pour alimenter le marché de la construction. Cette mesure coïncide avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans l'Union européenne en 1986. Un boom économique qui poussera le gouvernement à alimenter toujours plus ce marché florissant de la construction représentant une part extrêmement importante de l'économie de façon directe et indirecte. Une manière simple d'alimenter cette économie a été d'inciter la classe moyenne, au travers de ce décret à participer à cet effort de construction. Cette impulsion réglementaire a donc largement favorisé les propriétaires, marginalisant toujours plus les classes populaires dans l'accès au logement. Ce décret a également encouragé tous les particuliers à spéculer à leur propre échelle.

L'Espagne qui reste une destination touristique à part entière s'ouvre donc considérablement aux européens lors de son entrée dans la communauté. Des régions principalement côtières comme la Catalogne ou celle de Valence deviennent alors des territoires fortement pressonnés par l'activité touristique et donc, immobilière. C'est ainsi que l'Espagne devient un pays qui détient un taux de résidences non principales (résidences secondaires, touristiques et inoccupées) très au-dessus de la moyenne européenne (16% contre 7,2 %) ¹⁸. Ces résidences non principales représentaient une part importante du stock total de logements, en 2004, estimé à environ 36 % ¹⁹. Dans ces régions, on a construit depuis 2001 plus de logements destinés à être des logements secondaires que des résidences principales, contribuant à y créer des situations de forte pression foncière qui pèse sur l'accès au logement.

Plus largement, la structure démographique du pays est particulière et diffère de celle de la France. En effet, sa génération issue du «baby-boom» arrive sur le marché du travail dans les années 90, avec plus de familles monoparentales ou de ménages composés d'une seule personne. Au même moment, le pays devient un pôle d'immigration

18 : VORMS C, « Surproduction immobilière et crise du logement en Espagne », La Vie des idées, 12 mai 2009.

19 : *Ibid.*

majeur. Cette donnée démographique induit une demande croissante de logements qui, corrélée avec des conditions de financements propices, fait exploser l'offre. Mais cela ne suffit pas à expliquer cette tendance folle de l'économie immobilière espagnole.

« Entre 1997 et 2005, la part du secteur immobilier passe ainsi de 11 % à 17 % du PIB et de 9 % à 14 % de l'emploi. »²⁰

En 1997, une loi nationale libéralise brutalement le marché foncier, déclarant possible d'urbaniser l'ensemble du territoire du pays, à l'exception de certains lieux dits «protégés» pour leur valeur naturelle ou historique, comme une évolution de la «loi du sol» de 1956. Cela a permis aux communes de décider arbitrairement des sols pouvant être construits sur leurs territoires, ce qui a entraîné une énorme augmentation de la spéculation foncière en tant que mécanisme de financement de l'administration locale. Les municipalités, dans l'appareil espagnol, sont le dernier échelon de l'état auquel on attribue la gestion de services divers, mais, souvent endettées, elles passent par des processus inéluctables de privatisation dans la gestion de ses équipements. Ces communes voient généralement l'expansion urbaine comme leur seule perspective de développement. Elles font appel à des *agents urbanisateurs*²¹, une figure privée entre l'aménageur et le banquier qui, d'une certaine manière, commercialise l'opportunité que représentent l'expansion urbaine, le marché de la construction, la fabrication de nouveaux logements. C'est ainsi que même les plus petites communes vont s'entraîner entre elles dans une course effrénée où tout est permis pour construire une ville rentable. En effet, cela ne dépend que des fonds mobilisables, du marketing urbain, de l'avidité des spéculateurs et de la volonté des épargnants, qui n'y voient pas d'autres alternatives. Car c'est bien l'achat de logements, l'aide à la pierre, que

«Durante prácticamente una década, la población española se vio sometida por tierra, mar y aire a un alud de mensajes que reforzaban una única idea: si no eres propietario, no eres nadie.»²²

20 : *Ibid.*

21 : CAPEL SAEZ H «Urbanisme, politique et économie : pour une approche comparée de la France et de l'Espagne» dans COUDROY DE LILLE L, VAZ C, VORMS C. *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : La ville, la démocratie et le marché.* Rennes: PU Rennes, 2013.

22 : «Durant presque une décennie, la population espagnole s'est vue soumettre par terre, vent et air à une avalanche de messages qui renforçaient une seule idée : si tu n'es pas propriétaire, tu n'es personne.» dans COLAU Ada et ALEMANY Adrià. *Vidas Hipotecadas.* Cuadrilátero De Libros, Barcelone, 2013.

dangereux de la spéculation immobilière, comme petit investisseur.

Entre 1997 et 2006, plus de 5,5 millions de logements neufs ont été mis en chantier, alors que seulement 3,5 millions de nouveaux ménages apparaissaient simultanément²³. Le nombre de logements par habitant a ainsi été multiplié par plus de deux durant cette décennie et devient le plus élevé de l'Union européenne. La forte demande de logement des couches moyennes et populaires a donc été rapidement solvabilisée par une baisse des taux d'intérêt des banques qui développent de fait de nouveaux produits financiers, des crédits hypothécaires, plus risqués. Ces crédits hypothécaires permettent à l'emprunteur de négocier un crédit sans apport personnel, et les taux, très bas, sont en grande majorité variables, les durées de prêt s'allongent sur quarante ou cinquante ans. Face à une demande aussi explosive, les prix s'envolent. Entre 1997 et 2004, le prix pour l'achat de logement a augmenté de 88 % de plus que les loyers. En 2012, la France enregistre 22% de son parc immobilier en location privée face à 17 % en location sociale. L'Espagne elle, enregistre 11% de location privée face à moins de 2% de location sociale²⁴. Une comparaison qui nous permet de confirmer une double tendance, l'Espagne reste un pays faiblement motivé par une pratique locative de l'immobilier et surtout, dans cette pratique déjà en marge, celle de la location sociale est encore moins représentée. Comme nous l'avons expliqué plus en amont, la structure du marché de l'immobilier espagnol est basée sur un cadre réglementaire largement libéralisé, fondé sur la loi de l'offre et de la demande, une imposante prédominance de la propriété privée et une très faible pratique locative. Dans un contexte économique mirobolant, c'est l'anticipation de la hausse des prix qui donne des espoirs de plus-value et donc motive la construction ou l'achat de logements. Des pratiques spéculatives manifestes gangrènent l'économie nationale et menacent l'économie européenne au détriment de la demande sociale réelle. Ce phénomène aliénant, cette bulle spéculative ainsi gonflée aura des répercussions inégales sur les petits acquérants lors de la crise financière.

23 : VORMS C, *Surproduction immobilière et crise du logement en Espagne*, La Vie des idées, 12 mai 2009.

24 : DELGADO L et ESCORIHUELA I, *Exclusió residencial al món local : Informe de la crisi hipotecària a Barcelona (2013-2016)*, Observatori dels drets economics socials i culturals, Barcelone, septembre 2016.

Conséquences sociales

Comme il est déjà mentionné plus avant, une des anomalies de la structure du parc immobilier espagnol est la grande quantité de logements vacants. Si nous additionnons les logements vacants pour des motifs spéculatifs, un nouveau stock non vendu après la crise et des logements vidés par exécution de l'hypothèque, l'Espagne se trouve confrontée à un excédent considérable d'environ 3,5 millions de logements vacants pour l'année 2012²⁵. Cette tendance inflationniste expliquée en amont, la constitution d'une bulle immobilière, a donc généré des «actifs toxiques» financiers. Ces fonds d'investissement de très faible qualité, créés par le regroupement d'hypothèques de personnes économiquement insolubles, sont le reflet d'un paysage urbain fantôme.

En effet, en 2010, face à la crise systémique qui menace le système espagnol, un large processus de concentration bancaire se met en place, ce qui permettra de regrouper les entités financières les plus petites et vulnérables d'entre elles autour de noyaux financiers plus solides, c'est la restructuration bancaire. Parmi ces regroupements qui sont en fait des rachats, 7 caisses d'épargne sont fusionnées afin de créer l'entité Bankia. L'État y injecte une somme d'argent conséquente, de 19 milliards d'euros et annoncera en mai 2012 la nationalisation de sa dette et de ses actifs toxiques. En juin 2012, la déstabilisation du système financier espagnol menace l'Eurogroupe qui décide de céder un crédit de 100 milliards d'euros au pays pour mettre à flot son secteur financier, rendant l'État, et donc les contribuables espagnols, responsables du remboursement de ce prêt. Cet argent européen est attribué sous une condition, la création de la SAREB (*Sociedad de Gestión de Activos Procedentes de la Reestructuración Bancaria*²⁶), dite *banco malo* ou banque poubelle. Cette entité financière constitue le rachat de 4 banques nationalisées : Bankia, Catalunya Banc, NGC Banco-Banco Gallego et Banco de Valencia. L'État va donc tenter de dissoudre ses actifs toxiques qui se traduisent par plus de 80 000 logements vides. L'institution née en tant que société anonyme est financée principalement par de l'argent public à hauteur de 45%, fonds venus en partie du prêt émis auprès de la banque centrale européenne. L'ensemble des injections de capital, rachat de dette, acquisition d'actifs financiers et émissions

25 : VORMS C, « Surproduction immobilière et crise du logement en Espagne », La Vie des idées, 12 mai 2009.

26 : Société de Gestion des Actifs de la Resructuration Bancaire

« *La cupidité des dirigeants de l'économie et des banquiers, la maladie des économistes à anticiper le changement, l'inaptitude des autorités publiques nationales et européennes à régulariser le marché, l'incapacité des citoyens à anticiper.* »²⁹

de dettes absorbées par l'État espagnol représenteraient au total 219,397 millions d'euros²⁷. Le fonctionnement de cette banque poubelle consiste à assainir le système financier espagnol en vendant les biens immobiliers des actifs toxiques dans un délai maximum de 15 ans. Nous pouvons comparer avec d'autres modèles de *bad banks* comme celui de l'Irlande qui

mise plutôt sur la liquidation immédiate de ses logements vides sur le marché de l'immobilier. La SAREB fonctionne différemment puisqu'elle tente de maximiser sa rentabilité et d'accomplir la désintégration de la dette annulée par l'État espagnol en essayant d'obtenir les prix les plus élevés possibles. Rendant ainsi rentables les investissements privés et évitant « d'inonder le marché » avec des biens immobiliers, les 15 ans qui lui sont alloués lui permettent de retenir les biens pour les vendre au plus cher. Il s'agit en fait de nouveau d'une large opération de spéculation immobilière.

Mais derrière la vacance éminemment élevée du parc résidentiel espagnol, ce sont de nombreuses familles qui ont perdu leur lieu de vie. Ces actifs toxiques, auparavant des produits financiers hypothécaires risqués ont bénéficié en effet d'une législation « libre » en matière d'expulsions et donc moins soucieuse du respect du droit au logement. Cette liberté facilite l'attraction d'investissements immobiliers internationaux vers l'Espagne, puisqu'elle assure une garantie en cas de non remboursement²⁸. Cet aspect très peu soucieux du cadre social rend économiquement risqué tout changement du cadre légal à ce sujet. Une boucle qui peine à être détournée.

Cette politique anti-interventionniste a malheureusement été responsable d'une catastrophe sociale dans tout le pays. Entre 1997 et 2007, les prix des loyers ont augmenté de 100 à 300 euros tandis que les salaires eux n'ont augmenté que de 100 à 150 euros. Selon les données judiciaires, entre 2007 et 2011 se sont enclenchées 328.720 expulsions hypothécaires. Selon les chiffres de l'année 2011, chaque jour se réalisaient 212 processus, c'est-à-dire 6.348 par mois. En 2015,

27 : ATTAC Madrid

28 : MANZANO GÓMEZ N. *Casas sin gente, gente sin casas, Financiarisation urbaine et appropriations d'immeubles dans la nouvelle périphérie madrilène*, Mémoire de master en sociologie, Université Paris 8, septembre 2015

29 : CAPEL SAEZ H «Urbanisme, politique et économie : pour une approche comparée de la France et de l'Espagne» dans COUDROY DE LILLE L, VAZ C, VORMS C. *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : La ville, la démocratie et le marché*. Rennes: PU Rennes, 2013.

on compte en moyenne 43 expulsions par jours en catalogne. Le nombre de personnes touchées par l'exécution de crédits hypothécaires est incroyablement élevé puisqu'il ne concerne pas uniquement la seule personne signataire du contrat, mais bien la famille entière. En effet, ces crédits à haut risque ont été cédés par les groupes financiers sous condition de garanties, généralement venant de membres de la famille, presque automatiquement les parents. Barcelone compte seulement 2% de logements sociaux. Dans toute la catalogne, 450 000 logements sont vides, 100 000 appartiennent à des banques.

Un soir en terrasse, je me trouve en compagnie de Natalia. D'origine colombienne, elle a 39 ans et est arrivée à Barcelone il y a 14 ans sans jamais en être repartie :

« Mais tu n'étais pas au courant de ça ! Pourtant c'est incroyable, ils sont super organisés, malheureusement beaucoup de gens tombent dans le piège, moi la première. C'est vrai, ça m'est arrivé ! Moi je n'avais pas d'autres choix et je ne connaissais pas la PAH, c'est pas la première chose à laquelle tu penses quand tu habites de l'autre côté de Barcelone, en tout cas, tu connais de loin, mais tu te dis que toi ça t'arrivera jamais. J'avais l'impression de pouvoir m'en sortir moi-même, je n'ai jamais été dépendante de personne. En fait, ça remonte à plus loin, quand bien sûr, j'ai vu que je ne pouvais plus payer mon crédit, parce qu'après la crise, j'ai perdu mon salon, je pouvais plus payer le loyer ni les salaires, et puis tout s'enchaîne. Donc d'après ce que j'avais vu à la télé, tout ça moi je pensais que tu avais droit à 3 mois sans payer, qu'après seulement on pouvait t'expulser. Donc j'ai arrêté de payer, j'avais plus un sou, je ne pouvais pas, je voyais bien que j'allais pas arriver au bout. Moi je suis super prévoyante et tout. Mais au propriétaire je lui avais dit garde la caution comme ça ça payera ce premier mois ! Puis le propriétaire n'a pas voulu l'entendre comme ça, il m'a dit qu'il voulait avoir l'assurance que je paye et que pour ça il fallait qu'il

garde la caution en plus ! Ça dans le quartier de Santa Coloma, j'ai toujours vécu par là bas, c'est vraiment à l'autre bout de la ville. Alors, j'avais un mois pour trouver un travail et un autre appartement, on ne pouvait plus vivre là bas, fallait que je trouve moins cher quoi ! Alors, je cherche partout partout puis personne ne me répond, on m'envoie balader, on me dit oui puis comme j'ai pas de garants on me dit non enfin l'horreur. Puis moi tu me vois je commence à perdre patience, et en plus j'avais toujours pas retrouvé d'emploi, je ne pouvais plus payer. Je fais toutes les agences de Sant Andreu, puis toutes elles me disent non, non pas de garants, non pas de revenus ! Mais moi ça ne m'était jamais arrivé ce genre de situation, tu vois, moi j'avais mon commerce avant tout ça ! Oh c'est vrai des fois j'oublie, j'avais mon salon de coiffure avec deux employés dans mon salon, deux jeunes garçons. C'était un truc propre, j'avais ma clientèle, ça fonctionnait bien ! Mais bon, les agences ça leur parlent pas, ça ne les intéressent pas, eux ils veulent savoir si tu vas pouvoir payer maintenant, ils veulent des garanties, ils s'en fichent de ta bonne foi. Je suis allé à Santa Coloma, pour chercher moins cher. C'est vrai que j'avais de l'espoir cette fois-là, parce que j'avais tout raconté à un jeune homme d'une agence, qui avait l'air compréhensif, j'ai tout dit parce qu'il avait l'air d'avoir bon cœur, il m'a dit que je pouvais trouver, que ça allait bien se passer ! Le problème c'est que Santa Coloma c'est plus petit que Barcelone tu vois bien, du coup des agences immobilières, il y en a pas plus de 10, et ils sont tous en contact, et ils avaient passé le message, personne ne voulait écouter mon cas... Finalement je me trouve un appart, derrière où j'habitais avant, j'étais super contente. J'avais déjà dans la tête la décoration, je voulais repeindre le salon et la chambre, ça me donnait envie ! Alors je dis à mon propriétaire que c'est bon j'ai trouvé, j'emporte tout et je m'en vais. J'avais tout préparé, loué le camion, invité les amis, j'avais convoqué tout le

monde pour m'aider, etc.. J'étais super contente ! C'est vrai, tu tombes tellement de haut, tu te dis que c'est pas possible, à toi ça ne pouvait pas t'arriver et puis ça va tellement vite... Mais bon nous voilà, on avait rendez-vous à 9h, tout le monde présent ! Et moi si tu veux j'attendais encore qu'il me rende ma caution mon propriétaire. Puis on attend, on attend, 10h, 11h, 12h toujours personne. Puis passé 15h tu baisses les bras, le propriétaire n'est jamais venu donner les clefs, et moi j'avais tous les meubles dans ce foutu camion ! Tu te rends compte, sur le coup j'avais nulle part où dormir, bien je devais rendre le camion ! Holololo c'était un stress que je ne veux plus jamais revivre. Alors ba tout le monde s'en va, puis moi je voulais faire paniquer personne, les gens avaient des choses à faire, puis j'avais déjà suffisamment honte alors j'ai dit à tout le monde de partir. Là je me dis, je dois aller pour chercher un garde-meuble, pour rendre le camion, déposer mes meubles, un garage comme ça pas cher et bien sûr... dans le coin il y en avait qu'un à Badalona ! Tu te rends compte, je vais jusque là bas, ça fait quand même 45 min de chez moi et là il ne restait qu'un petit espace tout petit, c'était vraiment pas suffisant, je ne pouvais même pas mettre mes affaires et c'est tout ce qu'il restait, alors que j'étais à l'autre bout de la ville ! J'appelle mon propriétaire pour lui demander quand est-ce qu'il me rend ma caution, aucun moyen de l'avoir au téléphone, impossible, il n'a pas voulu me rendre ma caution soi-disant que j'avais dépassé le délai que j'avais eu des impayés, etc. Enfin bref, c'était la détresse, je te dis tout est sorti, je ne savais plus quoi faire. J'avais plus rien, j'étais perdue ! Mais bon je m'étais dis, j'avais retiré juste un billet de 500€ tu vois, mes dernières économies, tout était dans ce bout de papier rose là super grand ! C'est vrai je m'en souviendrai toujours c'est super grand un billet de 500€. C'était la seule fois de ma vie que j'en ai eu un dans les mains comme ça, puis tout ce que ça représentait, c'était tout ce que

j'avais, tout était là dedans. Et puis là je me suis dit j'achète un billet et je rentre en Colombie avec ça. Je ne voyais pas d'autres solutions. C'est bon j'y retourne, je vais retrouver ma mère. Et puis comme ça par hasard je rencontre une jeune femme qui me voit pleurer pleurer et qui me dis moi j'ai un appartement, tu peux t'y installer. Holololo ça a été la chance de ma vie ! Et cette fille c'est Bégo, celle qui anime les assemblées du mardi ! J'étais tellement hystérique, je ne m'étais jamais vu dans un tel état ! Je criais Puta España ! Puta España ! »³¹

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR DE NANTES

Barcelone, un dynamisme olympique ?

Nous allons revenir à la ville de Barcelone post dictature, et à la refonte d'un paysage politique renouvelé. La ville est en effet confrontée à l'insuffisance de nombreuses infrastructures. En effet, le régime franquiste ayant éloigné la catalogne des projets structurants du territoire, la ville se trouve surtout articulée par un tissu industriel qui entre en crise dans les années 70. C'est ainsi que plus que d'autres villes d'Espagne, Barcelone ose et notamment parie sur les Jeux olympiques pour l'année 1992. Les Jeux olympiques, même s'ils paraissent être un investissement énorme, sont en fait un bon investissement pour la ville qui débloque la mise à disposition de fonds nationaux pour la construction d'infrastructures et d'équipements dont la ville manque et qui serviront au-delà de l'évènement. C'est une opération qui permet de canaliser tous les efforts nationaux dans un projet de ville répondant à l'intérêt général. Manuel Vazquez Montalban écrira son impression dans *Barcelones* :

*«Tout indique que la Barcelone qui se détruit et qui se construit est guidée par le désir inavoué d'éliminer presque entièrement ce qui avait fait d'elle une ville ouvrière et littéraire. Barcelone détruit les traces archéologiques de la lutte des classes, disperse ses quartiers résidentiels ou les réaménage pour nouveaux riches, tranche dans le vif de ses chairs marginales et les relègue à la périphérie, désinfecte ses gueux au point d'en faire de risibles fantômes hantant les labyrinthes que créent les bulldozers. La culture de l'emballage et du simulacre domine la ré inauguration d'une ville qui s'ouvre à la mer et aux exterminateurs de toutes ses bactéries. J'ignore qui mettra en littérature cette ville de yuppies, partagées entre penseurs organiques du néant et du pas grand-chose, peuplée d'employés en transit et de fast-foods opulents.»*³²

La chute du mur de Berlin marque le début d'une nouvelle histoire, un nouveau contexte international libéré de la bipolarisation de la planète ouvre de nouvelles perspectives. Barcelone sait s'en saisir et fait partie de ces rares cas qui ont profité des olympiades pour restructurer leur paysage urbain. Ce qu'écrivit Montalban, c'est bien sûr, le

32 : MONTALBAN M V, *Barcelones*, ed Empuries, 1992 dans « BARCELONE : Lutttes Urbaines 1950 / 1980 ». Consulté le 25 octobre 2016. <http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com/2011/05/la-faillite-de-barcelone.html>.

fait que pour mettre en oeuvre les infrastructures urbaines nécessaires, il a fallu déloger des quartiers populaires, parfois des bidonvilles. Ce sera le cas pour ceux situés sur la colline du Montjuïc, principale zone d'équipements sportifs. Les *barracas* construites à flanc de colline ont du être démantelées, tout comme les quartiers situés sur la rambla littorale ou bien tous ceux qui étaient situés sur le tracé des fameuses *Rondas*. Les *Rondas* constituent le périphérique resserré de la ville, construit d'une seule pièce pour l'occasion il s'agit d'une infrastructure ultra fonctionnaliste qui a agrandi les routes existantes, créé des raccordements, aménagé les échangeurs. Elle permet de relier les sites olympiques, tout comme le réaménagement du réseau ferroviaire et des gares, qui sont désormais directement reliées à l'aéroport. Des travaux complétés d'une tour de télécommunication magistrale élevée à 268 mètres de haut dans le parc du *Collserola*, oeuvre de Norman Foster qui répond par l'écho des grandeurs à la flamme olympique de Santiago Calatrava. La skyline de la ville contemporaine se dessine, la torre Agbar et les deux tours du port olympique s'ajoutent à la Sagrada familia et aux monuments de l'exposition universelle de 1929. Barcelone érige des symboles et se constitue un urbanisme d'images, magnifiant ses points de vue et ses perspectives. Ces aménagements urbains accompagnent la revalorisation d'une ville engagée dans la compétition internationale et cherchant à s'affirmer comme capitale du Sud en augmentant son attractivité touristique. Si l'on considère que les Jeux olympiques sont souvent un investissement à perte pour les villes, l'opération barcelonaise fait partie des plus rentables de l'histoire des Jeux. En effet, si son bilan reste finalement à l'équilibre, c'est sans compter l'économie touristique qu'ils auront apportée durablement à celle de la ville. Barcelone devient la troisième ville touristique d'Europe. Les touristes, estimés à 27 millions par an, génèrent 14% de la richesse de la capitale catalane. Un engouement qui fera monter les prix des loyers, les prix de la vie et qui dépossède totalement les populations du centre-ville.

Depuis l'explosion de la bulle immobilière en 2007 et l'incapacité des pouvoirs publics à amortir les dégâts sur l'économie du pays, les politiques n'ont eu d'autres choix que de stopper les aides permettant



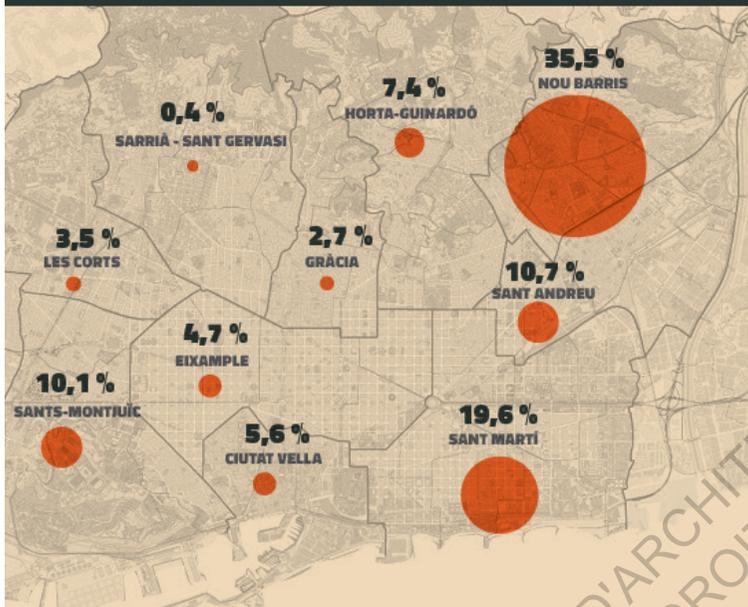
Figure 1.2
Bassin olympique du Montjuïc
© Dimitri Messinis / AFP

la construction pour s'orienter vers le secteur de la réhabilitation, ce qui concerne principalement les centres-ville et favorise la pratique du locatif. Après la crise de 2007, les prix des logements en vente ont considérablement chuté. Ceux des loyers, eux ont chuté beaucoup moins rapidement et surtout, ont augmenté de manière fulgurante depuis 2015. La pression touristique à Barcelone n'aidant pas à la constitution d'un parc locatif privé accessible à tous, c'est un enjeu majeur pour la ville que de mettre en place une forme de contrôle permettant la régulation des prix des loyers en fonction des quartiers.

Le modèle diffusé en matière de logement dans toute l'Espagne a privilégié l'accès en régime de propriété privée et a libéralisé celui de la location. Comme Natalia, de nombreuses familles se sont retrouvées en grande détresse résidentielle. L'Observatori DESC dans son dernier rapport nommé *Exclusió residencial al món local, Informe de la crisi hipotecària a Barcelona (2013-2016)*³³ a analysé le cas de 900 familles de la ville de Barcelone entre 2013 et 2016. La figure 1.3 est un résumé infographique révélateur de la situation. En premier lieu, il nous montre sur un plan de la ville la manière dont les quartiers polarisent les inégalités. D'après le graphique, 35,5 % des émergences en situation d'urgence résidentielle sont situées dans le quartier de Nou Barris, quartier du nord de la ville très appauvri. Dans un second temps, il nous montre que dans 68,1 % des cas, les sources d'impayés sont dues au chômage. Une figure nous montre qu'en définitive, Barcelone détient 10,8 % de logements vacants face à un parc public de logement social inférieur à 2%. Un chiffre très éloigné des 15 % qu'ils sont supposés représenter en 2027 et encore plus des recommandations européennes qui représentent 18 % du parc global. Sur le pourcentage de logements vacants, 15 % sont des résidences secondaires, c'est à dire utilisées une partie de l'année ou louées. Enfin, une dernière information est à relever qui nous indique qu'entre 2013 et 2016, seulement 1049 expulsions étaient dues à des cas d'hypothèques contre 8058 en régime locatif. Cette dernière donnée nous permet de constater que les loyers sont en forte hausse et constitue un régime d'accès au logement très peu contrôlé. Le marché locatif privé, à loyer faible ou modéré, représente seulement 30 % de l'ensemble du parc. Dans une

33 : Exclusion résidentielle au monde local, Rapport de la crise hypothécaire à Barcelone (2013-2016). Disponible sur <http://observatoridesc.org/es/>

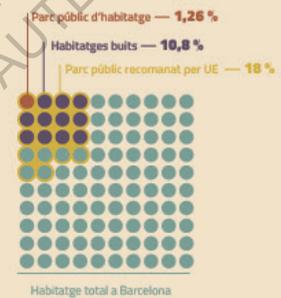
EMERGÈNCIA HABITACIONAL DE 900 FAMÍLIES DE BARCELONA



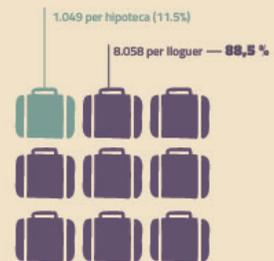
PERSONES EN DESNONAMENT IMMINENT QUE HAN ANAT A SERVEIS SOCIALS



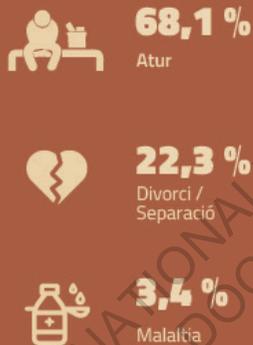
DISTRIBUCIÓ DEL PARC D'HABITATGES A BARCELONA



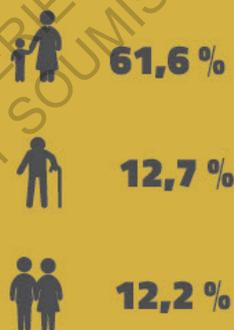
DESNONAMENTS A BARCELONA ENTRE 2013-2015 (CJPG)



MOTIUS D'IMPAGAMENT



MENORS, GENT GRAN I DEPENDÈNCIA



SOLUCIÓ DEL DEUTE



EFFECTES EN LA SALUT



Figure 1.3
Urgence résidentielle de 900 familles de Barcelone
© Observatori DESC, téléchargé sur <http://observatoridesc.org/es>

ville comme Berlin, il représente 85 %. Ce marché locatif est hautement spéculatif et instable, et à la différence de pays qui détiennent un parc locatif important, il n'existe pas de mesure ni pour contrôler le prix des loyers ni pour empêcher les loyers abusifs. La situation d'urgence résidentielle s'exprime par l'expulsion pour raisons économiques et l'exclusion résidentielle traduite par l'occupation de logements vacants ou la pauvreté énergétique. Selon des chiffres du tribunal, en 2013, 2014 et 2015, 9 876 expulsions ont été exécutées à Barcelone, dont 81 % d'entre elles en raison de loyers impayés, une tendance qui ne fait qu'augmenter. La pression touristique croissante sur le marché de l'immobilier a un impact considérable sur les prix des loyers, la gentrification et donc la création de zones urbaines ségréguées.

Lors d'une discussion avec Monica, le sujet du tourisme est abordé. Elle considère ce phénomène comme un fléau à Barcelone. De nombreux quartiers sont totalement investis et bien sûr les effets sont dévastateurs. Le centre historique de la ville par endroit et par moments n'est pas praticable. Bien entendu, au-delà de la vie de quartier qui s'en voit gravement affectée, il s'agit aussi de la montée des prix, de la commercialisation et la privatisation des espaces publics, de la concentration des activités de consommation, et des conséquences immobilières dévastatrices. Le quartier où se situe le bloc la Bordeta est le quartier de Sants, quartier populaire. Composé de petites rues, c'est un quartier historiquement très pauvre. Au pied du Montjuïc, il y a à peine 30 ans, on y trouvait encore des bidonvilles, des autoconstructions mélangées dans un tissu informel avec des lieux de production industriels. Peu à peu, et surtout à l'occasion des Jeux olympiques de 1992, des réformes urbaines successives ont transformé le quartier : les rues, les parcs, les bibliothèques, les terrasses, les transports. Aujourd'hui, ce quartier garde cette vulnérabilité, le niveau de vie y est encore bas par rapport au reste de la ville. Néanmoins, le passé ouvrier de cette zone lui a permis de conserver un réseau et un tissu associatif. En cela, il reste selon elle un quartier privilégié. Bien sûr, le complexe de Montjuïc et la place d'Espagne sont des éléments urbains qui attirent beaucoup de flux, tout comme la gare de Sants qui emmène ses voyageurs directement à l'aéroport. Néanmoins,

nous pouvons reconnaître que le quartier de Sants est un quartier encore écarté des conséquences liées à la gentrification. Le sujet des appartements touristiques est lui une véritable menace à laquelle il est encore difficile de trouver des réponses. En effet, grâce aux nouveaux réseaux disponibles sur internet, il est devenu très facile de trouver un logement disponible chez un particulier tout comme de mettre le sien à louer. Dans le quartier de Gracia, celui de la Barceloneta ou bien le centre historique, une quantité incroyable de logements sont ainsi réquisitionnés. En effet, ils sont réservés à un usage touristique et leur nombre est inquantifiable, car il fait appel à un réseau informel. Leur usage étant simplement réservé pour des instants très courts à des fréquences aléatoires, alors que selon Monica, ces appartements pourraient être réquisitionnés et incorporés au parc public. Monica rajoute :

«Tu vois celui-là juste au-dessus, cet appartement avec le balcon, c'est un air bnb ! Moi j'ai bien peur que ça arrive, petit à petit le quartier se remplit de ce genre d'appartements. C'est insidieux, tu ne le vois pas, mais ils sont là. Mais tu vois sur la porte d'entrée si tu passes dans la rue tu verras, les collectifs de par ici on déjà tagué «on ne veut pas de vous ici», quelque chose comme ça ! Avant cet appartement il n'était pas fermé, il n'était pas comme ça ! Le truc c'est que ça va super vite tout ça, puis tu peux rien contrôler. Juste derrière le bloc aussi il s'est ouvert un hôtel, un hôtel super mignon, super bien décoré, super à la mode, etc. Mais voilà nous on est allé leur parler la dernière fois, on leur a dit que c'était pas bien ce qu'il faisait, que tout le monde pouvait accroché deux vélos peints en rouge dans un local et dire que c'est un hôtel, mais que ça, c'était un truc de riche, qu'il y avait des gens qui n'ont rien à manger, et que ce genre d'initiatives elles n'avaient rien à faire dans notre quartier ! C'est vrai quoi, c'est incroyable, moi ça me monte à la tête, en plus c'est vraiment juste à côté du local, moi je trouve ça provocateur ! »³⁴

L'OCCUPATION

Forme radicale de désobéissance civile

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Le terme *désobéissance civile* est apparu en 1846, dans un essai écrit par Henry David Thoreau *Civil Disobedience*, qui, s'opposant à payer une taxe gouvernementale pour financer la guerre contre le Mexique, a été puni par un jour de prison. Néanmoins, il a par ce texte façonné les contours d'une pratique souvent mise en avant. En effet, la désobéissance civile, au contraire des pratiques révolutionnaires ou de l'utilisation de la violence, ne s'oppose pas frontalement au pouvoir. En cela, elle invoque le sens commun de manière publique et intentionnelle, c'est-à-dire que cette pratique est fortement conscientisée et ne véhicule pas de facteurs criminogènes, qui se produiraient dans la clandestinité. La désobéissance civile est une pratique basée sur des principes moraux ou supérieurs qui, étant rendus publics, lèvent tout soupçon sur leur légitimité à être revendiqués. De plus, elle est considérée comme un acte collectif fortement légitimé aussi par la force de ce dernier. Nous allons voir dans cette partie quelles formes de désobéissances civiles sont adaptées à l'occupation de logements. En effet nous l'avons vu, le logement transformé en un bien essentiellement commercialisé se confronte à une réalité fracassée, celle de l'exercice du droit au logement bafoué par une économie urbaine violente et sélective. Cette approche du sujet est peu objective et trouve sa source dans une profonde sensibilité personnelle. Curieuse de découvrir ce contexte pendant une année, j'ai commencé à entrevoir une mouvance militante large et multifacée. Mais avant toute chose, un terreau générique et théorique est nécessaire quant à la compréhension de ce qu'est un mouvement social urbain et les horizons communs que chacun d'entre eux convoite. En introduction, je tiens aussi à ajouter que la façon de nommer le mouvement est déjà une définition propre. En France, l'occupation qui apparaît après la guerre est appelée communément *squat*. En Espagne, ce mot n'est pas employé, et comme il est assimilable au contexte français je ne l'utiliserai pas non plus. L'*okupa* espagnol serait un équivalent, mais le *k* lui confère une sensibilité politique anarchiste qui l'en distingue. L'occupation, sans renvoyer à des messages ou des nuances politiques, est une dénomination qui me semble ouvrir un champ plus large dont nous allons voir les nuances.

Histoire d'un mouvement social urbain

Comme nous venons de le voir, le paysage social de l'Espagne se retrouve très vulnérable au sortir de la crise. La situation sociale du logement à Barcelone comme dans le reste de l'Espagne a généré de nombreuses expulsions jusqu'en 2013 sans permettre d'alternatives de relogement à cette période à laquelle s'ajoute une dernière phase plus contemporaine de hausse des prix des loyers. Ces lieux de vie vidés s'ajouteront à un parc immobilier déjà constitué de logements neufs invendus et laissés vacants. Cette incohérence, mais aussi le système global qui l'a permise, sont pris à parti par des mouvements qui font finalement appel à un concept plus général, celui du *droit à la ville*. Nous nous intéressons ici à l'*okupation* des logements vides comme forme de lutte urbaine et de la manière dont elle est apparue à Barcelone. Selon la méthode et le besoin, cette pratique relève de la désobéissance civile. L'*okupation* d'un bâtiment vacant s'inscrit dans cette revendication plus générale et idéologique. Sans essayer d'en dessiner une définition parfaite, nous allons voir ici ce qu'il signifie et surtout comment il

« (...) parler du droit à la ville aujourd'hui revient à s'intéresser de plus près aux mouvements sociaux et au champ politique de la contestation pour tenter d'évaluer cette fameuse question urbaine lancée par Henri Lefebvre dans les années 60 et poursuivie par beaucoup de sociologues dans les années 70, de manière contemporaine. »¹

s'articule avec les luttes urbaines comme l'*okupation*, ce droit au logement en acte.

En effet, on peut dire que cette lutte pour ce *droit à la ville* englobe toutes les luttes urbaines, puisque par définition, elles s'inscrivent dans ce paysage, celui de la ville. Et s'inscrire dans ce

paysage, c'est s'inscrire dans les rapports et dans la société qu'elle produit, celle de la vie urbaine, de l'homme urbain. Puisque l'*okupation*, par sa subversivité, sa nature illégale et sa vocation sociale est une lutte urbaine, elle participe donc à ce grand projet de conquête du droit à la ville énoncé par Henry Lefebvre. Celui-ci est d'abord pensé comme un droit à la *centralité renouvelée*, c'est-à-dire un droit à l'appropriation de ses symboles, de ses fonctions. De ce premier droit découle un second, un droit à la vie quotidienne urbaine, libérée des contraintes et de l'ennui, un droit à la sociabilité urbaine. Ensuite, nous

1 : BUSQUET, G. Question urbaine et droit à la ville, *Mouvements*, 5 juin 2013, n°74, p 113-22.

pouvons enfin considérer un droit à la participation, écho à l'autogestion et à l'information de la fabrique de l'urbain. Henri Lefebvre, chercheur et sociologue marxiste, a fait de cet ouvrage un élément majeur de la problématique urbaine, qui n'était pas destinée aux philosophes, chercheurs, sociologues et anthropologues, mais bien enfermée dans les mains des décideurs et projecteurs de la ville de l'époque. Il met en avant une société et un mode de vie urbain, sujets encore peu questionnés ni problématisés. Il fait état d'un *droit à la ville* qui signifie pour lui autant l'accès à la centralité que la suppression de ses formes de ségrégations en mettant en avant la réappropriation, et même la conquête, des qualités et valeurs associées à la centralité. Ainsi, *le droit à la ville* se manifeste comme forme de droit supérieur, qu'il incorpore dans le droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. C'est ainsi que cette notion est une base fondamentale pour comprendre les enjeux de la lutte urbaine en question, notion implicite que convoque ce sujet. Cette idée aide notamment à comprendre les revendications et les motivations des différents groupes engagés. Dans la réflexion de Henry Lefebvre, on conçoit la ville comme une œuvre collective où se croise un droit à la ville individuel pour concevoir un espace libéré dans son quotidien, dans ses pratiques et dans sa production à l'échelle globale. Il s'agit donc d'un modèle inadapté au système capitaliste mondialisé tel que nous le connaissons et c'est de cette manière qu'il faut comprendre l'intérêt de la pratique d'*okupation* dans ses fondements politiques. En effet, nous le verrons tout au long de ce travail de recherche, mais elle fait appel à une réelle appropriation des habitants de l'espace de la ville, à une prise en main par eux-mêmes de leur cadre de vie et de celui des autres en construisant des structures décisionnaires particulières, ce qui participe de fait à une

« Le droit à la ville [...] ne peut se formuler que comme droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée [...]. Seule la classe ouvrière peut devenir l'agent, porteur ou support social de cette réalisation. Ici encore, comme il y a un siècle, elle nie et conteste, de par sa seule existence, la stratégie de classe dirigée contre elle. Comme il y a un siècle, bien que dans des conditions nouvelles, elle rassemble les intérêts (dépassant l'immédiat et le superficiel) de la société entière, et d'abord de tous ceux qui habitent »¹

1 : Henri LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris, 2009 (1968), p. 108.

vie quotidienne libératrice et à la construction d'un fragment d'oeuvre urbaine collective. Ces revendications sont donc peu en adéquation avec un système de gouvernance urbaine hiérarchisée et où se situe de larges conflits de droits fondamentaux dû à l'exercice économique de la fabrication urbaine. À travers l'histoire de ce mouvement social urbain, nous allons distinguer les formes de revendications et les luttes qu'il englobe. En catalogne, là où le mouvement *okupa* a pris particulièrement d'ampleur, il s'agit aussi de mettre en avant les spécificités de cette mouvance face à celui des luttes pour le droit au logement.

L'*okupation* en Espagne tient une place ambivalente. D'une part, elle peut se comprendre comme une arme de combat pour porter à terme un projet transformateur radical. D'autre part, elle peut être considérée comme un outil pour permettre des projets d'expérimentations personnelles et collectives, prenant des formes de vie alternatives, libératrices, qui se revendiquent dans une



Figure 1.4
Couverture de El Periódico le dimanche 9 de décembre 1984
©El periódico, <http://www.publico.es>

désobéissance au quotidien. L'*okupation* peut être considérée comme une fin en soi, où les espaces sont récupérés à un système qui privilégie le régime de propriété basé sur la spéculation et où prédomine la valeur d'échange sur la valeur d'usage. De la même manière, elle peut être considérée aussi comme un moyen de lutte plus globale contre le système, s'acquittant des formes cloisonnées d'habiter pour permettre de s'attacher à d'autres objets de luttes. Hans Pruijt confirme que l'ensemble de l'Espagne, mais en particulier la catalogne, s'est convertie en laboratoire de mouvements sociaux depuis les années 80². En catalogne, la première *okupation* s'est produite dans le quartier de Gracia à Barcelone en décembre

1984. D'autres événements marquent cette période notamment l'*okupation* de l'Ateneu de Cornellà et l'ouverture de la Kasa de la Muntanya okupée depuis 1989 et toujours en activité actuellement. Ces okupations suivent fondamentalement le modèle des okupas d'influence allemande, essentiellement basé sur le logement. Elles prétendent ainsi créer de nouvelles formes de cohabitations alternatives en utilisant des bâtiments et des maisons inoccupées, fruits de la spéculation exacerbée, visibles dans les grandes métropoles. À partir des années 90, on note une ouverture considérable du mouvement, due entre autres à l'incidence du mouvement étudiant antimilitariste et féministe, notamment en réponse à la guerre du Golfe par exemple. L'année 1992 semble articuler la première révolte au contexte de restructuration capitaliste des grandes villes. À Barcelone, le déroulement des Jeux olympiques est un fait marquant qui attise les luttes urbaines. Dans ces années, commencent à surgir des initiatives relatives au mouvement italien, voulant ouvrir les *okupations* aussi comme centre social, avec des activités ouvertes au voisinage et au reste des collectifs sociaux. En 1996, le nouveau Code pénal espagnol criminalise largement l'*okupation* mais cela marque aussi une expression plus large de cette dernière. Paradoxalement, la stratégie répressive des institutions engendre une nouvelle dynamique massive du mouvement, notamment parce qu'il lui offre une large médiatisation. En Catalogne, le nombre d'*okupas* passe de 40 à 150 en deux ans³. Sur ce territoire, la pratique subversive de l'*okupation* devient alors un référent des mouvements sociaux de la jeunesse radicale et articule avec lui une série de manifestations, de résistances aux expulsions avec un grand nombre d'*okupations*. Le cas du CSO⁴ Can Vies à Barcelone dans le quartier de Sants (à côté du bloc la Bordeta) occupé en 1997, symbolise tout à fait cette période de grande influence du mouvement *okupa*. Dans les années 2000, le mouvement commence à véhiculer certains symptômes de changement. D'une part, les espaces de coordination et d'organisation internes peinent à affirmer les identités singulières de chaque *okupa*, d'autre part, la stratégie répressive de l'État induit un climat de conflit permanent avec la police. Cette situation de confrontation atteint son apogée en 2001 avec l'interpellation et la détention de personnes impliquées dans

3 : GONZALEZ GARCIA R., «El moviment per l'okupació i el moviment per l'habitatge», dans *Recerca, revista de pensament i anàlisi*, n°17, 2015, pp 85-106

4 : Centre Social Okupat ou Centre Social Occupé

le mouvement, accusées notamment à Barcelone comme à Madrid d'appartenir au groupe terroriste ETA.

À cette période, le mouvement s'hybride alors avec d'autres et converge vers des luttes globales, tant lors de campagnes ponctuelles qu'au travers de centres occupés concrets comme celui de Can Masdeu à Barcelone. Dans un deuxième temps, les *okupas* se rapprochent aussi des associations de voisins avec lesquels ils structurent notamment *la crítica práctica a l'urbanisme capitalista*⁵. Enfin, autour des délocalisations d'entreprises à l'échelle mondiale et la précarité croissante du monde du travail surgissent de nouveaux espaces de luttes sociales. La pratique de l'*okupation* s'étend et déborde des champs plus classiques de la simple appropriation de bâtiments vacants. C'est dans cette mesure transversale liée entre les différentes échelles de revendications des mouvements sociaux, que l'*okupation* se dote de nouvelles subjectivités ou identités et que l'on peut la considérer comme un outil efficace de lutte plus globale. En ce qui concerne le cas catalan, il faut ajouter l'émergence du mouvement indépendantiste révolutionnaire qui se lie à l'*okupation*. Cela se traduit par de nombreuses *okupas* affiliées à des assemblées de jeunes de la gauche indépendantiste partout sur le territoire catalan. Dans ce cas, l'*okupation* est une interprétation physique d'une position politique affirmée et représentée, notamment au travers du parti indépendantiste et anticapitaliste, la CUP⁶.

C'est ainsi que des collectifs ou des mouvements sociaux jusqu'ici éloignés des *okupas*, entrent en contact avec des groupes déjà existants. Ces convergences sont très intéressantes puisqu'elles suggèrent une interrogation mutuelle sur l'activité politique ou sociale jusqu'ici mise en place. En montrant un intérêt croissant pour les pratiques autonomes des mouvements sociaux, les groupes *okupas* profite d'une convergence qui leur donnera plus d'appuis et un réseau plus étendu dans la défense de leurs revendications. Les assemblées d'*okupation*, journées de discussions et échanges d'expériences entre différents lieux, sont un moment privilégié de la convergence.

Enfin, il s'agit finalement de remarquer une transformation majeure pour l'*okupation* à travers une nouvelle perspective

5 : Critique pratique de l'urbanisme capitaliste, mise en place notamment dans les ateliers de l'*Espai Magdalenes* ou du *Forat de la vergonya* dans le quartier de ciutat vella.

6 : *Candidatura de Unidad Popular* ou Candidature d'Union Populaire, est un parti qualifié d'extrême gauche qui prend forme à la fin du franquisme dans les municipalités. À caractère «assambléiste», indépendantiste et écologiste, ce parti intègre des idéologies diverses faisant parti d'une gauche indépendantiste, là où l'on trouve notamment des individus actifs dans les «Casals» ou Centres Sociaux Okupés, dans des collectifs à l'échelle locale ou bien des organisations de jeunesse telles que Arran.

contemporaine qu'il s'agira pour nous d'étudier par la suite. En effet, différents noyaux locaux du mouvement pour le droit au logement ont permis une évolution de ce mouvement social urbain, notamment grâce à l'événement majeur du 15 mai (15M) et d'une communauté que l'on nommera dès lors les indignés et dont nous reparlerons dans une troisième partie. Dans cette perspective, il s'agit particulièrement pour la PAH, que l'on considèrera ici comme un exemple majeur, de reloger des personnes victimes de la vague massive d'expulsions entre les années 2011 et 2013 au travers d'une récupération largement légitimisée qui invoque notamment à travers la désobéissance civile, une forme de militantisme beaucoup plus large.

Ce regard sur l'historique du mouvement nous permet donc de souligner sa portée globale qui intègre la ville comme support de revendication et objet du changement. En cela, l'*okupation* vient lutter largement pour un droit à la ville, de manière plurielle et disparate. En cela, il est difficile et compliqué de catégoriser les différents moyens entrepris, mais il s'agira néanmoins dans une seconde partie de mettre en valeur certains traits communs permettant de souligner des convergences ou divergences larges.

Des typologies plurielles

Occuper, c'est alors s'approprier illégalement, vivre ou utiliser d'une autre manière, un lieu sans le consentement de son propriétaire. Florence Bouillon dans *Le squat, une alternative à la rue ?*⁷ nous permet de décentrer certains aprioris. En premier lieu, elle nous indique qu'une occupation n'est pas forcément l'occupation d'un lieu vide. En effet, il existe de nombreuses occupations qui effectuent des roulements, des échanges, laissant des chambres vides pour l'intégration d'une nouvelle famille, d'un nouvel arrivant. Dans ce cas, le lieu n'est pas vacant, mais bien occupé depuis parfois un long moment. En deuxième lieu, elle nous fait remarquer qu'occuper n'est pas forcément gratuit : « Elle peut être payante lorsque les squatters louent l'appartement squatté à un faux propriétaire,[...] lorsqu'ils rachètent le droit d'usage d'un squat à des occupants précédents,[...] ou lorsqu'ils paient un droit d'entrée pour pouvoir dormir dans un squat »⁸. Enfin, elle nous indique que l'expression *sans-logement* n'est pas un idéotype généralisable, puisque certaines personnes ont abandonné un logement «légal» pour occuper afin de vivre en accord avec des aspirations personnelles ou de vie en collectivité ou bien parce que l'occupation permet de ne plus payer un loyer devenu une charge trop importante. On devine alors que l'occupation n'est pas une réalité homogène et uniforme. Au contraire, s'intéresser aux occupations c'est accepter de travailler de manière subjective au cas par cas, en traitant de l'expérience vécue et de sujets singuliers. Néanmoins, dans cette partie nous tenterons de donner de larges contours à différentes formes d'occupations selon leurs intérêts et leurs revendications.

D'après Eddy Cherki dans un article de la revue *Espace et sociétés* de 1973, apparaissent «*les premiers types de luttes urbaines, relativement massives, radicalisées et illégalistes*»⁹ visant à remettre en cause la nature même de la propriété de l'habitat ainsi que celle de l'organisation de l'espace des villes. Ce que l'on comprend dans ce texte et qui fait toujours sens aujourd'hui est qu'il y a lieu de considérer les groupes sociaux liés à ce mouvement et leurs motivations comme des cas particuliers distinguables. Il n'existe pas de masse sociale informelle catégorisable, que l'on pourrait nommer «occupants». Néanmoins, deux grandes distinctions peuvent être mises en place, la première

7 : BOUILLON Florence, «Le squat, une alternative à la rue ?» dans J. BRODY, *La rue*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005, pp. 179-194.

8 : *Ibid.*

9 : Cherki E, «Le mouvement d'occupation des maisons vides en France», *Espaces et sociétés*, n°9, juill 1973, pp 63-91.

étant motivée par un besoin matériel ou plutôt un besoin économique immédiat, celui d'accéder à un logement décent pour pouvoir continuer à vivre, il s'agit «*d'occupants structurels*»¹⁰. La seconde trouve ses motivations dans le large champ de la politique et voit alors l'action directe de l'occupation comme la mise en pratique de nouvelles façons de s'approprier la ville et la vie quotidienne. On distingue alors d'un côté, une lutte économique et de l'autre une lutte politique. L'occupation peut alors être considérée comme une fin ou comme un moyen.

Un ouvrage très complet m'a beaucoup aidé dans la compréhension générale du mouvement, il s'agit du livre *¿Dónde están las llaves? El movimiento okupa: prácticas y contextos sociales* dans lequel Hans Pruijt dessine un portrait contemporain des mouvances en Europe et la façon dont ils se sont orientés depuis les trois dernières décennies¹¹. Ce chapitre permet notamment de distinguer les pluralités

de formes occupantes. Après 6 mois de recherches sur le terrain, il m'a été difficile de pouvoir «classer» les types d'occupations rencontrées. D'une part parce que beaucoup d'entre elles sont invisibles, d'autre part parce que mon insertion dans le milieu n'a pas été suffisante pour dessiner un paysage exhaustif et enfin, parce que ce n'était pas mon but. De cette manière, et pour mieux comprendre, j'ai préféré me fier à une réponse que Hans Pruijt apporte à cette question.

« *Más allá de los aspectos formales sobre su definición, las interpretaciones de la okupación varían [...] El hecho de que las interpretaciones diverjan tanto es debido, al menos en parte, a que los observadores tienden a ver la okupación como una manifestación de algún tipo de tendencia en la sociedad, proyectando sus propias esperanzas o temores en ella. Por otro lado, también refleja la variedad existente en el interior del movimiento.* »¹²

Une tentative de définition cohérente qui écarte cette dimension des représentations fantasmées que représente parfois le mouvement. Dans ce texte, l'auteur distingue 5 formes d'occupations différentes selon leurs finalités, leur classe sociale, leur organisation, le type de bâtiment occupé, le cadre cognitif, les demandes, l'imbrication culturelle et politique, les résultats et les problèmes spécifiques.

10 : *Ibid.*

11 : Pruijt H, «Okupar en europa» dans ALCALDE VILLACAMPA J, ADELL ARGILÉS R, et MARTÍNEZ LÓPEZ M. *Dónde están las llaves?: el movimiento okupa : prácticas y contextos sociales*. ed Los Libros de la Catarata, Madrid, 2004, 347 p.

12 : *Ibid.* «au-delà des aspects formels sur sa définition, les interprétations de l'okupation varient [...] Le fait que les interprétations divergent autant est dû, au moins en partie, au fait que les observateurs tendent à le percevoir comme une manifestation d'un type de tendance sociétale, projetant leurs propres espérances ou peurs en elle. D'autre part, elle reflète aussi la variété existante de l'intérieur du mouvement.»

En premier lieu, il distingue des occupations basées sur la pauvreté. Nous pouvons mettre en relation cette catégorie notamment avec les formes d'occupations liées aux associations de lutte pour le droit au logement comme la PAH. Les finalités activistes sont alors d'ordre social, il s'agit avant tout de dégager un stock de logements pour les plus nécessiteux. La structure interne de l'association ou de l'organisation est spécifique puisque les bénéficiaires et les activistes sont séparés, notamment par leur classe sociale et le rôle qu'ils tiennent dans l'organisation. Les bénéficiaires en difficulté financière et sociale sont soutenus par des activistes de classe sociale moyenne, ou en tout cas plus élevée. L'organisation se fait alors de manière verticale et divise les activistes des bénéficiaires. Les logements occupés sont vides, mais le message est clair : les administrations restent insensibles et ignorent les nécessités des personnes sans abris. Les requêtes finalement modestes consistent simplement en la demande de libérer des logements temporaires, des formes de relogements alternatifs ou d'inscription sur certaines listes d'attente. Hans Pruijt considère la hiérarchisation du mouvement comme une limite qui incrémente la vulnérabilité des occupants et limite l'expansion du mouvement, notamment par un manque d'autonomisation. Ce modèle, c'est celui auquel la PAH tente d'échapper, favorisant à chaque action, chaque intervention ou manifestation, l'implication de nouveaux membres parmi les organisateurs.

Une deuxième catégorie serait l'occupation comme stratégie d'alternative de logement. Il s'agit ici d'occuper un logement pour son propre usage tout en voulant l'ajouter au parc de logement locatif social. Il s'agit des mêmes finalités que la première catégorie, mais mis en oeuvre d'une manière moins hiérarchisée, où la différenciation entre bénéficiaires et activistes n'existe pas. Il s'agit selon l'auteur de personnes de classe moyenne organisées de façon horizontale constituant des formes d'occupations pragmatiques. Ici, l'action simple de réquisition invoque la légitimité du contexte qui doit trouver des solutions rapides. Cependant, l'auteur nous indique que dans cette catégorie, les acteurs sont assimilés à la contre-culture véhiculée par d'autres mouvements malgré eux, il s'agit alors ici de représentations

extérieures. Les actions et les situations peuvent être régularisées ou réprimées. Dans un certain sens, la PAH pourrait aussi se trouver assimilée à cette catégorie puisque son fonctionnement se veut horizontal.

Il existe selon l'auteur une autre forme d'occupation dite entrepreneuriale. Il s'agit plus spécifiquement de formes d'occupations à but public, permettant de créer une activité et une attractivité. Généralement, il s'agit d'occupations voulant construire un «centre social» stable et bénéfique pour le quartier ou la zone. Les activistes s'organisent dans une hiérarchie complexe souvent impossible à généraliser. Les lieux sont souvent des espaces non habitables, ou bien annexés à des lieux d'habitation. Les activistes trouvent leur justification dans le rôle valeureux que peut jouer un centre social en communauté dans un quartier, les activités et le lieu de réunion ouvert qu'il permet. Des problèmes surgissent souvent après la légalisation du lieu lorsque la volonté de maintenir une identité originelle, subversive est confrontée à l'accord à passer avec les institutions ou bien à une notoriété qui rend le lieu commun. Ce sont des facteurs qui ont du mal à se confondre avec une identité subversive. Des tensions et des conflits de définition sont récurrents entre une identité alternative et une ample ouverture publique, il s'agit de conflits plutôt d'ordre idéologique. Au-delà de la définition interne, la légalisation de ces initiatives interroge aussi la façon dont une municipalité est ouverte à des champs contre-culturels qui remettraient en question leur propre politique publique. Cette vision de l'occupation offre des possibilités de réflexions en aller-retour quant aux rapports de la lutte à l'institution et réciproquement.

Certaines occupations militent plus particulièrement pour la récupération ou la conservation de certains sites ou de certains quartiers. Dans ce cas, l'auteur parle d'occupations *conservationistes*. Leur objectif est de préserver le quartier, une zone urbaine ou un paysage naturel rural. Les militants occupent généralement les différents bâtiments concernés par les changements planifiés dans l'usage du sol. Contre la planification technocratique et la destruction des paysages, contre les grands projets urbains ou les opérations de réhabilitation, les acteurs sont des militants qui souvent largement au-delà des

habitants occupants. Cette forme de lutte se trouve aussi à l'échelle de l'urbanisme où est réclamée une participation à la fabrication de la ville. Souvent imbriqués dans d'autres mouvements de luttes, il s'agit d'une forme militante réellement active au quotidien qui peut parfois donner lieu à des scènes de confrontations brutales. L'*okupa* de Can Masdeu par exemple a été le lieu d'un siège de deux jours entre les forces de l'ordre et les *okupants* qui s'étaient suspendus aux façades du bâtiment pour protester contre leur expulsion. Souvent soutenus par tout un quartier ou toute une communauté, il n'est pas rare que cette forme d'occupation obtienne des résultats. Dans cette dernière catégorie, le rôle des médias est primordial ainsi que la diffusion de la réflexion, du discours militant et des réclamations afin d'organiser une vision légitime dans l'opinion publique qui puisse appuyer la cause.

Enfin, on peut considérer une dernière catégorie que l'on pourrait appeler occupation politique. Ces occupations veulent générer une forme de contre pouvoir face à l'État. Les discours souvent alimentés par la description des sociaux-démocrates comme des traîtres, les demandes ne sont pas l'essence de l'action, l'objet occupé n'est pas le propre de la revendication. Plus largement, c'est la confrontation qui anime ces formes d'occupations où il s'agit de dénoncer les systèmes technocratiques en place. Ils entretiennent selon l'auteur des liens fréquents avec des mouvements et des organisations marxistes. De manière générale, ils réussissent à ce que l'occupation soit un objectif souligné de la répression où ils peuvent aussi, à court terme, aider à ce que les occupations soient concédées. Il n'est pas rare que des conflits aient lieu avec des occupations d'autres configurations, notamment par les différentes formes de radicalités que cette dernière catégorie recouvre.

Comme nous avons pu le voir dans cette dernière partie, l'occupation recouvre une multitude de réalités, de pratiques, d'intérêts ou d'idéologies. Ici, il était question pour moi avant tout d'exposer cette multiplicité et de ne pas contraindre l'occupation à la seule solution au problème du mal-logement, ou bien à la seule revendication de nouvelles manières de vivre en cohabitation. En effet, le reste de ce mémoire sera consacré à une expérience hybride, celle de la PAH.



Figure 1.5

Photo de la toiture de la Kasa de la Muntanya
Auteur inconnu, <http://www.wikiwand.com/pt/Okupa>

Entre stigmatisme et légitimité

*« La dimension qui distingue strictement le squat des autres formes d'habitat est celle de l'illégalité. Juridiquement, le squatter est un occupant sans droit ni titre. Sans titre, car il n'est ni locataire ni propriétaire ni hébergé ; sans droit parce que n'ayant pas signé de bail ni de contrat d'aucune sorte, il est peu protégé par la loi »*¹³

À la question *Qu'est-ce qu'occuper ?* nous pouvons répondre selon la citation de Florence Bouillon ci-contre qui distingue l'habitation classique de l'occupation par son cadre légal. En cela, l'occupation est une pratique qui place les habitants dans une posture de grande vulnérabilité. Dans son texte étudié précédemment, l'auteure étudie cette relation entre l'occupation et la rue comme relevant d'un univers proche notamment parce que la menace de l'expulsion est toujours là. On se rend alors compte que cette situation, qu'elle soit un choix ou non, est un risque et représente une situation de

fragilité. C'est une situation précaire dans le sens où elle peut basculer à tout moment. Comme nous l'avons vu précédemment, les occupations relèvent de la spéculation immobilière, ou du système qui l'a engendré et qui ces dernières années a su exclure, orienter et contraindre les formes d'accès au logement. Néanmoins, comme le montre l'article 47 de la constitution espagnole¹⁴, chacun a droit à un logement digne et adéquat, ce qui signifie qu'il peut le revendiquer. On distingue alors en premier lieu une ambivalence entre légitimité et légalité, deux univers avec des référentiels d'ordres différents. En effet, le légitime, d'ordre moral, déborde et dépasse le légal. La légitimité dans l'opinion publique est d'ailleurs facile à obtenir lorsqu'il s'agit d'une occupation de pauvreté, surtout lorsque des enfants sont concernés. Mais qu'en est-il de l'occupation d'un centre social autogéré ou pour la mise en place d'une communauté alternative ? Les situations diffèrent et prennent des envergures différentes lorsqu'il s'agit de familles, d'enfants et de personnes âgées ou bien lorsqu'il s'agit d'une communauté jeune anti système, dont les membres célibataires et sans enfants sont opposés au monde du travail et représentent un archétype de contre culture qui alimente les peurs et les fantasmes urbains.

« Les squatteurs ont mauvaise réputation. Ils incarnent l'angoisse de nos sociétés modernes vis-à-vis du parasitisme. Parce qu'ils s'emparent d'un bien appartenant à autrui, les squatteurs sont vus comme des profiteurs. Parce qu'ils sont mobiles, ils sont

13 : Florence BOUILLON, *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation?*, Éditions Rue d'ULM, février 2011, p.14

14 : Article 47 de la constitution espagnole, 1978 : *«Tous les espagnols ont droit à un logement digne et adéquat. Les pouvoirs publics favoriseront les conditions nécessaires et établiront les normes pertinentes pour rendre ce droit effectif, en régulant l'utilisation du sol en accord avec l'intérêt général pour empêcher la spéculation. La communauté participera aux avantages générés de la politique d'urbanisme des organismes publics.»*

assimilés aux vagabonds. En contrevenant au droit de propriété, ce sont aussi l'ordre public, les libertés individuelles et la sécurité qu'ils semblent menacer. Le stigmate est enfin renforcé par la déviance »¹⁴

Cette idée fait donc admettre une ambivalence de l'occupation et de la pauvreté. Certaines sont largement stigmatisées puisque dans le cas des occupations de pauvreté, ce sont souvent des minorités ethniques issues de l'immigration qui y sont contraintes, mais il y a aussi ces individus voulant rompre avec le système. Finalement, il s'agit des personnes qui ne rentrent pas dans les cadres et le modèle de la normalité, aussi parce qu'il privilégie le droit d'usage sur le droit de propriété. Mais on perçoit qu'il existe souvent une conception erronée dans l'imaginaire collectif face à la légitimité de l'acte. La fragilité socio-économique des occupants est masquée par le stigmate de la déviance. Là où nous l'évoquions plus haut, une famille avec enfant ou personne âgée est un facteur qui déplace complètement le stigmate, tandis que le fait d'être un jeune homme célibataire d'origine étrangère est un facteur déprécié.

« Ces classements moraux ad hoc, [...] dont dépendront les procédures réactualisent la dialectique entre «vraie» et «fausse» pauvreté »¹⁵

Un regard stigmatisé de la part de l'opinion publique est souvent fabriqué ou véhiculé par les politiques ou les médias. L'exemple de la détention d'*okupas* à Barcelone et à Madrid en 2001 en les accusant d'être affilié à une organisation terroriste est flagrante. Mais il en a aussi été question durant mon enquête. En effet, au mois de mai, nous ouvrons un nouveau logement, on l'appelle l'appartement Blackstone, je reviendrai sur les détails de cette occupation en deuxième partie. Une réunion de la commission Obra Social de la PAH était prévue ce mercredi, jour d'assemblée de la commission pour débattre des prochaines décisions et opérations à venir. Comme le logement vient d'être occupé, ce qui n'était en aucun cas prévu, la séance se tient au pied du logement lui-même. Lorsque nous débattons pour savoir si

14 : Florence BOUILLON, *Les mondes du squat, anthropologie d'un habitat précaire*, 2009, Presses universitaires de France/Le Monde, 245 p.

15 : Florence BOUILLON, « Le squatteur, le policier, le juge et le préfet : procédures en actes et classements ad hoc », *Déviance et Société*, 2010/2 (Vol. 34), p. 175-188

nous sommes d'accord pour le garder, le gérer entre nous, la question se pose tout de suite de savoir qui sera la personne qui bénéficiera de l'opportunité. C'est alors que deux cas urgents s'offrent à nous : Le cas de Noria, femme seule avec 3 mineurs et celui de Pomares, jeune homme célibataire de 26 ans. Le choix le plus facile a été de privilégier Pomares. En effet, la commission avait eu le temps de discuter avec des voisins, dont certains très racistes. Noria étant d'origine algérienne et avec trois enfants aurait pu se trouver prise à parti par ses voisins malveillants, ce qui aurait pu mettre l'occupation en échec. Pour gérer la situation, Pomares était effectivement un choix plus judicieux. En effet, sa posture, son âge, le laisse facilement passer pour un jeune actif sympathique, son temps libre lui permettra d'effectuer les quelques travaux nécessaires pour que des enfants puissent y vivre en sécurité. Même si ce fait est contradictoire avec ce qui a été énoncé plus avant, il s'agit d'un cas concret où la violence du stigmate est effectivement capable de mettre en danger l'occupation.

Les mouvements *okupas* sont donc largement pris à parti et souvent stigmatisés, notamment lorsqu'il s'agit de confrontation avec la police. Lors de mon enquête, s'est déroulée l'expulsion d'un collectif okupa situé dans le quartier de Gracia, el Banc Expropiat. L'expulsion du collectif a animé une manifestation presque constante durant deux semaines où la tension entre forces de l'ordre et manifestants avait donné lieu à des actes violents. Le quartier de Gracia, un des plus en vogue de Barcelone, est aussi un des plus touristiques. Les touristes étaient donc dans l'impossibilité de pouvoir accéder à leur hôtel ou à leur appartement, tout comme les voisins. Les manifestations ultras violentes et très longues ont largement orienté les voisins comme les touristes, mais aussi le reste de l'opinion publique comme étant le fruit d'une bande de jeunes déviants et casseurs, qui ne voulaient simplement pas travailler ni payer le loyer de ce local. On le voit, la tendance est souvent difficile à mettre en avant, ce qui est d'autant plus dangereux lorsque le stigmate cache une pauvreté et une nécessité réelle. En cela, l'*okupa* ou la pratique de l'occupation est un acte toujours tendu par des représentations multiples, où certaines sont plus légitimes que d'autres, là où la PAH est un modèle intéressant. Étudier les mouvements d'occupation, c'est aussi prendre le risque d'en épouser la cause et perdre un regard extérieur et critique.



Figure 1.6

Llum pour la série *Más frágiles que una burbuja*
© Andrea Lolicato, <http://andrealicatosphotographer.com>

LA PAH :

Méga structure associative

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La PAH a été mon fil conducteur durant un semestre entier pour cette étude. C'est dans cet espace que j'ai participé aux assemblées, aux actions, aux manifestations et à d'autres rendez-vous informels. C'est donc peut-être ici que commence véritablement ce travail de mémoire, puisque cette expérience fait intervenir toutes les rencontres et les événements de l'ordre du vécu. Un matériel de première main, qui sert de base réflexive personnelle. C'est donc avec cette association que j'ai découvert le monde de l'occupation et c'est en fréquentant ce lieu, le local de l'association, à minima 1 jour par semaine, pouvant aller jusqu'à passer mes journées à leurs côtés, que je me suis confrontée à ma première expérience politique d'importance. Évoquer cette expérience politique, c'est faire apparaître des enjeux en termes de pratique, celle de l'assemblée, démocratique et horizontale, des tours de paroles, de la remise en question, de l'argumentaire faisant appel à la réflexivité de tous les participants. Mais c'est aussi au travers de cette rencontre que j'ai éduqué mon regard sur l'occupation. En effet, ma faible expérience militante est selon moi un enjeu qui renvoie directement à ce que permet d'inclure ce mouvement. Mon expérience personnelle, celle d'avoir été éduquée au fur et à mesure à l'action militante est révélatrice de ce qui peut être créé, cela remet en question ses principes d'accueil comme ses disponibilités à aller chercher des moteurs singuliers. Il s'agira dans un premier temps d'expliquer quelles sont les manières de faire de l'association en tirant parti de cette expérience propre. Nous ne parlerons que du cas particulier de Barcelone, car, il existe de nombreuses PAH locales sur tout le territoire espagnol. En second lieu nous nous intéresserons tout particulièrement au fonctionnement de la commission plus spécifiquement attachée à la récupération de logement vide, la commission Obra Social. C'est la commission que j'ai accompagnée en particulier. Enfin, nous verrons de quelle manière cette association est une organisation hybride en ce qui concerne l'occupation dans le mélange des luttes qu'elle recouvre et dans l'inclusion des membres.

Une plateforme de lutte pour le droit au logement

NOTES PERSONNELLES

PREMIÈRE ASSEMBLÉE DE BIENVENUE LE 11/04/16

Lorsque je suis arrivée, il n'y avait pratiquement personne dans ce grand local réhabilité. À part un homme, sûrement à la retraite. Je lui ai expliqué mon cas, je lui ai donc dit que quelqu'un m'avait répondu à un mail en m'invitant à venir ce soir, à 17h. Simplement, au lieu de croire être en retard de 15 minutes comme d'habitude, le vieux monsieur me dit d'attendre plutôt 45 min avec lui ici, car la réunion ne commence qu'à 18h. Alors je reste, je lui dis être volontaire, que je suis ici depuis septembre avec beaucoup de temps libre, j'admire ce qu'ils font, je voudrais participer ! Il me répond avec un grand sourire qu'ils sont débordés et que toutes les âmes charitables étaient les bienvenues, même pour une française comme moi qui ne sait pas du tout à quoi s'attendre, il s'appelle José Antonio. L'heure arrive, et José Antonio commence à placer des chaises, les unes à côté des autres. Voulant l'aider, je m'emploie avec lui à organiser définitivement le local, pourtant grand, de chaises en plastiques, en bois, de fauteuils et autres tabourets. Il m'assure que parfois, on dépasse la centaine et qu'il faut placer tous les sièges disponibles. Avec lui et toute sa bienveillance, j'installe la centaine de chaises alors nécessaires à cette assemblée. En attendant je rencontre Maria, celle qui animera le débat. Elle aussi avec son regard bienveillant et son sourire communicant me souhaite la bienvenue et me recommande de rester toute la soirée afin de comprendre comment ça fonctionne. Surtout, de me fier aux informations concernant l'événement du lendemain matin, quand ils auront besoin de moi ! Puis l'heure arrive petit à petit, les chaises se font de plus en plus rares. La majorité des participants à cette réunion sont des femmes, de tous âges, avec ou sans enfants. Bien entendu il y a aussi des hommes, eux aussi

de tous âges. Les origines paraissent très variées. En tous cas je n'ai pas l'air d'être la seule interrogée. Les premières 5 min sont dédiées à la présentation de l'assemblée, de l'association, du programme. José Luis, le premier à tenir le microphone, nous explique alors que la PAH est en dehors de tous mouvements politiques, ici, il ne s'agira pas de militer pour des revendications politiques, mais pour des droits sociaux fondamentaux. En effet, il s'agit de mettre en pratique la constitution qui donne à tous les espagnols le droit à un logement digne et même plus, d'encourager à en trouver un par tous les moyens. Puis, la seconde partie de cette présentation est de l'ordre du réconfort moral, et là j'entre dans une réalité inconnue, celle du désespoir de toutes ces familles, qui viennent ici avec la peine d'un combat quotidien. S'enchaîne alors l'ordre du jour par la présentation d'Esther, ancienne victime d'une hypothèque. Elle nous raconte minutieusement avec un discours clair et illustré, les différentes étapes de l'engrenage de l'impayé. Avec cet engrenage aussi les différentes tactiques des banques, leurs menaces habituelles, les droits que nous possédons, les inquiétudes normales, les stress à contrôler. Ce fut incroyable le ton rassurant qu'avait cette dame, son réconfort dans la voix. Le troisième point concernait le loyer, en distinguant les grandes fourchettes des petites fourchettes, respectivement les organisations bancaires des propriétaires de moins de 5 logements. Enfin, le quatrième point portait sur la Obra Social, autrement dit, lorsqu'il n'y a plus aucun recours possible. Il s'agit d'occuper un logement temporairement ou de réclamer la négociation d'un loyer modéré. Pour finir, la grande partie de la séance fut consacrée au tour de paroles où chacun pouvait exposer les problèmes auxquels ils étaient actuellement confrontés, les doutes, les peurs. Les cas douloureux se succèdent, les pleurs aussi, cela me touche particulièrement. Je me sens éloignée de ces difficultés, je me demande alors où est ma

place. Néanmoins, à chaque témoignage, les dames qui animent le débat et qui conseillent sont toujours pleines de volonté, se veulent rassurantes et généreuses, incroyablement battantes ! L'assemblée se termine 2h40 plus tard et moi j'y retournerai le lendemain.

J'ai tenté de retranscrire à posteriori un bout de cette présentation avec ces conseils répétés régulièrement lors des assemblées de bienvenue :

« Bienvenue à tous ! Ici vous êtes à l'assemblée de la PAH, l'assemblée de bienvenue. La PAH est un mouvement construit entre toutes et tous, si vous êtes ici aujourd'hui sachez déjà que vous avez fait le bon choix, désormais vous n'êtes plus seul et je vous assure que vous trouverez du soutien. À la PAH, personne ne reste dans la rue ! Ici nous allons vous donner des conseils et répondre à vos questions autant que possible. Comme il y a beaucoup de monde, on prendra 10 tours de paroles pour commencer. Surtout, soyez attentif ! Vous ne prendrez peut être pas la parole au vu du nombre de personnes, mais un compah est peut être dans la même situation que vous, en s'écoutant activement toutes et tous, en prenant des notes, peut être que vous allez déjà avoir une partie de la réponse à votre question. Pour commencer, on va récapituler les mécanismes que l'on décompose en étapes. Selon les étapes, on va déjà donner des pistes de ce qu'il y a à faire ! En premier lieu, et pour tout le monde sans exception, peu importe à quel stade vous en êtes, si vous savez que vous ne pouvez plus payer, que vous ne pourrez plus payer dans un futur proche : Arrêtez de payer tout de suite !! Le principal, c'est que nous puissions manger, nous et surtout nos enfants, on est d'accord ? Bien ! Parce que lorsqu'on se dit j'ai pas assez d'argent, mais je vais quand même donner 400€ ce mois-ci pour montrer que je suis de bonne foi, le banquier lui, il s'en fout, c'est comme si vous n'aviez rien donné ! »¹

La PAH est donc une plateforme de lutte pour le droit au logement, une association qui a été créée en 2009 spécifiquement à Barcelone, notamment par une figure particulièrement médiatique, Ada Colau, actuelle maire de la ville. Le mouvement, comme son nom l'indique, est un lieu de lutte pour pallier aux conséquences désastreuses du système immobilier espagnol et notamment l'exécution des hypothèques particulières. Le mouvement se consolide en Catalogne, mais c'est en 2011, après le mouvement des indignés, que la contagion s'étend à toute l'Espagne. Face à l'urgence de la situation, il s'agit d'une initiative prise par la société civile pour s'organiser, s'informer, lutter et exiger l'exécution de réelles mesures de droit au logement. Mais même si le mouvement est foncièrement politique, il n'appartient à aucun parti, il est «apartidiste», comme le dira Carlos lors d'une assemblée de coordination. Soucieux de penser la politique sans penser politiquement, sa pratique au sein du mouvement est prépondérante. En effet, c'est un mouvement qui s'est construit et se poursuit grâce à des espaces de débats, d'assemblées ouvertes et horizontales à tous les niveaux. C'est le commun de toutes les PAH, plus ou moins grandes. Celle de Barcelone a la particularité d'être une des plus grande et influente, il n'y a qu'un seul local pour toute la ville alors elle concentre à elle seule beaucoup de demandes et de sollicitations. C'est ainsi que par rapport à beaucoup d'autres, elle décompose son organisation interne en deux temps hebdomadaires fédérateurs. Il s'agit de l'assemblée de bienvenue du lundi, qui reçoit les personnes dans le besoin afin de répondre essentiellement à leurs questions et de les conseiller. Il s'agit aussi pour l'association de s'informer d'une expulsion annoncée afin de convoquer le maximum de personne pour agir dans l'urgence. Le mardi soir, c'est l'assemblée de coordination, l'assemblée où se prennent les décisions en interne sur les dates clefs, les manières de réaliser une

« *No somos apolíticos, hacemos política cada día, cada vez que paramos un desahucio ! Somos apartidistas, no vamos con ningún partido de la mano, con ninguno ! Somos libres e independientes de todos ellos. Eso nos permite poder poner propuestas en la mesa de cualquier gobierno, colaborar si hay voluntad y presionar cuando no la hay.* »²

2 : Extrait de note de carnet des paroles de Carlos Macias, porte-parole de la PAH, lors d'une assemblée de coordination : « Nous ne sommes pas apolitiques, nous faisons de la politique tous les jours, chaque fois que nous empêchons une expulsion ! Nous sommes apartidistes, nous n'allons de pair avec aucun parti, aucun ! Nous sommes libres et indépendants de tous. Ca, ça nous permet de pouvoir mettre des propositions sur la table de n'importe quel gouvernement, collaborer s'il y a de la volonté, et de faire pression s'il n'y en a pas. »

« *Fui a una asamblea de bienvenida. Fui y me enamoré, sali de allí en shock. Entre la dureza de lo que escuchaba, pero a la vez la reacción que había de como se gestionaba y como la gente se apoyaba, me enamoro, y entonces empece poquito a poco a ir, y poco a poco a aprender y aprender, y luego a hacer alguna cosita* »³

campagne, les rendez-vous auxquels l'association participe. Mais finalement, comme l'association est un organe qui déborde d'activités, de membres, de sollicitations, de personnes dans le besoin,

c'est plus un lieu d'information et de mise en commun de toutes les commissions et décisions prises de manière plus informelle. En effet, la PAH est composée d'énormément de commissions, petites ou grandes. Finalement, ce sont des initiatives groupées, plus individualisées qui permettent à chacun selon sa sensibilité de s'investir de façon plus efficace dans des groupes plus réduits. Ainsi, parmi les plus actives on compte : la commission communication, la commission *stop desahucios*⁴, la commission d'actions collectives, la commission ILP (Initiative Législative Populaire), la commission juridique, la commission de presse, la commission Obra Social, la commission marketing et produits dérivés, la commission pour peindre la façade du local⁵, la commission des commissions... La liste n'est sûrement pas exhaustive, mais elle nous montre l'étendue du champ d'action et surtout, laisse imaginer la difficulté de construire une cohérence de l'ensemble. Lors des réunions de coordination, le temps n'est jamais suffisant pour que toutes puissent prendre la parole et les interventions vont à l'essentiel, l'espace de débat est souvent mis à mal par un calendrier déjà surchargé. Néanmoins, cette structure démocratique se retrouve à toutes les échelles. Au sein des commissions, dans les assemblées d'organisations de chaque bureau, dans les assemblées régionales, assemblées régionales de commissions spécifiques et il en va de même à l'échelle nationale. Je n'aurai jamais vécu telle expérience politique. Une expérience à la fois structurée, par des documents écrits et actés conjointement à l'échelle nationale, par des conventions mises en place collectivement depuis sa création, mais aussi accessible, ouverte et fondamentalement humaine.

3 : Extrait d'entretien de Manuel Bertrand, Amélie Nicolas et Miren Icazuriaga avec Carlos Macias.

4 : Stop expulsion

5 : La commission *pinta persiana* existe depuis 3 ans et n'a repeint la grille de devanture qu'en juillet dernier. Le lendemain, elle était déjà taguée.



Figure 1.5
Assemblée de coordination jusqu'à tard le soir
Photo personnelle



Figure 1.6
Aida à une manifestation contre Blackstone
©Arianna Giménez, <http://district15.info>



Figure 1.7
Llum préparant une assemblée de bienvenue
©Arianna Giménez, <http://districte15.info>



Figure 1.8

Façade du bloc la Bordeta, extrait de la campagne vidéo #LaBordetaNoSeToca

© PAH, <http://pahbarcelona.org>

La commission Obra Social

L'Espagne, nous l'avions vu dans un premier développement est le pays d'Europe qui détient le plus de logements vides⁶. Pour la PAH, les logements vides détenus par des entités financières doivent retrouver en priorité leur usage social sur leur usage spéculatif. La PAH milite alors pour un logement social en régime locatif accessible, en réclamant que le loyer ne représente au maximum que 30% des revenus des familles. À l'inverse, les entités nationalisées par le Fond de Restructuration Bancaire comme Bankia, Catalunya Caixa, continuent d'accumuler des appartements vides, comme la SAREB qui détient des milliers de logements vides après avoir été financée à 45% par de l'argent public. La PAH demande que ces logements soient introduits au parc public de logements sociaux notamment au travers d'une campagne mise en place depuis 2013 appelée *La SAREB es nuestra*⁷. Face à la situation d'urgence et le manque d'action des politiques publiques, la PAH motive l'occupation d'immeubles vides qui appartiennent à des entités financières. C'est là que l'occupation devient pour la PAH une action légitime orientée vers une fin, celle d'accélérer la récupération de logements vides vers le parc public, mais l'occupation n'est pas une fin en soi. Le bloc La Bordeta est donc un immeuble occupé de la PAH et cet attachement fait de lui un lieu occupé, disons récupéré, bien particulier. En effet, comme il appartient d'une certaine manière à une organisation spécifique, il convient de respecter ces règles et ces normes.

Dans ce noyau associatif organisé, la commission Obra Social fut pour moi l'occasion de m'impliquer et de trouver ma place. C'est Monica qui est d'ailleurs venue à moi dès ma deuxième réunion de coordination pour me proposer de participer à la commission. En fait, il était question de travailler sur la vidéo de campagne pour la Bordeta, quand je leur ai annoncé que je connaissais certains logiciels de montage, Enric était heureux de m'intégrer au projet, ce qui lui permettra de soulager un peu sa charge de travail. Dès cette première rencontre avec Monica, j'ai été conviée à venir dans les commissions restreintes et tout s'est enchaîné. J'ai rencontré tous les résidents du bloc la Bordeta qui, en tant qu'habitants d'une récupération de la PAH, font automatiquement partie de la commission. Les réunions de la commission se déroulent un

6 : cf Surproduction immobilière p26

7 : La SAREB est à nous, en ligne sur <http://www.lasarebesnuestra.com>, ce site internet regroupe une carte des logements vides de la SAREB, le manuel Obra Social de la PAH et les informations nécessaires sont les restructurations bancaires.

mercredi sur deux au local de l'association, les autres mercredis étant réservés à l'assemblée des habitants du bloc. Je me suis rendu compte que la commission Obra Social de la PAH Barcelona était un noyau très jeune, qui s'est réellement formé à l'occasion de la récupération de la Bordeta. C'est pour cela que les habitants sont les principaux moteurs. Parmi eux, on compte Monica, Aida, Llum et Aura comme des éléments très actifs, mais Sira, Noemi, Rocio, Pomares et Mel qui n'y habitent pas, sont tout aussi engagés dans la commission. Il était difficile pour moi au début de comprendre les enjeux, les réunions étaient très axées sur le procès de Aida Llum et Raul pour l'ouverture du bloc qui aura lieu le 1er juin, et sur les techniques de défense juridiques, de négociations et de communications d'autant plus que je ne maîtrisais pas très bien la langue.

Mais peu après mon arrivée dans la commission, un atelier Obra Social a été organisé afin d'informer le plus grand nombre sur la posture de la Obra Social, puis avec lui une assemblée extraordinaire censée requestionner sa place au sein de la PAH Barcelona. Cette assemblée avait pour but de fédérer tout l'effectif de l'association sur le thème de l'occupation et la place de la commission dans la politique générale de la plateforme à Barcelone. Une réunion fondamentale qui retranscrite ici à travers mes notes personnelles, permet de mettre en valeur les moyens d'action et le fonctionnement de cette commission.



Figure 1.9
Assemblée extraordinaire Obra Social
Photo personnelle

ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DU 11/05/16

Après avoir attendu une demi-heure que la salle se remplisse, nous commençons la réunion dans le local de la PAH, nous ne serons finalement qu'une vingtaine de personnes. On annonce le déroulement de l'après-midi : après une introduction générale, les personnes présentes seront divisées en petits groupes travaillant sur un premier bloc de réflexions qui concerne les droits, puis un second bloc de réflexion portera sur la stratégie globale. Enfin, un débat de mise en commun réunira tous les participants qui auront eu le temps en petits groupes de faire émerger plus d'idées.

La commission Obra Social lutte pour la récupération de la fonction sociale du logement, en récupérant les biens des mains des entités financières. En 2011, la Obra Social naît lorsqu'une famille se trouve dans l'incapacité de pouvoir récupérer un logement par n'importe quels moyens. Après le troisième avis judiciaire et une situation ignorée par l'administration, l'expulsion définitive est inévitable et aucune solution alternative n'est rencontrée. C'est alors que la décision est prise d'occuper après l'expulsion leur propre lieu de logement. La commission est ainsi créée et trouve une réelle légitimité dans le discours du mouvement. Elle connaît une montée en puissance en 2013 face à l'incapacité de nombreuses familles à trouver d'autres solutions viables. Aujourd'hui on compte 49 immeubles occupés dans tout le territoire espagnol, dont 17 en Catalogne. Néanmoins nous sommes face à une situation délicate puisque le contexte du marché de l'immobilier à Barcelone a changé. Les personnes affectées sont pour la plupart maintenant en régime locatif, et c'est la hausse des prix des loyers qui génère des situations d'urgence résidentielle, tout comme elle participe à la gentrification de certains quartiers. Aujourd'hui, la PAH fait face à une minorité de personnes en difficulté avec leur hypothèque et cela bouleverse le domaine juridique avec lequel l'association était habituée à lutter. Le régime locatif non contrôlé conduit les petits propriétaires à monter les prix de leurs loyers. Il est alors compliqué de mener une bataille contre eux. On compte environ 4 millions de personnes situées en dessous du seuil

de pauvreté en Espagne et pourtant, le terme d'exclusion résidentielle n'est pas un facteur déterminant pour l'administration locale. C'est ainsi que se place cette assemblée extraordinaire, pour requalifier la place de la Obra Social dans un contexte où elle est une alternative très utile et efficace si les critères étaient redéfinis. Il s'agit d'assurer le droit au logement pour tous même lorsque les propriétaires sont des particuliers. Par là, il s'agit aussi de lutter contre la gentrification des quartiers de la ville centre, mais aussi contre la mafia des clefs qui de façon très organisée escroque de nombreuses familles déjà en détresse. La Obra Social, comme forme d'action directe garantit un logement, mais souvent dans l'urgence et comme ultime recours. Il s'agit donc ici de réviser ses critères et étudier les droits, les vides juridiques pour se repositionner efficacement. En quelque sorte, il s'agit de vérifier de nouveau où se situe le périmètre de légitimité de la Obra Social de la PAH. Lors de l'assemblée, nous avons présenté les cas concernés pour lesquels une Obra Social est possible à ouvrir :

- La personne ou l'unité familiale est passée par un processus d'expulsion hypothécaire ou a signé une *dación en pago*⁸ sans alternative de relogement.
- La personne ou l'unité familiale est passée par une expulsion dans le cadre d'un régime locatif ou d'une occupation.
- La personne ou l'unité familiale vit dans une auberge ou une pension et se trouve face à l'absence d'alternatives de la part de l'administration due aux caractéristiques antérieures.
- La personne ou l'unité familiale s'est vue refuser un logement d'urgence.
- La personne ou l'unité familiale ne compte pas sur des revenus suffisants pour maintenir un logement digne en location.
- La personne ou l'unité familiale vit dans une situation d'*infravivienda* ou de *sous-logement*. La PAH reconnaît comme étant un *sous-logement* ceux qui ne disposent pas d'électricité, d'eau courante, de gaz ou des conditions appropriées de sécurité. La Obra Social de la PAH essaye de traiter avec urgence la personne ou l'unité familiale qui vit dans un logement qui ne dispose pas des conditions élémentaires d'habitabilité. Notamment, lorsque la superficie habitable est inadaptée au nombre de

8 : La *dación en pago* n'a pas de traduction exacte en français, il s'agit d'un contrat signé avec l'entité financière qui permet de s'acquitter d'une hypothèque en cours de paiement par une prestation ou un bien différent de celui qui était initialement dû.

personnes de l'unité familiale, lorsqu'il existe des défauts structurels graves, une détérioration manifeste ou l'absence de serrure, des conditions indignes d'insalubrité et des risques graves d'accidents dus à l'état déplorable des installations ou à un manque absolu d'équipements.

Avant d'approuver une récupération, il est question de vérifier que toutes les autres voies de réclamation d'un logement social à la mairie ou à l'office d'*habitatge*⁹ ont échoué. Il est nécessaire de s'assurer que la famille ou l'individu ne dispose pas d'un second logement (résidence secondaire), qu'il ne dispose pas non plus de revenus suffisants pour accéder au marché de la location (c'est à dire des critères économiques des services sociaux). Dans le cas d'une expulsion en locatif ou en occupation précaire, il est nécessaire de vérifier que les négociations ou les efforts de négociations ont été engagés avec le propriétaire pour arriver à une solution. Il est primordial que les occupants d'une Obra Social soient volontaires pour négocier et régulariser au mieux la situation. Il a été rappelé également que les personnes dont il a été reconnu judiciairement ou publiquement des comportements violents, machistes, racistes ou discriminatoires de croyances religieuses, intégristes ou sympathisants de partis politiques ne pourront être acceptées à participer au programme Obra Social de la PAH. Ensuite, les personnes qui aspirent à participer à une récupération d'un logement sont dans le devoir de militer pour une période minimum d'un mois à la plate forme, en s'impliquant au travers de tâches collectives comme l'accompagnement, l'assistance ou les actions et les manifestations. Mais bien sûr, cet engagement militant doit continuer autant que possible une fois que la personne est amenée à vivre dans un immeuble collectif ou dans une récupération individuelle de la PAH.

En premier lieu, la PAH, comme pour n'importe quelle situation dans laquelle les personnes ne disposent pas d'un logement digne, se présentera aux administrations compétentes, afin d'obtenir un logement social. Si cela ne réussit pas, la PAH exigera que l'administration reconnaisse ce manque de disponibilité pour les critères socio-économiques correspondants. Lors de cet atelier, nous avons alors mis en valeur les critères qui ne figurent pas dans la procédure dite *mesa*

9 : Oficina d'habitatge est l'équivalent de l'office HLM français.

de emergencia, ou liste d'urgence. Il s'agit notamment des personnes sans papiers, et en cela le numéro d'identité étrangère (NIE) ne compte pas, ni les personnes ayant obtenus des papiers d'identité depuis moins d'un an. Les personnes sans contrat de location ou en cours de finalisation d'un contrat de location ne sont pas prises en compte, tout comme les personnes occupant déjà illégalement un logement. Enfin, de manière très contradictoire, un mandat d'expulsion déjà exécuté ou une personne sans revenus n'est pas non plus éligible à la liste d'attente d'urgence résidentielle. Il faut garder en tête que la PAH reste un mouvement de base,

Les critères de la Obra Social influencent sa ligne directrice, cette campagne se légitime auprès de l'opinion publique, des médias, des politiques ou des institutions parce qu'elle considère ses critères pour toutes les récupérations. Il s'agit d'une commission qui recherche encore ses propres valeurs, qui cherche à s'affirmer. En effet, pour mener une campagne Obra Social réellement dynamique et utile à l'échelle de la ville, il faut aussi se donner les moyens de faire de la pédagogie pour inclure le plus de citoyens vers cette pratique. Il s'agit d'une forme hybride entre un mouvement activiste militant et un mouvement qui cherche à assister des victimes au compte-goutte. Cette position est ambiguë et c'est ce que nous allons aborder dans une troisième partie.

Un mouvement hybride

Le mouvement social et la manière dont il fonctionne sont primordiaux pour comprendre les enjeux de l'étude. En effet, chaque mouvement social s'organise d'une certaine manière qui influe sur les actions menées, leur pertinence, leur envergure politique et médiatique ou encore les liens entretenus dans un réseau avec d'autres mouvements ou d'institutions.

La formation de la PAH et son fonctionnement sont très intéressants dans le rapport à la lutte qu'ils induisent. L'évolution de la crise des hypothèques personnelles, l'irruption du 15M et le répertoire de revendications radicales, solidaires et démocratiques, basé sur l'apport de solutions aux personnes dans le besoin, *afectadas*, ont été les clefs de l'évolution et de la croissance de la PAH en Espagne. À Barcelone, la PAH naît en 2009 d'un collectif plus ancien, *V de Vivienda*¹⁰. La génération d'outils d'*empoderamiento*¹¹ des personnes affectées a été le secret de la croissance de ce mouvement associatif qui refuse dès lors l'assistancialisme et milite pour l'action collective directe comme unique façon de résoudre la situation des personnes en processus d'expulsion. Il faut garder en tête que la PAH reste un mouvement de base, comme en parle Yves Cabannes, sans subventions et autogéré par les personnes affectées par le biais de mécanismes d'informations autonomes collectifs. Ainsi, cet état de fait nous permet d'exclure une définition proche de celle de Hans Pruijt au sujet des occupations basées sur la pauvreté qui fonctionne de manière verticale. En effet la plateforme s'est formée de manière spontanée à l'initiative de citoyens dans l'incapacité de se défendre face à une injustice sociale grandissante et la perte de repères dans le champ des droits sociaux. Ainsi, la volonté première de cette plateforme, de cet espace, était avant tout de faire front face aux injustices sociales.

Néanmoins, lors de mon enquête auprès de l'association, je me suis rendu compte que la PAH était en fait un hybride, peut-être inavoué. En effet, elle échappe parfois à cette dernière définition notamment au travers de personnalités ou d'organisations internes

*« Les mouvements de base sont des organisations de mouvement rassemblant souvent les plus pauvres et les plus menacés, qui se regroupent et se maintiennent par leurs actions au quotidien de manière souvent héroïque »*¹²

10: V de Vivienda est un mouvement hétérogène de lutte pour le droit au logement.

11 : Pas de synonyme français concret mais reflète l'idée d'un apprentissage autonome des outils de lutte

12 : DEBOULET A entretien avec CABANNES Y, « Le droit à la ville, une perspective internationale », *Mouvements*, 2/2013, n° 74, p. 13-23.

qui divergent de cette idée. La PAH accueille sans cesse les personnes les plus défavorisées. Néanmoins, elle fédère aussi beaucoup de chercheurs, d'étudiants (comme moi) et de personnes actives, intégrées et expérimentées dans le champ des luttes sociales. J'ai alors constaté que la distance était perceptible entre ces deux classes de l'association, même si ce n'est pas leur volonté. Tout d'abord, j'ai pu distinguer une distance entre personnes affectées sans expériences militantes et celles pour qui l'activisme est une façon de vivre depuis un certain temps. Cette distinction entre activiste et bénéficiaire ne s'efface pas pour autant. En effet, dans cette fameuse commission des commissions, peu de personnes proviennent d'une expulsion ou d'une situation de grande difficulté. En d'autres termes, les individus qui organisent les assemblées en amont sont majoritairement des personnes issues d'expériences militantes, universitaires ou simplement des personnes n'étant pas passées par des processus d'urgence résidentielle. Parmi les compah, on compte notamment Santi, Carlos, Sira ou bien Noemi.

Un soir, un soir de plus à la terrasse du Bona Sort après une longue et fastidieuse réunion, on se retrouve pour continuer le débat. Je me trouve alors aux côtés de Edu et Borja, deux jeunes d'une trentaine d'années avec qui je n'avais pas eu l'occasion de faire connaissance. Borja a commencé à remplacer Bego le mardi soir comme coordinateur de réunion, c'est maintenant lui qui anime, introduit le planning de la réunion, donne le micro, pose les questions et semble vouloir de plus en plus s'impliquer. Un soir, il m'interpelle :

« Ha ! Il fallait que l'on t'en parle Lucile ! Tu fais bien des études ? Tu fais un travail de recherche c'est ça sur la PAH, une thèse non ? Parce qu'on organise entre étudiants et chercheurs de l'association une sorte de collectif, enfin on se rassemble pour se donner des informations, échanger sur nos états d'avancements et se partager des données alors je me disais que ça pouvait t'intéresser ! »

« Ha oui et tu sais nous on réfléchît pas mal à la manière dont on peut lier la recherche à l'activisme et qu'elles sont les nouvelles perspectives pour la recherche. Tu sais, dans le monde académique il y a encore beaucoup de tabous à dire que tu ne dois pas t'impliquer dans les domaines et les milieux que tu étudies. Par exemple mon directeur de recherche à moi il m'a dit super, mais tu ne dois pas leur parler ! Tu imagines ! Et puis ça va dans l'autre sens aussi, les gens qui n'osent pas dire qu'ils font de la recherche. Enfin voilà c'est qu'on a un coloc dans un mois alors il faut qu'on s'organise ! »

Assez enthousiasmée par l'invitation, la découverte de cette commission parallèle m'a interpellé. Je me suis alors rendu compte de la façon dont l'association était « armée », de manière médiatique, politique, scientifique et militante. La PAH fédère des acteurs de tous les milieux et peut jouer sur tous les tableaux. C'est dans cette mesure que la PAH est en contact direct avec des activistes de l'Observatori DESC (Drets Economics Socials i Culturals). Cet organisme est une ONG qui regroupe des individus et des organisations comme la PAH. Créé en 1998 avec l'objectif de démontrer que les droits civils et politiques ne sont pas les seuls droits fondamentaux. L'Observatoire DESC lutte pour promouvoir des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux comme le droit au logement, le travail, la santé ou l'éducation. Cet organisme, nous le verrons, est très lié à la politique institutionnelle actuelle, notamment par la plateforme politique Guanyem Barcelona. Mais depuis la fin du mandat du dernier maire de la ville Xavier Trias, le DESC est une ONG subventionnée, qui elle même a choisi d'employer 4 personnes de la PAH, dont Carlos, le porte-parole de l'association. On perçoit alors que le mouvement tend à vouloir autonomiser ses membres tout en se contenant dans un système hiérarchisé qui a du mal à dépasser ses propres limites.

Cette première partie nous a permis de dessiner les contours d'un mouvement. Nous avons pu mettre en valeur les conditions sociales du logement en Espagne, les héritages d'un modèle basé sur la propriété acquérante, une surproduction immobilière incohérente et les conséquences sociales désastreuses dans le cas particulier de la ville de Barcelone. Un contexte en transition actuellement et qui permet de mieux situer cette forme radicale de désobéissance civile, l'occupation des logements vacants. Cette pratique subversive n'est pas un fait récent, elle est notamment issue d'une tradition catalane. Dans cette première partie, nous avons également pu en distinguer les nuances et comprendre leurs points de convergence, celle de la lutte pour l'application d'un droit à la ville. Ces mouvements divergent dans leur application, leurs nécessités, leurs organisations, mais tous ont un point commun, l'utilisation de l'assemblée comme le lieu central et démocratique de la prise de décision. Cette pratique est aussi commune à la PAH, plateforme de lutte pour le droit au logement que j'ai accompagné durant ma recherche. Il s'agit d'un mouvement constitué sur tout le territoire espagnol et qui applique à sa manière l'occupation, comme forme de droit au logement en acte. Dans son discours et sa posture, elle implique des valeurs légitimes différentes du mouvement okupa, notamment par sa prédisposition à négocier avec les entités financières et les administrations. Le bloc la Bordeta et ses habitants m'ont ainsi servi de référent et d'exemple pour cette enquête. Dans une seconde partie nous étudierons selon les moments de la vie dans cet immeuble les notions d'habiter et de fabrication de la vie quotidienne.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

CHAPITRE 2

LOGIQUES D'UN HABITER POLITIQUE

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

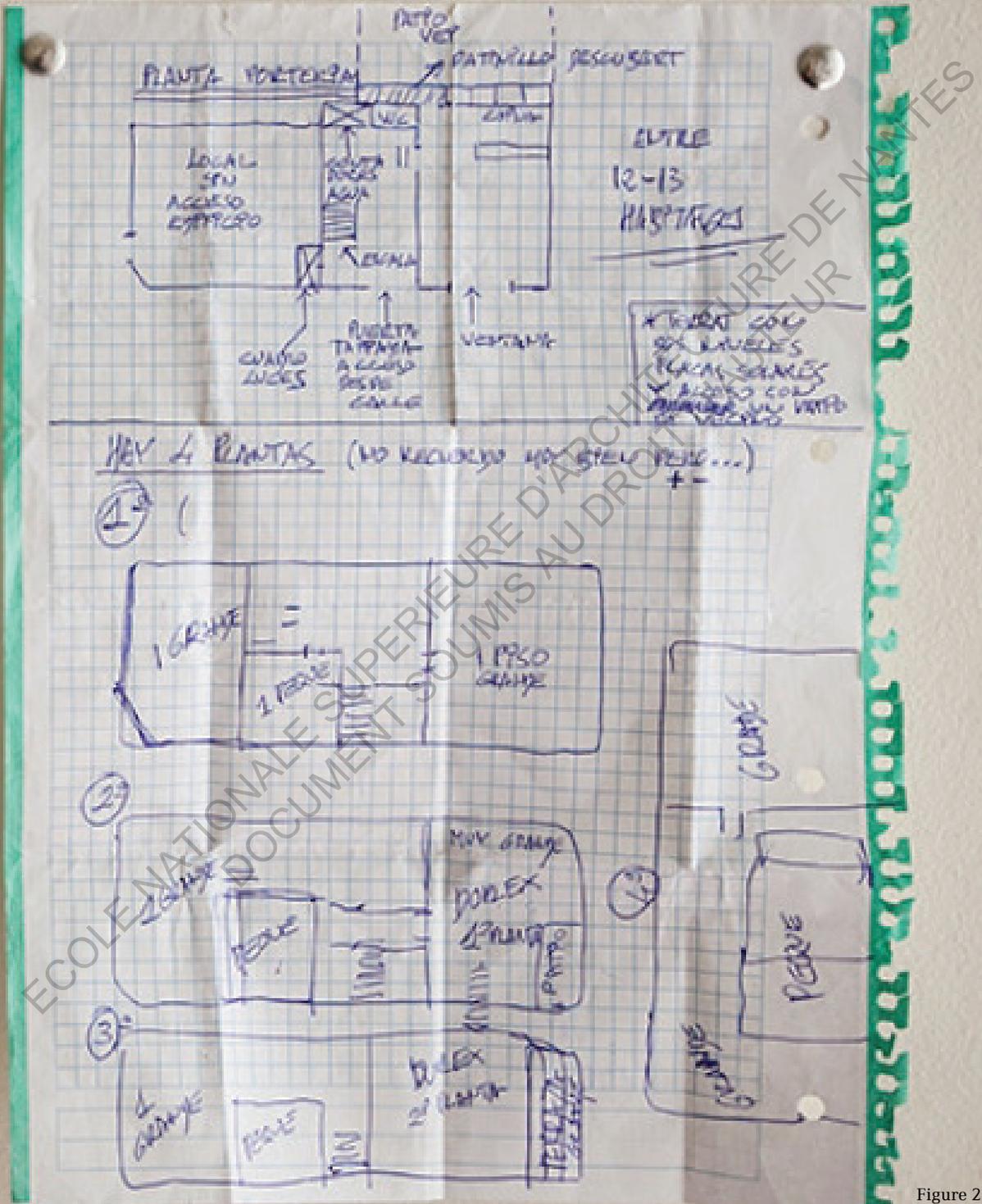


Figure 2
 Plan de l'immeuble mit à disposition dans les couloirs de la bordeta
 ©Arianna Giménez Beltrán, <http://districte15.info>

DE L'INSTALLATION A L'HABITATION

De la précarité à la responsabilité des acteurs

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

« Le squat de logement est en effet corrélé avec un ensemble de lacunes, d'insuffisances ou d'inadéquations des politiques de l'emploi, de la santé, de la migration, des prestations sociales et, enfin et surtout, des politiques de l'habitat. Mais il ne peut être appréhendé que par défaut. Il est aussi une tentative de se soustraire à l'espace public de la rue et à l'espace commun du foyer et constitue une occasion matérielle et symbolique de convertir la pauvreté en résistance, en ténacité. Du fait de ses potentialités d'appropriation, d'intimité et de «citadiné» (il permet d'être au cœur de la ville), il relève en outre d'une tentative d'habiter : à partir de ce lieu se construisent des attaches, de la stabilité et de la continuité. Ce constat met ainsi en évidence la diversité des paramètres établissant les qualités d'un logement, qui sont loin de se limiter à l'espace et au confort. »¹

Occuper, ce n'est pas seulement retirer des immeubles abandonnés des logiques spéculatives-capitalistes. Par cette pratique se construit le principal recours pour mener à terme une autogestion, reprendre les relations sociales et les formes de vie collectives qui défient directement les dispositions du marché, de la loi et des institutions à leur service. L'occupation est rarement inscrite dans des logiques de confort et de richesse, ou bien de profusion de biens. Il s'agit souvent de bricoler, de recoudre et de tisser une infinité de nouvelles manières de pratiquer le logement au regard des nombreuses interventions que seules les personnes concernées peuvent effectuer. Il s'agit alors de reconfigurer au-delà du logement en lui même de nouveaux liens qui renforcent son appropriation, son expérience, qui le transforme en l'objet de la contestation et de la lutte, de la résistance ou de la survie. À travers les expériences vécues à la PAH, nous allons explorer dans cette partie comment la précarité est aussi vectrice de formes nouvelles d'organisation. Tout d'abord, nous verrons comment l'ouverture même de la porte implique une multitude de conséquences. Ensuite, nous aborderons le rôle primordial du voisinage et comment enfin la réponse aux besoins vitaux développe et entretient des liens d'entraides. Loin d'une vision misérabiliste de l'occupation, il s'agit surtout de considérer l'importance de cette précarité qui est la réalité de toutes les occupations. Cela participe à la mise en place d'un projet longue durée où tous les acteurs sont incités à devenir responsables et garants de l'attachement au lieu.

1 : BOUILLON F, *Les mondes du squat, anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, PUF, coll. « Partage du savoir », mars 2009. 244 p

Stratégies d'entrées

On le comprend, l'acte même d'ouvrir une porte, une fenêtre, de pénétrer dans un lieu, un logement ou un appartement, est lourd de sens et de conséquences. Les conséquences pénales notamment sont très lourdes, le prix à payer l'est tout autant. C'est ainsi que l'acte *performatif* de fracturer l'entrée représente plus qu'un simple bricolage. En effet, c'est une action préparée, réfléchie sur le long terme. Néanmoins, même si l'objet de l'occupation a été examiné, investigué ou surveillé, il est souvent très difficile de présager de son état : Eau, gaz et électricité peuvent manquer, on peut y trouver les meubles des anciens propriétaires, les traces d'anciens occupants ou au contraire, des traces de pillage ou de dégradation par la venue successive de différents groupes. Souvent, ouvrir une porte c'est aussi se préparer à des conditions de vie précaires. Dans l'investissement personnel que cela représente, c'est aussi se préparer à un mode de vie exclusif. C'est se tenir prêt à chaque instant à la venue de la police, d'un voisin malveillant, du propriétaire et autres surprises. Lorsque l'on parle d'une pratique performative, le récit documentaire élaboré par Christophe COELLO dans son film *Squat : La ville est à nous* (2011)², est un bon exemple. En effet, ce documentaire relate la vie de l'association *Miles de Viviendas* (des milliers de logements), mouvement barcelonais rendu célèbre grâce à l'occupation d'un immeuble qui entrera dans le parc public de logement social de la ville en 2007, dans le quartier de la Barceloneta, quartier très fortement touché par la pression touristique et la montée des prix du foncier. Le réalisateur raconte en images une expérience allant de 2003 à 2011 où sa caméra intrusive et silencieuse s'immisce dans les instants les plus personnels et les plus critiques. C'est ainsi que l'on assiste dès le début du film à l'ouverture d'un immeuble. La scène est formidable, spectaculaire. Les protagonistes, attachés à des cordes et suspendus dans le vide, pénètrent dans les appartements du cœur d'îlot. Comme une scène acrobatique digne d'une représentation de cirque, le film nous montre cette habileté technique et nous engage à considérer que cette pratique requiert un savoir-faire voire un certain talent. En effet, la technique mise en œuvre demande discrétion et précision. Entrer par le cœur d'îlot évite de se faire remarquer de la rue, du public. Ouvrir une porte c'est donc

déjà mettre en place des stratégies, c'est se positionner sur une façon de faire qui guidera la ligne insurrectionnelle de l'occupation.

Pour ce qui est du Bloc La Bordeta, ce fut une fête. Le jour de l'ouverture fut l'occasion de rassembler une foule de personnes, un groupe de musique plus particulièrement une *batrucada*⁴, tous les militants de l'association, des caméras, mais aussi les forces de l'ordre.



Figure 2.1



Figure 2.4



Figure 2.2



Figure 2.5



Figure 2.3



Figure 2.6

«Comment on est entré à la Bordeta ? On ne t'a jamais raconté ?! Hahaha ba je vais t'expliquer moi ! C'était génial, si tu veux on savait que depuis longtemps il fallait qu'on ouvre ce bâtiment sinon il allait se faire occuper par on ne sait pas qui enfin il fallait que ça se fasse, bon. Mais le problème c'est que la grille en acier là c'est nous qui l'avons posé, mais avant il y avait une chape métallique très épaisse, vu que l'immeuble avait déjà été occupé deux fois avant ils avaient marqué le coup et ils avaient mis ça. Alors pour l'enlever, une catastrophe, il te faut des marteaux, il faut que tu cognes quoi ! Alors comme on voulait organiser ça de manière un peu festive on s'est dit : on demande à une batrucada de venir jouer ! Comme ça hop on entend rien ! Ca a pas loupé, nous on avait organisé la fête, tout le monde dansait et chantait devant la porte et pendant ce temps là, en plein milieu dans la foule, bien cachés et cagoulés, il y avait donc Llum, Aida et Raul en train de cogner cogner cogner sur la porte bim bim bim ! Halala je m'en souviens, la police est arrivée bien sûr, une manifestation comme ça... Et puis bien sûr ils ont compris, mais comme c'est la PAH tu vois ils viennent jamais vraiment, ils comprennent qu'on est toujours une centaine et qu'ils ne peuvent pas intervenir. Alors voilà, je crois que Carlos était en train de leur parler quand même, il leur a raconté que ça faisait déjà une semaine que l'immeuble était ouvert et qu'on fêtait ça, alors que c'était un grand mensonge tu vois la porte n'était même pas ouverte ! Hahaha c'était génial ! Bon alors quand on a pu entrer bien sûr on a du rester et faire des équipes et des roulements pendant plus d'une semaine. Et le premier jour je m'en souviens c'était tellement drôle, on a du tous dormir dans la petite pièce du bas, dans le hall, on était une bonne vingtaine. On était serré les uns sur les autres et puis tous on dormait habillé avec nos chaussures au cas où quelqu'un viendrait ! C'était un vrai bon moment !»³

Une vidéo du journal catalan La Directa est disponible en ligne⁵ et rend compte de la scène. Dans le déroulement de l'histoire du bloc la Bordeta, nous aurons l'occasion de rendre compte de l'importance des médias et notamment de la nécessité d'apparaître sur la place publique pour faire circuler un message, pour exister politiquement, médiatiquement et peser juridiquement. Néanmoins ici, nous n'aborderons l'ouverture du Bloc que dans son enjeu matériel et surtout en ce que cela génère de liens et de réseaux. Un jour de juin, à la récupération de l'appartement Blackstone, je demande à Bégo, membre active de l'association et notamment animatrice des réunions de coordination du mardi, comment la Bordeta a été ouverte. La retranscription fictive ci-contre illustre comment l'ouverture de la Bordeta fut considérée comme un moment de joie et une fête pour le quartier.

Lors de ces mois passés, j'ai notamment participé à la traduction du manuel de la commission Obra Social pour l'adapter à une version francophone. Ce manuel décrit les méthodes et démarches à suivre, conseillées par la PAH pour ouvrir un logement. C'est ainsi que l'on distingue deux catégories, les occupations collectives des occupations individuelles. Les occupations collectives sont généralement liées à l'occupation d'un immeuble entier, et cela implique bien évidemment une gestion collective des étapes de préparation, d'ouverture et de gestion. On considère alors que l'occupation s'accompagne d'un projet de communauté. Ici, nous faisons état des occupations de la PAH, c'est à dire des occupations liées à des revendications conçues comme légitimes, de l'ordre de la désobéissance civile. Le manuel, qui donne les lignes et les règles, contraint toujours les récupérations à des négociations avec le propriétaire. Certaines vont se dérouler dans l'ombre, mais pour toutes les récupérations collectives sont revendiquées publiquement. Dans le manuel, il est mentionné qu'il existe deux façons d'entrer dans un immeuble : il est possible d'occuper l'immeuble à la fin d'une manifestation publique (version A, celle de la Bordeta) ou l'occuper de manière invisible et de revendiquer l'acte quelques heures après (version B, celle de *Miles de Viviendas*) au travers d'une concentration et une conférence de presse devant le bloc occupé. Chacune des options a ses avantages et ses inconvénients et le

4 : Groupe de percussions qui joue dans la rue lors des fêtes populaires

5 : DIRECTA. « *La PAH Barcelona celebra sis anys i allibera un edifici de la Sareb a La Bordeta* ». Text. Directa. Consulté le 20 novembre 2016. <https://directa.cat>.

choix dépend des caractéristiques de chaque noyau militant. Il est écrit dans le manuel pour la version A que la légitimité sociale de la PAH et le respect que suscite ses actions (qui se traduisent notamment par un traitement de faveur des forces de l'ordre comme nous l'avons vu dans le cas précédent), peuvent favoriser une entrée dans l'immeuble en plein jour et de forme massive. L'avantage de cette alternative est que, avec autant de personnes présentes devant le bâtiment, les forces de l'ordre n'essayeront pas d'avorter l'action. Il est alors plus simple de surmonter les premiers instants qui sont les moments les plus critiques et déterminants. Néanmoins, l'inconvénient réside dans le fait que ceux qui ouvriront la porte (il faudra des moyens techniques d'ouvertures expéditifs) devront efficacement se cacher le visage et être protégés par les manifestants. Cette partie est extrêmement délicate, car l'accusé juridique est bien celui qui a commis l'acte de fracturer la porte, en cas d'identification la peine qui devait se contenir au délit d'usurpation se constate comme flagrant délit, ce qui est plus difficile à défendre. Au contraire, dans le cas de la version B, si avant de rendre publique l'action, un groupe réduit réussit à entrer dans le bâtiment, on exclut le fait qu'ils puissent être identifiés. La difficulté réside dans ce moment d'ouverture critique puisqu'il peut échouer et être détecté en flagrant délit (soit parce qu'un voisin détecte l'action et appelle la police, soit parce que la police l'a découvert au travers des personnes infiltrées, le suivi des communications, etc..). Ces personnes s'exposent, et même, peuvent être arrêtées pour ne pas avoir eu le soutien d'une mobilisation massive de la PAH, c'est un risque supplémentaire.

Dans le cas d'une récupération individuelle, il est recommandé de causer le moins de dommages possible lors de l'entrée dans le logement. Mais qu'il s'agisse d'une récupération individuelle ou collective, la première chose à faire après l'ouverture c'est de changer la serrure et de verrouiller les portes le plus rapidement possible. L'opération doit donc s'opérer de préférence de nuit tout en veillant à faire le moins de bruit possible. De la même manière, dans les deux cas, qu'il s'agisse d'une occupation individuelle ou collective, à partir du moment où l'entrée dans le logement est effectuée, la tâche principale et immédiate à opérer est de communiquer sur l'action de

façon adéquate et publique pour que le message soit clair et éviter qu'il soit transformé. En premier lieu, il s'agit d'apposer sur la porte du logement un affichage dirigé à l'attention des forces de l'ordre. C'est un avertissement légal concernant l'usage abusif du flagrant délit et un rappel sur la loi d'inviolabilité de domicile, dirigée vers les particuliers et les forces de l'ordre. Dans le cas de la PAH, l'action doit être revendiquée publiquement pour qu'elle ne soit pas cataloguée de vol, et pour que la police ne puisse pas intervenir sans mandat à ce moment précis. Néanmoins, pour des cas d'occupations individuelles, la non-publication de l'acte est une stratégie qui favorisera la durabilité de l'installation dans le logement tant qu'elle est possible.

Même si ce qui vient d'être décrit est très influencé de la méthode et des techniques de la PAH, notamment de son manuel qui a été certifié par ses membres, il en va de même pour beaucoup d'autres occupations. En effet, il s'agit finalement d'un sens commun pour le mouvement, de pratiques logiques qui maximisent la réussite des opérations. Finalement la PAH, encore dans sa singularité et son ambiguïté vient certifier une méthode déjà mise en place par de nombreux collectifs Okupas dont elle en a tiré les leçons. Ici, nous avons finalement peu parlé des occupations individuelles. En effet, les techniques utilisées pour ces dernières sont relatives à chaque bien, à chaque famille. De plus, une occupation individuelle est beaucoup plus vulnérable puisqu'elle est isolée. Dans ce cas, nous allons voir comment le voisinage peut jouer un rôle décisif.



Figure 2.7



Figure 2.8



Figure 2.9



Figure 2.10



Figure 2.11



Figure 2.12



Figure 2.13
Fête sur la place de la Bordeta pour la campagne «mouille toi pour la BOrdeta»
© Joan Alvaro, <https://vice.com>

Le voisinage

L'occupation réinvente les relations à son voisinage, notamment parce que dans beaucoup de cas il représente une aide précieuse, spécifiquement dans le cas des occupations individuelles.

Lorsque nous avons ouvert à la fin du mois de juillet l'appartement pour Vero, ses trois enfants et Anay, une vieille dame d'origine arménienne, les voisins de l'immeuble ont facilité la tâche. En effet, depuis plusieurs mois, juste en face du local de l'association, nous nous étions alertés par appartement vide. Dans cet immeuble vivent beaucoup de familles roms, en lien avec les membres de l'association, et tout particulièrement avec Monica. Carmen est la voisine avec qui la Obra Social a le plus de contact. Elle et son mari sont les jeunes parents de trois enfants, ils occupent eux-mêmes un logement. Les membres de l'association ont souvent aidé Carmen et sa communauté, notamment en leur offrant les tonnes de choses que déposent les gens par charité ou bien en défendant leur place dans le quartier. Je n'ai pas compris entièrement les relations que les filles de la Bordeta et la communauté Rom du quartier entretenaient. Je crois qu'il s'agissait d'échanges de services, d'invitations, et surtout d'une bienveillance mutuelle. Cette forme de respect, mais aussi de dévouement participe d'une façon d'investir le quartier, la rue et les relations sociales. La communauté voisine sait utiliser la rue et l'association sait le défendre. En fait, toute la communauté se retrouve sur la place de la Bordeta, juste en face de l'entrée de l'immeuble. Cette place est donc rythmée et animée par ces familles, particulièrement les dimanches après-midi. La place est largement ensoleillée et elle est aussi parfaitement configurée pour organiser des matchs de foot, des barbecues improvisés, des anniversaires, etc. Nous nous sommes souvent retrouvés à cet endroit pour y partager un repas, une discussion ou une bière.

L'ouverture de ce logement représentait une urgence particulière. En effet, Vero était sans revenus et sans domicile depuis plusieurs mois. Par manque d'alternatives, il lui était réservé un appartement dans la Bordeta, cependant, comme il ne fut jamais terminé dans sa construction, cet appartement n'était pas équipé, ni cuisine, ni salle de bain, ni eau, ni électricité. Une situation très précaire, d'autant plus que Vero vit avec ses trois enfants, dont un gravement

malade. Anay est venue un lundi soir, à une assemblée de bienvenue accompagnée d'une amie. Cette dernière nous explique le cas difficile de cette dame de 70 ans qui, ne pouvant nous parler sous le poids de la douleur, est sans domicile depuis 3 mois. Elle nous explique qu'elle vit dans une occupation déjà constituée par une famille qui lui interdit de passer sa journée dans l'appartement. À un âge avancé et avec de graves problèmes respiratoires, elle doit sortir de ce logement tôt le matin et rentrer tard le soir pour ne déranger personne. Lorsque Anay est venue demander de l'aide à l'association, tout le monde a considéré que sa situation était urgente.

Monica a su par Carmen que l'immeuble comportait un appartement vide et qu'il était composé de minimum trois chambres. Celle-ci a confirmé qu'elle apporterait son soutien à l'opération, d'autant plus que le logement en question était situé au-dessus du sien. Ainsi, elle nous a permis d'entrer dans son propre logement afin de nous hisser jusqu'à sa terrasse. De là, des amis d'Anay ont installé une échelle permettant d'accéder à la terrasse supérieure. Une fois là haut, un simple geste de la main, précis et contrôlé a permis de fracturer la vitre et d'ouvrir la fenêtre, le tour est joué. Par chance, cet appartement était l'un des plus beaux et des plus sains jamais trouvés par l'association. Une hauteur sous plafond généreuse et un carrelage peint de couleurs comme dans les immeubles Art nouveau du centre-ville. Surtout, il y avait de l'eau, de l'électricité et 4 chambres. Ce soir-là, ce fut une joie immense, on a même ouvert le champagne à 4h du matin sur la place de la Bordeta.

Cette opération pour Anay et Vero illustre relativement bien la façon dont le voisinage peut intervenir de manière décisive dans l'occupation d'un logement. En effet, les voisins s'ils sont connus ou prévenus, peuvent nous ouvrir la porte de l'immeuble. Comme Carmen, ils peuvent nous permettre d'entrer chez eux afin d'atteindre une fenêtre ou une cour, ou ils peuvent aussi nous donner la clef de l'appartement s'ils la possèdent. Mais même si le voisinage n'est pas impliqué dans l'action, il faut tout de même pouvoir compter sur son soutien ou tout du moins, sa bienveillance.

Toujours dans le film *Squat, la ville est à nous* !⁵, on observe

que les militants, après la découverte des lieux et les premiers émois que procure l'ouverture, se dirigent tout de suite vers les appartements habités de l'immeuble. Il s'agit pour eux de se présenter afin d'expliquer leur démarche aux voisins. C'est une prise de contact primordiale aussi mise en valeur par la PAH et de manière générale par toutes les occupations de ce type. Dans un premier temps, on peut considérer qu'il est relativement dangereux de vivre dans un logement occupé lorsque l'on ignore si les voisins sont en accord ou pas avec cette pratique. C'est en fait une menace potentielle qui peut préfigurer des conflits, des formes de délation et la venue des forces de l'ordre. Néanmoins, avoir le soutien des voisins, même si elle est nécessaire, est aussi une ouverture qui, comme toute relation de voisinage, plus elle est cordiale, plus elle rendra la cohabitation agréable, confortable et participera au bon vivre de l'ensemble des habitants de l'immeuble ou de la zone.

Dans le manuel de la commission Obra Social, il est indiqué que s'il s'agit d'une démarche individuelle, il est utile de compter sur le soutien des voisins, tout particulièrement parce qu'il s'agit d'une situation de grande vulnérabilité. Mais on peut distinguer plusieurs cas. En premier lieu, on peut parler d'une pratique qui s'est souvent réalisée par le passé. Lorsqu'une famille se fait expulser de son logement, il n'est pas rare qu'elle y retourne quelques jours après pour l'occuper de façon illégale. Dans ce cas, normalement, la communauté qui est sensible à l'expulsion d'un de leur voisin peut être d'un grand secours. Lorsqu'il s'agit d'une occupation individuelle dans un immeuble inconnu, il s'agira d'aller au contact des voisins, comme le fait *Miles de Viviendas* afin d'expliquer la démarche, la situation personnelle, et surtout d'établir un contact. En effet, souvent, le stigmate est tellement présent et envahissant qu'il obscurcit les rapports. Il s'agit bien ici de rencontrer et de discuter avec les voisins afin de faire prévaloir non pas l'image de l'occupant illégal, rattaché à toute sorte de fantômes, mais bien celle de la personnalité, de l'histoire individuelle et personnelle afin de construire de vrais rapports. Il faut faire disparaître la peur et le préjugé et construire la cohabitation. Il s'agit aussi de faire de la pédagogie afin d'expliquer les raisons qui ont mené cet individu ou cette famille à utiliser cette méthode en insistant sur le fait que

cela peut arriver à tout le monde. Si cela ne fonctionne pas, la PAH propose d'activer des processus de médiation intervention avec l'accompagnement de certaines personnes, peut être plus prompts à convaincre ou à dialoguer.

Lorsqu'il s'agit de récupération collective (c'est-à-dire un immeuble entier) l'opération de dialogue avec le voisinage doit se situer à plus grande échelle. D'après le manuel de la Obra Social, il est conseillé d'imprimer une centaine de lettres dirigées aux voisins de la zone. En fait, une action de répartition doit être un prétexte pour rencontrer certains riverains et pour engager la discussion avec eux. L'objectif principal, c'est que l'action soit comprise et entendue. Alors les raisons doivent être explicitées et intelligibles pour tous les voisins à travers cette lettre. Puis surtout, comme dans le cas d'une récupération individuelle, il faut faire comprendre que les familles qui entrent dans le bloc ne seront responsables d'aucun dérangement, et qu'il s'agit d'individus ni déviants, ni parasites, ni dangereux. Il s'agit de générer de la sympathie et de tranquilliser la situation. La PAH, à cette étape de l'occupation, insiste bien évidemment sur l'effort de communication et de pédagogie qui doit être mis en oeuvre à travers des chiffres comme ceux qui concernent le sauvetage des banques par de l'argent public, le nombre d'expulsions ou de logements vacants.

On l'a vu, dans le cas de la Bordeta, le voisinage immédiat est un atout, lorsqu'il sert à la mise en place de l'ouverture d'un logement par exemple, comme l'a fait Carmen. Mais cet exemple, dans les relations qu'entretiennent les membres de l'association et voisines du quartier avec la communauté présente ou bien même les commerçants du quartier parle de nouvelles possibilités de cohabiter dans la ville à l'échelle de la zone, du quartier, du pâté de maisons ou de l'immeuble. Pour cela néanmoins, il faut mobiliser les voisins, les informer et les convier à lutter en commun. Ceci est plutôt facile à mettre en oeuvre lorsqu'il s'agit d'une récupération collective, qui finit toujours dans les premiers jours par faire figure d'évènement dans le quartier. Ce recours à l'évènement nous amène alors à une forme de publicisation de la manière de vivre, car il s'agit de communiquer les raisons d'une telle forme de désobéissance civile. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'une

récupération individuelle, la discrétion est de mise et donc le rapport à un voisinage large est rarement conseillé tant que la situation n'est pas stabilisée. Dans ce cas de figure, la cage d'escalier est un univers déjà assez complexe où il faut accorder les différentes individualités, les peurs et les préjugés. Une occupation individuelle peut venir selon certains voisins parasiter la vie d'un immeuble paisible, en s'immisçant dans les pratiques des espaces communs, des ascenseurs, des poubelles, des compteurs, etc. Puis comme nous l'avons dit précédemment, si l'occupation est rendue publique, c'est tout l'immeuble qui devient attaché à l'image stéréotypée d'une occupation.

Ainsi nous avons pu voir à quel point une occupation qu'elle soit collective ou individuelle doit se servir de son voisinage comme un atout. C'est avant tout une question pratique, mais qui vient foncièrement requestionner les limites du logement et les ancrages de l'habiter. Cela participe pour les occupants d'une nécessité à rendre publique leur forme de vie. Mais cela appelle également les voisins à s'ouvrir sur leur quartier ou leur immeuble, à considérer, défendre ou définir une vision qu'ils ont pour leur environnement résidentiel. De manière générale, il ne s'agit pas ici de justifier l'occupation par l'ouverture qu'elle induit sur le voisinage, mais bien de rendre compte que vivre en occupant, c'est-à-dire en luttant, nécessite un réseau à se créer. D'abord à l'échelle du quartier et du lieu de résidence c'est à dire localement, mais nous allons le voir, les nécessités matérielles sont aussi prétexte au déploiement d'un réseau bien plus étendu.

A TODO EL VECINDARIO DE LOS BARRIOS DE LA MARINA-ZONA FRANCA

Os queremos invitar a la Charla-Debate sobre Recuperaciones-Ocupaciones de viviendas que se están produciendo en nuestro barrio. Como quizás sabréis el pasado día 8 de Junio la Plataforma de Afectados por la Hipoteca recuperó un piso adquirido por parte del fondo buitre Blackstone (sede Nueva York), quien lo compró a Cataluña Caja (entidad financiera rescatada por el Estado Español por un precio de 14.000 millones de Euros). La acción pretendía ser una protesta simbólica contra la práctica de especulación de Blackstone y para reclamar que las viviendas vacías propiedad de bancos (especialmente de los rescatados por nuestros impuestos) se destinen a uso social. Sin embargo, la acción ha descubierto un principio de trama de compra-venta irregular, por el cual la recuperación no ha sido denunciada. Ahora la PAH aprovechará la vivienda para reubicar una familia que no teniendo nada se vería obligada a dormir en la calle, si no fuera porque decidimos tomar lo que es un derecho: un techo bajo el que dormir. Paralelamente desde hace unos meses se ha generado en el barrio la iniciativa de ocupar viviendas propiedad de grandes tenedores y que estaban en desuso por parte de familias en grave riesgo de exclusión residencial. Familias que han recorrido todos los circuitos legales previstos para resolver sus problemáticas en vivienda pero que no han encontrado solución y que quieren una vida normal con un alquiler social legal. La PAH y los movimientos sociales del barrio consideramos que ya es momento de tratar estos casos de forma colectiva. Por eso hemos preparado una charla conjunta con el fin de explicar de dónde surgen estas acciones, porque son legítimas y cuál es nuestra reivindicación. Posteriormente nos gustaría hacer con todos y todas vosotras un debate abierto al respecto. Nos vemos en La Biblioteca Francesc Candel el miércoles 6 de julio a las 19h.

¡Sí se Puede!

À TOUT LE VOISINAGE DES QUARTIERS DE LA MARINA-ZONA FRANCA

Nous vous invitons à la Discussion-ébat sur les récupérations-occupations de logements qui se produisent dans notre quartier. Comme vous le savez peut être, le 8 juin la Plateforme pour les Affectés de l'Hypothèque a récupéré un appartement acquis par des fonds vautours de l'entité Blackstone (siège à New York), qui l'a acheté à Cataluña Caja (entité financière sauvée par l'État espagnol pour un prix de 14000 millions d'euros). L'action prétendait être une protestation symbolique contre la spéculation de Blackstone et pour réclamer que les logements vacants des banques (spécifiquement de celles sauvées par nos impôts) soient rendus à leur fonction sociale. Néanmoins, l'action a découvert un principe de cadre d'achat-vente irrégulier, à cause de laquelle la récupération n'a pas été dénoncée. Maintenant, la PAH profite de ce logement pour réinstaller une famille qui, si elle ne retrouve rien se verra obligée de dormir dans la rue, si n'avions pas décidé de prendre ce qui est un droit : un toit sous lequel dormir. Parallèlement depuis quelques mois s'est générée dans le quartier l'initiative d'occuper des logements de grands propriétaires et sans usages par des familles en grand danger d'exclusion résidentielle. Des familles qui ont notamment parcouru tous les circuits légaux prévus pour résoudre leurs problèmes de logement, mais qui n'ont pas trouvé de solution et qui désirent vivre normalement avec un loyer social légal. La PAH et les mouvements sociaux du quartier considèrent qu'il est temps d'aborder ces actions de manière collective. Pour cela, nous avons préparé une discussion conjointe ayant pour objectif d'expliquer d'où surgissent ses actions, pourquoi sont-elles légitimes et quelles sont nos revendications. Ensuite, nous aimerions vous faire participer toutes et tous à un débat ouvert sur ce sujet. Nous nous donnons rendez-vous à la Bibliothèque Francesc Candel mercredi 6 Juillet à 19 h.

¡Sí se Puede!



Figure 2.14
Quelques activistes de la plateforme aident à siffler l'eau de la rue pour alimenter le bâtiment
© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>

Des besoins vitaux aux compétences

La Bordeta, nous l'avons déjà évoqué, était loin d'être en très bon état lorsqu'elle fut occupée par la PAH. En fait, elle avait déjà été occupée trois fois auparavant, puis également pillée. Rien n'est très sûr, mais d'après les récits, le bâtiment a eu à peine le temps de se voir doté du second oeuvre, c'est à dire des finitions d'habitabilités. Ainsi, il manquait dans beaucoup d'appartements les toilettes, les douches, les éviers, les cuisines, l'électricité, les installations d'eau, parfois les vitres, les volets, parfois les portes, etc. Beaucoup m'ont raconté qu'aucun des appartements n'était habitable réellement. En fait, chaque appartement était dans un état précaire de manière différente. J'ai souvent senti que ce sujet était pour les habitants du bloc un évènement marquant. Je crois que peu d'entre eux avaient déjà vécu dans de telles conditions, sans le minimum pour cuisiner ou se laver. Pour beaucoup, la situation n'avait jamais été aussi extrême. Ainsi, ils n'ont jamais hésité à me dépendre les manières que chacun a eu d'aider l'autre. Ici, je vais tenter de restituer les récits des uns et des autres et de recomposer le paysage de l'entre-aide au travers des nécessités matérielles.

Tout d'abord, le Bloc devait se doter de l'électricité et de l'eau courante. Cependant, aucun des premiers habitants ou de l'association n'était capable de s'en charger, n'avait les compétences. Dans les premiers habitants, il y a Llum, Aida et Raul qui ont notamment ouvert la grille et provoqué l'entrée. On compte aussi Fatima, une des cohabitantes de la communauté qui cristallise certaines tensions ainsi qu'une autre femme qui finalement n'est jamais apparue le jour de l'occupation. Les autres habitants se sont ajouté au coup par coup, notamment Monica, les doyens Carmen et Ruben, et plus tard leur fille Sheila et leur petite fille Lucia, puis Marcos, Natalia et leur fille Ainhoa, ensuite Aura, sa fille Estefania et son petit fils Adrian et enfin ceux qui sont venus de manière provisoire, comme Vero et ses trois enfants, Noria et ses trois enfants ou bien Rachel et tous ceux que je n'ai pas connus. Je n'ai pas mentionné les chats des trois amies fusionnelles du bloc, il s'agit de Michu qui appartient à Llum, Bolita, Trasto et Mico qui sont les bijoux de Aida et enfin Rufino, le fameux petit dernier de Monica.

Dans les premiers venus, je crois que Aida et Llum étaient les

plus expérimentées. En effet, Aida a fait partie de l'équipe qui a créé la PAH dans la région d'Asturies et toutes deux ont participé au 15M de manière active. C'est ainsi qu'elles ont sans doute connus Pantxo et Sara. Ce couple, c'est un couple engagé à la Base, un centre social *okupé* d'un quartier voisin, le Poble Sec. La Base, est un centre social qui, par les activités que ses membres proposent et leur engagement dans la zone, est connecté à beaucoup de réseaux, d'amis et de personnes de confiance. En fait, les membres de la Base ont un atelier et pratiquent la débrouille. Ils se sont constitué tout un corpus de compétences dans toutes sortes de domaines (mécanique, menuiserie, plomberie, électricité, musique, informatique, etc..) qui leur permettent de court-circuiter un bon nombre de services et de faire tout eux-mêmes. Entre mai et juin dernier, je me rendais tous les lundis soir avec Pomares et Alfonso (un monsieur d'une cinquantaine d'années) aux ateliers proposés de la Base de *manicura*, autrement dit de forçage de serrures. Il a été question de cinq cours pour apprendre les techniques de bases aux côtés de Primo et Edu. A la Base on peut aussi intégrer des cours de plomberie ou d'électricité. Des membres de la Base sont venus en aide à la Bordeta afin de mettre en marche leur compteur d'électricité un an auparavant. Pour les habitants de la Bordeta et dans leurs récits encore pleins d'admiration, ils ont risqué leur vie. En effet, pour brancher un bâtiment entier sur le réseau de la ville, il a fallu s'atteler directement au disjoncteur de la zone, ces énormes boîtes avec écrit en gros et gras DANGER DE MORT, c'est par se générateur que passent notamment tous les fils haute tension enterrés ou aériens des bâtiments de la zone. Quelques experts de la Base ont dû s'immiscer dans ce compteur, c'est-à-dire braquer la porte. Ce geste est lourd de conséquences, puisque braquer un compteur électrique est passible d'une amende plus lourde encore que de briser celle d'un appartement. Puis ils ont indéniablement risqué leur vie lorsqu'ils sont entrés dans le compteur avant de couper l'électricité du quartier. Pour pouvoir manipuler les fils du compteur, il a fallu évidemment couper le réseau électrique de toute la zone. On le voit, cette opération est extrêmement dangereuse. Dans les paroles de tous ceux qui me l'ont raconté, cet acte est considéré comme un geste héroïque. Tous les habitants du bloc en sont encore très reconnaissants

et ébahis par la performance.

C'est donc de manière réciproque que Pantxo et Sara se sont tournés vers la PAH lorsque leur situation est devenue inconfortable. En effet, ils venaient de recevoir un avis d'expulsion, et se sont adressés à la PAH afin de comprendre comment il était possible pour eux de négocier. Il a été question de les héberger dans le bloc un mois cet été afin de leur donner une alternative et un peu de temps pour améliorer leur situation si personne n'était capable de les soutenir. Mais la PAH a convoqué la commission de *stop desahucios* à leur porte pour empêcher quelque expulsion, et leur situation est aujourd'hui en cours de négociation.

Pomares, lorsqu'il a emménagé dans l'appartement Blackstone en mai dernier, n'avait pas accès à l'eau courante et la cuisine était dans un état pitoyable. Il avait été acté que Pomares puisse loger dans cet appartement s'il participait activement à sa rénovation et de sa remise aux normes. En fait, il devait ensuite laisser sa place à Noria et ses trois enfants, alors l'eau courante devait au moins être installée, et la cuisine devait être praticable. Néanmoins, Pomares n'avait jamais touché à de la plomberie dans sa vie. Il a alors demandé conseil à Llum qui a déjà une petite expérience en la matière. Pomares voulait apprendre tout seul afin de pouvoir ensuite donner des cours au reste de l'association. Pour lui, le bricolage des premières nécessités est un outil, une connaissance en soi qui doit être enseignée et partagée. Llum lui expliqua brièvement ce qu'il devait mettre en œuvre, d'après ce que j'ai pu en comprendre, il s'agissait de couper l'eau, de débrancher le tuyau, de dévisser une pièce, de la remplacer par une autre, d'y placer un joint et enfin de rebrancher le tout, mais rien n'est moins sur. Pomares a mis environ deux mois à installer l'eau. C'est-à-dire que pendant deux mois, il devait sonner à toutes les portes afin de prendre des douches, particulièrement chez Monica, Llum et Aida, qui se réjouissait à l'idée de l'aider. Souvent, cela était synonyme d'un repas auquel Pomares participait par l'achat d'une bouteille de bière. Au mois de juillet, Pomares avait enfin réussi à trouver la pièce qui lui manquait, il avait aussi trouvé les renseignements nécessaires au sein de l'immeuble pour commencer à entreprendre l'opération. C'est alors

qu'il demanda à Rocio et moi même de bien vouloir l'accompagner, c'est à dire surveiller le hall d'entrée, les entrées et les sorties. Il avait décidé d'entreprendre son opération en fin d'après-midi afin que le bruit du bricolage se confonde avec celui de la télé du voisin ou de l'ascenseur. Rocio et moi avons fait en sorte de surveiller la porte du compteur en étant les plus naturels possible, en nous déplaçant, dehors dedans, en montant, en faisant le tour. Rien n'était réellement perceptible si l'on n'était pas informé. Après presque une heure et demie de bricolage, Pomares est sorti trempé et insatisfait. L'opération ne s'étant pas déroulée comme prévu, il recommencera après avoir demandé des informations supplémentaires à Llum. Lors de sa deuxième tentative qui fonctionnera (mais sans eau chaude), un voisin lui a engagé la conversion en lui signifiant qu'il savait ce qu'il faisait et qu'il comprenait.

Dans le manuel Obra Social, il est mentionné qu'il est possible de faire appel à des collectifs et que des cours techniques sont disponibles

« Pour faire en sorte que les logements de l'immeuble occupé soient habitables, il est essentiel de les doter de l'eau courante et d'un réseau électrique qui fonctionne. En considérant qu'il s'agit d'un immeuble récupéré, nous pouvons imposer aux compagnies respectives que nous devons pirater nous-même l'eau et l'électricité pour l'entièreté de l'immeuble. Sachant que nous allons réaliser une activité illégale, il faut être précautionneux et agir avec discrétion, en agissant de nuit ou en évitant les moments de grande influence dans la rue, et en surveillant pour s'assurer que la police n'est pas présente. Dans les différentes PAH ou collectifs amis il y a toujours quelque personnes possédant les savoirs et connaissances adéquats afin de réaliser ces actions. Si ce n'est pas le cas, nous pourrions recourir à l'aide d'amis de confiance, qui pourront nous aider dans ce type de tâche. Sur internet il existe également un grand nombre de manuels qui nous expliqueront comment réussir la gestion de l'eau et de l'électricité. Afin de continuer plus largement sur le sujet nous avons inclus les liens de quelques-uns d'entre eux :

- Manuel de l'Okupation «Okupa Tu También»
- Ressources d'information de l'Office du logement de Madrid
- Guide de l'office de l'Okupation de Bilbao. »⁶

sur internet :

Monica m'a souvent raconté la manière dont Wilson et Antonio ont été d'une grande aide. En effet, comme elle aime à le rappeler, avant il n'y avait rien dans cet appartement, et on ne peut pas s'imaginer le travail que ça a été de récupérer par-ci, par-là, d'installer, de se débrouiller avec tout, d'aller fouiller dans la rue. En effet, il ne s'agissait pas d'un frigo à acheter d'occasion, mais bien d'une dizaine de réfrigérateurs qu'il fallait trouver gratuitement. Bien entendu, personne n'avait les moyens d'avancer l'argent nécessaire à la rénovation de tous les appartements. Monica m'a dit que quelques fois Antonio et Wilson eux, ils n'ont pas hésité à mettre un peu d'argent pour les aider. Elle raconte alors qu'à cette époque, tout le monde mettait «la main à la patte», qu'on savait s'entre aider. Maintenant il y a quelques tensions, et Aura n'a toujours pas de fenêtres dans son logement, ça fera deux hivers si rien n'est fait. On peut supposer que l'installation dans la Bordeta, après plus d'un an, a essoufflé les élans de solidarité à leur égard, et ici je parle dans le sens de l'association vers le bloc la Bordeta, la solidarité des habitants entre eux, elle est toujours bien tenace.

Trois reportages photographiques ont été réalisés sur la vie des habitants de la Bordeta pendant les premiers mois de leur installation. Ces informations ont été importantes pour illustrer des propos entendus, en référence à une période que je n'ai pas connue. Il s'agit d'un reportage du web journal Vice⁷, mais aussi de deux reportages photographiques de Arianna Giménez Beltrán accompagnée par des textes de Gerardo Santos Cardosa sur le journal en ligne districte 15⁸. Ces deux reportages nommés respectivement, *Occupant le vide* et *les intouchables de la Bordeta*, retracent notamment les trajectoires personnelles au travers de photos mettant en valeur les espaces de vie et les usages du bâtiment. Ces photos accompagnées de leur texte sont des éléments qui nous plongent tout à fait dans la réalité de la vie quotidienne précarisée de l'occupation.

7 : ALVADO J, *El edificio ocupado de La Bordeta no quiere rendirse*, Vice, consulté le 31 décembre 2016, <https://www.vice.com/es/6>

8 : GIMÉNEZ BELTRÁN A et SANTOS CARDOSA G, *Ocupando el vacío* et *Els intocables de la Bordeta*, Districte15, Consulté le 31 décembre 2016, en ligne, <http://districte15.info>



Figure 2.15

La vaisselle se fait dans la douche du local de la PAH

© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>



Figure 2.16

Nouvelle cuisine de Monica

© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>



Figure 2.17

Llum se fait à manger dans la cuisine commune

© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>



Figure 2.18

Atelier plomberie dans la cuisine commune

© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>



Figure 2.19
La salle de bain de Monica
© Joan Alvado, <http://vice.com>

« Que bueno que han echo un poco mas tu casa... Porque les hemos tenido que reconstruir de zero practicamente ! O sea cada grifo cada mueble cada... O sea todo esto lo hemos puesto nosotros y lo hemos pagado nosotros. O sea hemos pasado lo tipico aqui era : No este mes el grifo ! El mes que viene la pica ! El mes que viene no se que ! Sabes ? Buscandonos la vida claro y oyé que estan tus muebles aqui ! Pues venga quien tiene mas urgencia no ? Nos dan una cocina... A mi no primero con niños, primero cocina, luego el que... Pues ha sido muchos meses de poder cubrarnos de poder tener luz, de poder tener el agua, de poder tenerlos en nuestras casas de poder... el que esto funcionase. Y entonces claro pues si que es verdad que es un poco tu casa ! Pues ahora mismo no es nuestro hogar es nuestra casa. »⁹

« Ce qui fait un peu plus ta maison... Parce qu'on a dû les reconstruire pratiquement de zéro ! C'est à dire chaque évier, chaque meuble, chaque... Tout ça on l'a installé nous-même et on l'a payé nous-même. Les moments caractéristiques c'était : Ce mois-ci l'évier ! Le mois qui vient le robinet ! Le mois qui vient je sais pas quoi ! Tu vois ? On s'est débrouillé nous même parce que c'est clair tiens hého ya des meubles là ! Ba allé qui en a le plus besoin non ? Ils nous donnent une cuisine... Pas à moi en premier là où il y a des enfants, en premier la cuisine, après le... Bon ça a été beaucoup de mois à ne pas pouvoir avoir de lumière, à ne pas pouvoir avoir l'eau, à l'avoir ensuite dans nos maisons de pouvoir... que ça fonctionne. Et du coup c'est sur que oui c'est vrai que c'est un peu notre maison ! Maintenant ce n'est plus un abri c'est notre maison. »⁹

DE L'INSTALLATION A L'HABITATION

Habiter un projet contestaire longue durée

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La Bordeta est un immeuble de 8 familles qui sont contraintes de vivre ensemble et de construire une communauté solide, en tout cas respectueuse. Vivre à la Bordeta, comme dans tout autre bâtiment de la Obra Social de la PAH, ou plus largement dans tout autre bâtiment occupé, c'est vouloir poser les bases d'un mode de vie durable, serein, respectueux. De plus, chaque occupation résonne avec la menace d'une expulsion, d'un jugement. Dans ce cas, les membres d'une récupération collective doivent faire preuve d'une réelle motivation à construire une communauté inébranlable. Dans cette partie, nous allons nous attacher à regarder les aspects de la vie en communauté à la Bordeta. Mais en premier lieu, nous pouvons nous interroger sur la notion d'habiter et les manières dont elle est transformée par l'exercice de l'occupation.

De la notion d'habiter

On a pu voir dans la partie précédente la façon dont ce mode de vie comporte des risques et des enjeux importants qui se trouvent bien sûr incorporés à la fabrique du quotidien. Dans cette partie, j'aimerais interroger la façon de considérer ce qu'est habiter dans un logement occupé. En effet, occuper est un projet sur du long terme, c'est s'insérer dans la durée et c'est aussi vouloir ancrer une forme insurrectionnelle dans une réalité concrète. En effet, le logement occupé et ses habitants seront toujours confrontés à la réalité des autres. Mais c'est aussi dans le cas d'occupation collective, se confronter à la réalité de la vie en communauté qui peut faire varier la limite contenue constamment entre intérêts personnels et bien commun. La notion d'habiter développée par Martin Heidegger a été réinterrogée par un anthropologue, Marc Breviglieri, dans le cas des squats de Genève¹. Ce développement met en exergue les nouvelles façons d'habiter que génère un projet contestataire de ce type.

En premier lieu, je souhaite développer la notion d'habiter. En effet, pour lui habiter fait partie des droits fondamentaux «à la vie et qui conditionnent le maintien, l'identité et la visibilité de l'individu dans l'espace public et démocratique»². Il indique que cette notion est à la fois un principe moral, un enjeu politique et une fonction sociale. Il la considère premièrement comme une première enveloppe phénoménale de la personne et donc comme une base porteuse du monde commun. Mais sa définition de l'habiter ne s'arrête pas là. En effet, Marc Breviglieri donne à voir trois *inclinations anthropologiques majeures*. En premier lieu, il nous indique qu'habiter c'est déjà favoriser l'accès au repos et au sommeil, c'est être dans un lieu qui permet la détente du physique et du psychique, il doit répondre aux besoins primaires de repos du corps et de l'esprit. Ensuite, habiter c'est se doter d'un lieu qui soit aussi celui du respect de l'intimité d'où découle une troisième notion, celle de l'assurance d'un espace réservé. En ce sens, il faut comprendre que la notion d'habiter est tout sauf l'inaction ou la léthargie. C'est l'endroit où l'on dormira dans l'intimité et la sécurité certes, mais c'est surtout le lieu qui nous permettra de nous transposer autre part, notamment dans l'espace public. Être sûr de posséder de quoi habiter, c'est pouvoir s'en détacher et se risquer à se montrer où l'on ne peut pas habiter.

1 : BREVIGLIERI M, «Les habitations d'un nouveau genre : le squat urbain et la possibilité du «conflit négocié» sur la qualité de vie» dans PATTARONI L., KAUFMANN V, et RABINOVICH A (dir.), *Habitat en devenir. Enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse*, Lausanne, PPUR, 2009, pp 97-112

2 : *Ibid.*

« L'habiter touche à l'édification personnelle de la prestance et à la démarcation de soi par des routines »³

C'est posséder toutes les clefs permettant avec certitude de répondre à la question: «*d'où viens-tu?*» Mais lorsque l'auteur nous dit qu'habiter est le contraire du sommeil, c'est parce qu'il le considère comme générateur, ou bien plutôt force productrice. En effet, il s'agit selon lui d'une spatialisation poétique infinie qui cultive chez tous les individus un sens identitaire que nous pouvons nommer personnalité. Cela nous permet alors de répondre assurément à la question: «*qui es-tu?*» En fait, il faut considérer la notion d'habiter comme un socle qui est capable de soulever tout individu dans son évolution vers la sphère publique en lui donnant la possibilité de savoir *d'où il vient et ce qu'il est*. On le voit, l'auteur met en avant la façon dont l'habiter permet une forme de démarcation de soi et donc en retour d'une forme de confort à pouvoir s'affirmer en public. Ici, on perçoit alors la tension qui existe entre l'habiter interne, la sphère privée et l'influence que cela peut avoir sur la conception de nos espaces publics. On imagine facilement que la notion d'habiter est bien un enjeu politique dans le sens où il permet de redéfinir les liens du commun. En effet, en affirmant le fait qu'habiter n'est pas simplement un problème de l'ordre du bien ou du besoin matériel, on ouvre le champ à ce qu'il permet et ce qu'il conditionne. Ceci il faut le comprendre dans le sens où si l'habiter permet le développement d'une infinité d'identités personnelles capables de se confronter dans un espace non habitable, alors cet espace non habitable devient l'espace du politique, c'est-à-dire l'espace où se joue l'expérience de la différence et de la pluralité. C'est ainsi que les formes structurelles d'habiter sont toujours révélatrices des contradictions politiques de la société.

En fait, l'occupation, dans ses logiques militantes, de contournement du cadre légal et dans les expérimentations communautaires qu'elle engage, est le fruit du retournement du domaine public vers l'intériorité d'une sphère privée. Ce que nous amène à considérer l'auteur, c'est que l'occupation considère les contradictions de notre société et les réinterprète à l'intérieur d'un espace de vie redéfinissant dans l'idéal à son tour les façons que l'on a de nous approprier l'espace public. Cependant dans ce texte, l'auteur nous

parle essentiellement des occupations politisées et organisées autour de la vie en communauté. Dans ce travail, même si les référentiels sont multiples, il se trouve néanmoins que les occupations de la PAH ne correspondent pas tout à fait à ce que nous décrit l'auteur. En effet, les occupations de la plateforme sont foncièrement politiques néanmoins, elles ne portent pas la volonté de retourner le monde habité vers les contradictions du monde social. On pourrait dire que c'est plutôt une conséquence à la politisation même du mouvement et de l'acte d'occuper. Alors, lorsque l'on parle de récupération collective, on peut imaginer effectivement que la manière d'habiter un bloc de logement est réinventée et nous le verrons plus tard. Cependant, lorsqu'il s'agit de récupération individuelle, la chose est plus floue, on discerne moins évidemment la manière dont la notion d'habiter est bousculée ou réinterprétée. En effet, la question ici est de savoir ce qu'occuper un logement individuel induit de la notion d'habiter et Jean Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL⁴, remet en question cette idée à propos des squats français :

« Les familles mal logées habitent les squats comme elles habitent partout. C'est l'illusion des utopistes que de croire en la volonté d'habiter autrement [...] Le communautaire s'impose aux groupes humains menacés, la survie nécessite de se regrouper, de se défendre et donc de vivre de manière communautaire. Dans les luttes de mal-logés, campements ou squats, la vie est communautaire. Mais je constate depuis que je suis au DAL, que les familles mal logées aspirent à avoir un logement autonome et vivre en famille. »⁵

Une fois le logement occupé, puisqu'il se limite à ses propres murs, il n'offre pas réellement de possibilités quant à la façon de se réinventer lui-même, mais c'est sans regarder les relations sociales qu'il produit. En effet, d'après ce qui a été évoqué en première partie, je crois pouvoir dire qu'évidemment, le fait d'occuper un logement même de manière silencieuse et individuelle, induit des contournements légaux, des astuces techniques, le développement de réseaux d'entre-aide,

4 : Le DAL (Droit Au Logement) est une association française de lutte pour le droit au logement.

5 : BOURDEAU V et FLORY J, entretien avec EYRAUD Jean-Baptiste « La ville vue par... Droit au logement (DAL) », *Mouvements*, 2/2013 (n° 74), p. 80-88.

qui font du logement un outil capable de porter une politisation de la manière d'habiter, et donc une construction différente de l'identité individuelle autour de la considération du logement d'après sa fonction sociale. C'est alors au travers de cette première notion globale sur ce qu'est habiter que l'on peut déjà dire que l'occupation est une forme d'habiter politique, dans sa forme la plus simple, celle de l'occupation individuelle et silencieuse.

Dans un article de Thomas Aguilera et de Florence Bouillon, la comparaison est faite entre squat militant et squat silencieux et leur rapport remis en question. En effet, les squats politiques sont visibles, mais cet article permet de remettre en avant l'acte subversif de l'occupation en acceptant et en revendiquant que les squats silencieux ou invisibles font aussi partie d'un mouvement de lutte vers l'application d'un droit à la ville. Cette notion nous permet de ne pas discriminer les différents types de squats en fonction de leur caractère politique ou leur valeur revendicative. Il s'agit évidemment de reconnaître que l'acte d'occuper est en lui même une forme de résistance, peu importe les

formes ou les moyens dont il a recourt. Des occupations militantes s'articulent à l'occupation silencieuse notamment à Barcelone où les mouvements *Okupas* mènent des ateliers pour diffuser au plus grand nombre les techniques d'occupation, les façons de trouver un logement, par où commencer, comment l'ouvrir et informer sur les risques législatifs et les techniques de défense. Mais au-delà, c'est par souci de solidarité qu'ils viennent d'eux même en aide à certaines familles ou individus pour ouvrir des appartements ou faire part d'un réseau d'adresses. Mais cet article définit avant tout le squat comme une porte d'entrée dans la ville centre, notamment pour tous ceux qui

« Squatter c'est passer outre le droit de propriété, considéré comme illégitime, dans le but de reconquérir un espace de vie, de relations sociales intenses ancrées dans un quartier, des espaces de débats et d'actions politiques et esthétiques, de création. Mais squatter c'est aussi habiter la ville dans ses interstices, pour tous celles et ceux que les processus de production des inégalités socioterritoriales et d'accès au logement laissent sur le bas côté »⁶

« *Le squat est une pratique éminemment performative, qui recèle des potentialités affiliatives plurielles.* »⁷

n'ont pas tous les outils pour s'intégrer à la société ségrégative de la vie urbaine. Par la gratuité qu'elle permet et l'appétence pour l'ouverture d'un appartement situé en centre-ville, l'occupation permet l'intégration des citoyens précarisés en lui offrant un espace de transition vers la centralité. Il offre ainsi un moyen de résistance en actes face aux processus ségrégatifs et à la gentrification.

Pour ce faire, nous pouvons prendre le cas d'Anay et de Vero et ses trois enfants. L'occupation dans laquelle elles vivent actuellement⁸ n'a aucunement l'intention de réinventer de nouveaux modes d'habiter. La cohabitation de cette vieille dame avec la famille de Vero est une coïncidence qui malgré elles, doit être assumée, faute de mieux. Mais en ce que l'occupation a mobilisé, il est certain qu'elle a fait du logement en question une ouverture vers de nouvelles perspectives. La PAH, la famille de Carmen, Pomares, les amis d'Anay, moi même, nous nous étions tous retrouvés à l'occasion de l'ouverture de ce logement. Il a été question de le considérer comme un bien politique à enjeu et en cela, le logement, même s'il ne revendique rien de plus en termes de conditions de vie et de manière d'habiter, est déjà un lien vers la reconquête d'un espace social et d'une certaine vie urbaine, à l'échelle de la ville comme à l'échelle du quartier. De plus, ce logement permettra à Vero de soigner dans les meilleures conditions son enfant et à Anay de se rétablir de la même manière. Néanmoins, il est indéniable que la manière de vivre dans le bloc la Bordeta est bien particulière, c'est ce que nous allons nous attacher à mettre en valeur.

7 : *Ibid.*

8 : *cf* Le voisinage p 99

Vivre ensemble : source de créativité du politique

« Bon du coup juste à ce moment-là, comme tout est arrivé comme ça on m'a proposé d'entrer dans un bloc, dans l'occupation d'un bloc à Trinitat Vella, en plus un immeuble que moi j'avais déjà dit qu'il fallait occuper il y a longtemps parce que depuis qu'il est construit... et il est toujours occupé aujourd'hui ! Ce qui se passe c'est que, les personnes, la cohabitation, moi je pouvais pas... selon deux personnes de ce bloc en tout cas je ne mettais pas l'énergie nécessaire au collectif parce que je le dédiais trop à la PAH, donc voilà. Moi je me suis dit que oui, c'était une décision de mon temps à moi. Enfin voilà au final ils m'ont dit : trouve toi un autre endroit, ça faisait donc un an, ils l'ont occupé en septembre, moi j'étais arrivée en novembre et l'année suivante voilà.

Et quelles sont pour toi les différences entre ce bloc et celui de la PAH, de vie commune par exemple ?

Bon ben, c'est que là-bas il y avait.. Enfin de vie commune, de collectivité et se mettre d'accord pour avoir exactement la même énergie dans le même endroit ça, ça arrivait qu'à moitié. Pas seulement moi, mon cas a été super central, mais les autres personnes non plus ne se sont pas mises d'accord sur les finalités communes. Même si ça avait été discuté, mais bon c'était au mieux aller.. 10 réunions avant l'occupation. Nous ne nous connaissions pas du coup, c'était logique finalement. Donc tout ceci c'était un peu reparti à zéro. Le truc c'est que je suis partie, enfin ils m'ont viré, c'est pas moi qui suis parti, mais eux qui m'ont viré. Réellement c'était une réaction très négative, je garde contact seulement avec deux personnes de là-bas, et ils étaient pourtant 8 à 10 personnes à ce moment-là. Du coup à partir de là c'est créé.. Enfin il y avait une fille je pensais la connaître et en fait je ne la connaissais en rien, elle était très dominante quand en réalité elle parlait de fonctionnement démocratique

et d'assemblée, etc. Juste une théorie parce qu'en réalité elle était très, très... Mais après en réalité c'est une dominante et... enfin. Au final moi j'étais très mal là-bas, dès que j'entrais déjà je ne parlais plus à personne c'est-à-dire que bon, très mauvaise ambiance. Du coup c'était super bien qu'ils me disent de partir tu vois ? Jajaja »⁹

Lorsque Llum m'explique la façon dont elle est arrivée à la Bordeta, elle ne peut s'empêcher de me donner les détails d'une ancienne occupation qui n'a pas fonctionné. On le voit dans ce qu'elle raconte, la vie en communauté est un exercice difficile qui demande des concessions. Ici, il s'agissait particulièrement d'une tension autour du temps consacré à l'objet même qu'est la communauté, à sa construction permanente. Cependant, la Bordeta est un cas particulier de l'exercice du vivre ensemble. En effet, les appartements sont organisés de manière classique, ce qui induit une tendance à vouloir vivre finalement comme tout le monde, c'est-à-dire là où chaque famille se trouve dans l'intimité de son logement. Cependant, le bloc s'organise aussi selon des pratiques et des rituels qui diffèrent totalement d'un immeuble classique et qui réinventent les façons d'habiter. La Bordeta serait finalement une communauté très large capable d'accepter l'individualité et le privé.

Marc Brevigliéri exprime cette façon de faire politique au sein même du logement. Il explique notamment que cette vision, qui vient souvent de l'envie de renverser les codes sociaux, est en fait articulée autour de la simple notion de bien(s) commun(s) qu'il considère comme la toile de fond des motifs de mobilisation¹⁰. Selon lui, c'est ce que la vie commune vise tout en étant l'affirmation de l'acte militant. Les biens communs sont organisés selon des principes généraux, il en distingue quatre : Le principe large de l'hospitalité, le principe contigu de solidarité, celui de la participation politique, et celui de l'originalité. Il me paraît intéressant de mettre en relief la vie en communauté dans la Bordeta par rapport à ces principes généraux qui configurent une forme de grille d'analyse.

Dans un ordre pertinent, on peut dans un premier temps s'interroger sur le principe d'originalité. Celui-ci n'est pas réellement celui qui motive une forme de bien commun dans cet immeuble. L'auteur nous indique que c'est pour les communautés une « *lutte qui s'encontre contre toute standardisation des modes de vie et qui valorise*

9 : Extrait traduit d'entretien avec Llum du 13/08/16

10 : BREVIGLIERI M, «Les habitations d'un nouveau genre : le squat urbain et la possibilité du «conflit négocié» sur la qualité de vie» dans PATTARONI L., KAUFMANN V, et RABINOVICH A (dir.), *Habitat en devenir. Enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse*, Lausanne, PPUR, 2009, pp 97-112

la créativité notamment dans sa forme artistique »¹¹. La Bordeta elle, ne fonctionne pas sur ce principe contre-culturel, il s'agit plutôt pour les habitants de trouver dans ce bâtiment le plus de simplicité possible, ou ce qui leur permettra de vivre le plus facilement selon les codes qu'ils s'étaient construits et auxquels ils s'étaient identifiés avant d'occuper. Aida vit avec ses trois chats, Aura avec sa famille, Ruben et Carmen avec leurs centaines de plantes et Fatima ne veut pas se mélanger avec le reste de la communauté.

Ensuite, nous pouvons remarquer que le principe contigu de solidarité que nous avons évoqué dans une partie antérieure est un principe primordial à la Bordeta. En effet, c'est grâce à lui que les individus et habitants du projet se sont adaptés matériellement aux conditions difficiles et précaires. La solidarité, c'est en fait ce qui a construit cette communauté, ce qui a tissé les liens du commun ou de la conscience d'un commun. L'auteur ici nous explique que le bien commun attaché à ce principe général est celui de la répartition des richesses. À la Bordeta, il n'y a rien de tel, chacun est individualisé dans sa manière de vivre, de travailler, de dépenser et de s'organiser financièrement. La solidarité reste alors un principe général qui fait fluctuer les biens communs selon les besoins, les périodes, les nécessités de chacun. C'est un principe supérieur qui va de soi.

Le principe de participation politique est lui le fondement de cette communauté. En effet, il est même inscrit dans les textes du manuel d'Obra Social qui en établit des règles fondatrices. Le principe de participation politique décide d'un bien commun qui peut être d'une manière simple les décisions prises ensemble, la pratique bihebdomadaire de l'assemblée ou bien être naturellement membre de la PAH. À la Bordeta, et comme dans toute occupation de la plateforme, il est inclus que les habitants sont d'une certaine manière contraints à participer de manière active à l'association et contraints également à s'organiser en assemblée de manière interne. L'articulation politique est donc compliquée puisqu'une organisation plus large et complexe impose et norme les pratiques du politique, sa place dans cette occupation est alors délicate à interpréter. C'est à la fois ce qui régit son mode de fonctionnement et sa nature. C'est ce qui dirige et oriente son

existence même, dans l'envergure beaucoup plus large et étendue des manières de faire de l'organisation, à l'échelle de la ville, de la région et même du territoire espagnol de manière globale. Nous l'avions vu, cela prend forme notamment par ce fameux manuel ou bien d'autres chartes, mais également par des réunions et des assemblées à toutes les échelles qui permettent de les écrire. Ci-dessous, un passage traduit du manuel qui illustre particulièrement la manière dont doivent s'organiser les habitants et les prérogatives mises en place :

« Les appartements appartiennent à la Obra Social de la PAH, c'est la raison pour laquelle nous serons responsables de façon collective. Il est donné de fait que les personnes qui vont vivre dans cet immeuble formeront en elle même une réelle communauté. Il faudra démontrer qu'elles seront réceptives et généreuses dans un réseau de soutien qui va dans les deux sens, à la manière de la PAH. Dans le même temps, ces personnes devront participer, ou plutôt c'est ce que l'on attend d'elles, aux activités quotidiennes d'assemblées et d'initiatives de groupe. »¹²

Dans ce passage, il est mis en avant les prérogatives attendues par l'association, qui jouent alors fondamentalement sur la façon de vivre dans un bloc occupé de la PAH. En effet, dans un premier temps, il est induit que tout habitant du bloc fait instantanément partie de la Obra Social. C'est un fait logique puisque cette commission est l'espace dans lequel se discutent les stratégies de négociation, de défense et de communication. Dans un second temps, puisque les habitants font partie de la Obra Social, ils sont aussi naturellement membres de l'association. La limite est donc floue notamment entre vie communautaire et vie associative. C'est de cette manière que vivre dans un bloc de la PAH pour les habitants de la Bordeta a été vécu lors de ma période d'étude comme une frustration, celle de toujours devoir justifier les décisions prises, les événements organisés ou les changements entrepris. Toutes les récupérations collectives de la PAH s'organisent autour d'une assemblée, c'est-à-dire un espace de parole collectif et démocratique qui permet de prendre des décisions en commun. C'est un modèle

que Hans Pruijt avait déjà évoqué et qui participe d'un dénominateur commun des occupations. La Bordeta n'échappe pas à ce modèle. Ladite assemblée prend place un mercredi sur deux, les autres mercredis sur deux étant les jours de réunion de la commission Obra Social. Elle regroupe tous les habitants de l'immeuble et doit être régulée par une personne non résidente. Durant ma période d'observation, il s'agissait de Sira, trésorière de l'association et membre active de la Obra Social. Je n'ai jamais pu assister à ces réunions cependant, plusieurs sujets ont souvent débordé. Un premier sujet est celui de l'ouverture au sein du bloc d'un espace public qui serait géré par les habitants. En effet, dans l'immeuble de la Bordeta, une partie n'a encore pas été ouverte. Il s'agit d'un local, qui devait à l'origine accueillir un commerce en rez-de-chaussée. Ce local, largement vitré sur la rue et sur la place de la Bordeta paraît être en travaux, lorsqu'on ne s'y attarde pas. Depuis sa construction, des occupations ont déjà eu lieu, mais aussi des pillages en tout genre. On arrive alors à percevoir à travers les vitres cassées et salies que cet espace a servi aux habitants et à d'autres collectifs qui se sont succédés, notamment pour entreposer de nombreux matériaux, des rebus de constructions ou d'autres meubles cassés à réparer. Monica m'a fait part un jour de l'inquiétude qu'elle avait face à cet espace. En effet, selon elle l'enjeu avant tout consiste à s'en emparer avant que d'autres collectifs s'y installent, et par collectifs, elle voulait plutôt parler de ceux qu'elle ne connaît pas, ceux qui pourraient mettre en danger la communauté en général, ceux qui pourraient mettre en péril l'intégrité du bloc. On le comprend, pour les habitants l'enjeu est surtout de se défendre d'une intrusion mal venue. Mais dans un autre sens, ce local représente aussi pour les habitants les plus investis, l'occasion de mener une activité complémentaire au lieu de vie, adressée au public du quartier ou de la zone. Llum et Aida m'ont alors fait part de quelques idées. La première aurait été de créer une cantine populaire, un lieu de restauration où pourrait se transformer des aliments récupérés, notamment par l'église d'à côté ou du collectif du Can Batllo, une Okupa qui s'est approprié une ancienne usine de textile dans le même quartier. Cette idée était très appréciée, mais elle pose des problèmes de logistiques, notamment parce que le local semble

petit pour y installer une cuisine, ainsi qu'un espace de stockage et un lieu de restauration. La seconde idée serait d'en faire un théâtre, où une troupe associée au Can Batllo pourrait s'organiser. Mais l'idée qui anime le plus les habitants était celle de créer un espace d'aide au devoir pour les enfants de la zone. Un espace où les habitants et les membres de l'association pourraient alterner des temps de cours. C'est un modèle qui existe déjà dans certaines PAH de Madrid et qui permet aussi de générer des espaces dédiés à l'apprentissage de certaines astuces juridiques ou techniques liées à l'occupation. Néanmoins, ce projet qui pourrait articuler la communauté habitante autour d'un lieu public commun n'a jamais été accepté par le reste de l'association qui se refuse à faire des récupérations collectives, autre chose que du logement. En effet, même si cela apporte un argument de plus quant à la légitimité d'une telle action, cela complexifie aussi les lignes de revendications juridiques et politiques. C'est un modèle qui enfin est très peu affirmé dans le reste des PAH du territoire, il n'a donc pas été réellement approuvé et suscite des doutes. Pour pallier cette méfiance, l'astuce envisagée par les habitants aurait été de négocier l'organisation du local par un autre collectif ami, afin de détacher l'association de l'initiative. C'est bien évidemment une ambiguïté que met en valeur Pomares :

« Si, si hace falta un espacio fisico. Es que hay el de abajo pero tendrían que reformarlo bueno... lo trabajaremos suficientemente temprano o sea el curso que viene seria adecuado. Ya se que seguro que el curso que viene empezaremos a traer cocina, hacer cocina social, a traer material comun.. Pero si tener una pequeña ceda, un pequeño lugar por nosotros con independencia no ? Que no tenemos que ser excluyendo de la PAH por ello ! O sea podria ser que todas sean invitadas a las asambleas de la Bordeta pero ... O sea es que es complejo porque es la vida de cada uno no ? O sea esta asamblea estaria mas personal. Son vecinas, se trata de convivencia, es un espacio mas privado, mas intimo no ? Por esto no deberia ser tan abierto

pero bueno, como están las cosas ahora mismo no lo se... Ahora mismo la PAH cera muchissimo el echo de que la bordeta tenga asamblea propia y trabaje con otros colectivos »¹³

Pour revenir au sujet qui nous préoccupait plus avant, celui des principes généraux et des biens communs qu'ils génèrent, un autre sujet attaché à celui du politique est mis en débat. En effet, le principe d'hospitalité est un principe général que les habitants aiment mettre en avant, mais qui se trouve beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Puisque le bâtiment est géré en interne, mais aussi contrôlé plus largement par l'association, l'intégration de nouvelles personnes dans l'immeuble est souvent un sujet de crispation qui alimente les tensions. Notamment parce que le statut des logements est encore quelque chose que l'association en général n'arrive pas à déterminer. Pour certains, un bloc est à considérer comme une réserve de logements potentiels, comme des logements *puentes*, c'est-à-dire qu'ils peuvent servir de passerelle, de manière temporaire, vers une situation plus stable. En effet, face à l'afflux de personnes dans le besoin chaque semaine, un immeuble entier représente un potentiel de marge, un appui matériel. Pour les habitants de la Bordeta, qui ont dû lutter depuis leur arrivée à leur installation dans un espace résidentiel stable, il n'est pas question de déménager. De leur point de vue, et c'est ce qu'ils défendent juridiquement depuis leur arrivée, ce bâtiment doit entrer dans le parc de logement social et surtout, il doit être maintenu à ses occupants. Les deux positions sont défendables, mais il ne faut pas oublier que les habitants de la Bordeta ont tous traversé des périodes difficiles et mouvementées, et que cet immeuble représente une phase de stabilité dans des parcours personnels chaotiques.

C'est ainsi que l'on voit à quel point se loger dans un bloc occupé de la PAH Barcelona est déjà une forme de débat en soi. Selon ce principe général d'hospitalité, surtout lié à la lutte pour le droit au logement que l'association mène, l'incorporation de nouveaux individus dans la communauté est toujours une préoccupation conflictuelle. Pour

13 : « Oui, oui il manque un espace physique. C'est qu'il y a celui d'en bas, mais ils devront le rénover alors bon... on le travaillera suffisamment tôt c'est-à-dire l'année prochaine ce serait bien. Déjà c'est sur que l'année prochaine on va commencer à ramener une cuisine, à faire de la cuisine sociale, à ramener du matériel commun... Mais oui, avoir une petite production, un petit lieu pour nous avec indépendance non ? Ça ne doit pas nous exclure de la PAH pour autant ! C'est-à-dire que tout le monde pourrait venir aux assemblées de Bordeta, mais... C'est-à-dire que c'est compliqué parce que c'est un peu la vie de chacun non ? Cette assemblée serait plus personnelle. Ce sont des voisins, il est question de cohabitation, c'est un espace plus privé, plus intime non ? C'est pour ça que ça ne devrait pas être si ouvert, mais bon, vu comment sont les choses en ce moment je ne sais pas... En ce moment même la PAH ferme beaucoup le fait que la Bordeta ait son assemblée propre et qu'elle travaille avec d'autres collectifs. » Extrait d'entretien avec Pomares le 01/08/16

les habitants, une situation de blocage quotidien est représentative. Il s'agit du cas de Fatima, elle est une des habitantes initiales de l'immeuble. Elle cristallise les tensions puisqu'elle est la seule à ne pas participer aux réunions, aux assemblées de l'association, aux actions, ou même aux rassemblements informels du bloc. Moi-même, je ne l'ai jamais vue, ni même aperçue. Les habitants du bloc m'ont toujours dit que Fatima n'a jamais voulu vivre en communauté, que c'est un mode de vie qui ne lui convient pas. Mais elle, de son côté, n'avait pas voulu prendre le risque d'occuper un logement toute seule. De cette manière, l'assemblée de coordination a voté son intégration dans le bloc, au détriment de l'avis général des principaux concernés, Llum, Aida et Raul, qui ont pris la responsabilité légale d'ouvrir le bâtiment. Ici, ce principe général d'hospitalité est intimement lié à celui de la participation politique puisqu'il intervient dans toutes les strates et dans tous les espaces qui régissent politiquement l'organisation de la vie en communauté. Ce sujet, lors de mon séjour, a pris une nouvelle tournure lorsque Marina, une femme dans une situation extrêmement limite, s'est imposée au collectif habitant. En effet, après avoir négligé les conseils de l'association un an auparavant, elle n'a trouvé que l'auberge comme unique secours. Puis, après trois avis, la voilà au bord de l'expulsion de ce logement d'urgence. C'est ainsi qu'elle s'est présentée à l'association en leur demandant expressément un logement de la Obra Social. En ne respectant pas les étapes décrites dans le manuel et en court-circuitant la voie de l'*empoderamiento* (entreprendre soi-même les recherches et demander ensuite de l'aide dans la mise en place d'une occupation). Le cas de Marina a été débattu de longues heures. Il a finalement été décidé qu'elle serait logée temporairement dans le bloc afin de lui laisser du temps et la possibilité de regarder un logement dans un autre secteur. Cette situation est aussi à mettre en comparaison avec celle de Pantxo et Sara, qui eux se sont vus invités à vivre dans le logement, comme une forme de respect face au service rendu. La vie en communauté dans le bloc est surtout régie par une entité politique mise au-dessus du collectif habitant, ce qui suggère des formes de dépossession du mode de vie. Cette articulation conflictuelle vient se confronter à l'envie des habitants du bloc de s'autonomiser de

l'association et de s'organiser à leur manière.

Mais de manière générale, la vie quotidienne à la Bordeta c'est aussi des moments de fêtes et de partage. Le toit-terrasse est notamment le lieu du commun où s'organisent tous les évènements de la vie partagée.



Figure 2.20
Anniversaire de Aura sur le toit
Photo personnelle

Règles de cohabitations du bloc la Bordeta

Ce passage est une traduction directe des règles de vie du bloc la Bordeta, rédigées entre tous les habitants :

« Apprendre à vivre en communauté est un processus qui doit être construit entre toutes et tous. Pour cela, il faut respecter des normes basiques qui facilitent la bonne ambiance là où nous passons la plupart de nos jours. Nous devons être conscients que cela nécessite beaucoup d'efforts de la part de toute la communauté et que chacun, nous devons y mettre notre grain de sable pour que ce soit réalisable. Le plus grand moteur de la civilisation c'est le respect, afin de profiter d'une bonne cohabitation entre voisins, nous devons être respectueux avec les personnes, avec les opinions et avec le matériel du bâtiment. Il ne sera toléré aucune agression physique ni de menace contre les voisins de la communauté, de la même manière qu'il ne sera toléré aucune violence machiste. Il ne sera permis aucun acte discriminatoire à l'encontre d'aucun des voisins pour raison de naissance, de race, d'ethnie, de sexe ou pour quelque autre circonstance personnelle ou sociale. Ces normes de cohabitations basiques doivent tenir compte du fait que nous vivons dans un bloc de la Obra Social, c'est-à-dire que nous occupons illégalement une propriété et que viendra un jour où nous devrons aller défendre la légitimité de cette occupation devant un juge. En cela, il est important que les familles soient unies, que nous nous soutenions les uns les autres et que nous participions à des activités qui puissent aider à être plus fort face à une expulsion possible. »

NORMES DU BLOC "LA BORDETA"

1. Entre 0:00h et 08:00h il faut éviter de faire du bruit inutilement comme écouter de la musique très forte, chanter et parler fort, claquer les portes et les fenêtres brusquement, effectuer des réparations domestiques, utiliser des équipements électroménagers bruyants, changer la disposition des meubles, etc.
2. Il faut faire attention aux activités quotidiennes qui peuvent causer des dérangements aux voisins, comme par exemple étendre le linge

mouillé sans donner de l'eau aux plantes.

3. Les paliers, escaliers et autres lieux communs doivent être propres et praticables, sans que des objets personnels y soient laissés.

4. Il ne faut pas jeter d'objets ou de déchets depuis les balcons, terrasses ou fenêtres.

5. Si un problème ou un malentendu survient entre voisins, il faut toujours faire preuve de respect et de compréhension mutuelle, en essayant d'établir un dialogue serein et constructif. S'il est nécessaire, il peut être mis en place une médiation de la commission Obra Social. Il faut éviter de communiquer les incidents ou les conflits au travers des groupes whatsapp ils doivent se transmettre à l'assemblée du bloc.

6. Nous devons faire attention les uns aux autres, en prenant en compte particulièrement les voisins qui vivent seuls, en nous aidant et en collaborant dans les cas nécessaires.

7. Il est nécessaire d'assister aux assemblées de la PAH et aux assemblées du bloc pour construire et partager le savoir collectif et aider de cette manière les familles qui n'ont encore pas résolu leur problème de logement.

8. Il ne se fera aucun double des clefs du bloc. Les habitants du bloc sont les seuls à pouvoir en posséder.

9. En cas de visite de longue durée de membres de la famille, d'amis ou de connaissances, les voisins qui les accueillent seront responsables de ces personnes à tout moment et informeront le reste des membres de la communauté.

10. Les espaces communs doivent être nettoyés une fois par semaine.

11. L'appartement duplex est considéré comme un espace commun et en cas de visite de personnes de la PAH, il pourra servir de lieu de réception.

12. Les animaux de compagnie sont la responsabilité des propriétaires. Les animaux peuvent utiliser les espaces communs si son responsable est présent. Dans tous les cas, il doit être garanti que les animaux disposent de conditions dignes.

13. Nous continuerons de façon collective à faire pression sur l'administration pour qu'elle nous donne une solution de relogement digne. Nous ne sommes pas venus pour rester. Nous occupons pour dénoncer la situation injuste dont souffrent les familles à qui on ne garantit pas le droit inaliénable à un logement digne. »



Figure 2.21

Les clefs de Carmen

© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>

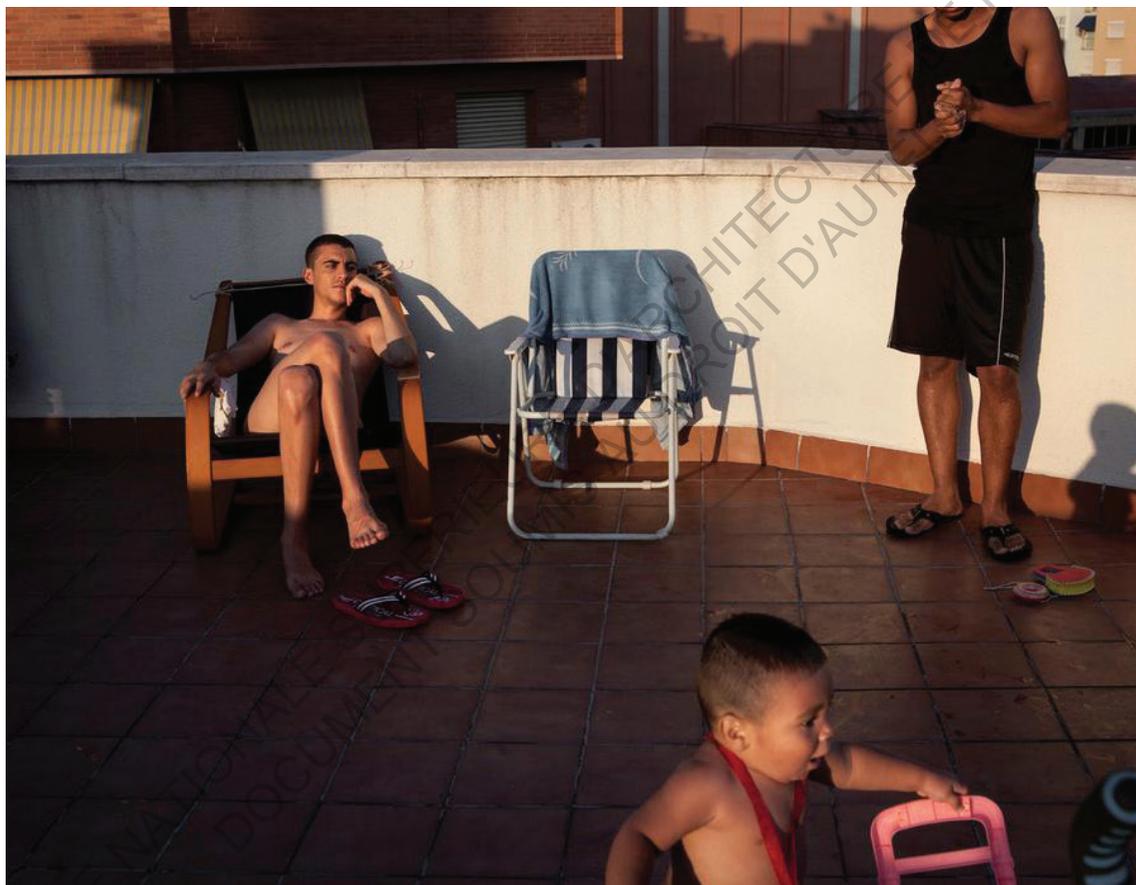


Figure 2.22
Fin d'après midi sur la terrasse
© Joan Alvado, <http://vice.com>



Figure 2.23

Monica et Carmen

© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>

LA VIE PUBLIQUE

L'utilisation des réseaux de communication

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

L'occupation, comme nous l'avons vu, est une pratique qui touche fondamentalement à la sphère intime et privée. Il s'agit en effet, d'une forme de lutte totalement incorporée dans les rituels du quotidien, qui soutient et permet des nécessités primaires comme dormir, manger, se reposer, se laver, aimer. Néanmoins, on peut dire malgré tout que l'occupation ne peut rester cachée dans la sphère intime. D'une certaine manière, l'occupation soutient toujours des formes d'améliorations de la qualité de vie, que ce soit matériellement ou idéologiquement. Néanmoins, cette notion est subjective et varie. C'est ainsi que cette pratique se qualifie de désobéissance civile subversive puisqu'elle se confronte sans cesse au travers de la société qu'elle décline. Ainsi, cette pratique à la marge, de la légalité ou de la normalité, doit toujours entretenir un lien avec le public, le normal ou le légal afin de se justifier. En effet, l'occupation ne peut se passer d'une forme de discours public qui permet d'expliquer et d'explicitier les raisons d'une action si controversée. Selon les cas, l'occupation même est un moyen de communication qui attire les caméras et les journalistes. La PAH est loin d'échapper à cet état de fait. Au contraire, elle est même très douée en la matière. Nous allons voir dans cette partie la manière dont la communication est toujours un enjeu prépondérant, un outil ou une action activiste et militante en soit. Néanmoins, c'est aussi l'externalisation de l'action qui nous intéresse, la manière dont une action de ce type influe à l'échelle du quartier, de la zone ou de la ville sur le long terme et les moyens mis en oeuvre pour tisser un réseau. C'est dans le chapitre de sa vie publique que l'occupation est aussi une forme nouvelle d'investir la ville et de tisser des liens.

*« La lluita ens dóna el que el poder ens pren
 Digue a la gent que ens veiem pel carrer
 La lluita ens dóna el que el poder ens pren
 I Can Vies resisteix
 La lluita ens dóna el que el poder ens pren
 Ja n'estem ben fartes que ens preguin el pèl
 La lluita ens dóna el que el poder ens pren
 Sortim al carrer »*
 Pirat sound sistema, 2005

« La lutte nous donne ce que le pouvoir nous prend. Dis aux gens qu'on se voit dans la rue. La lutte nous donne ce que le pouvoir nous prend. Et Can Vies résiste. La lutte nous donne ce que le pouvoir nous prend. Puisque nous sommes très fatigués qu'ils nous prennent les cheveux. La lutte nous donne ce que le pouvoir nous prend. Sortons dans la rue »
 Pirat sound sistema, 2005

Mani-fête-action

« *La manifestación es una práctica cultural codificada respecto a la historia, al espacio, a las manifestaciones anteriores, y teje toda una red de significados polisémicos, debido a su complejidad. Es una teatralización con relación a la historia (y de ahí con la política) en donde el espacio público es el escenario. Constituye una vía de acceso a lo político y, a veces, una forma de entronización, al tratarse de ciertas manifestaciones-relevos, que marcan a toda una generación y su entrada en la política* »¹

La nécessité d'occuper des espaces est le propre de toutes les occupations et de toutes les alternatives possibles au sein du mouvement. Mais en plus de l'occupation, le mouvement en règle général s'approprie et s'auto-définit au travers d'un répertoire d'actions en commun. Nous le savons, la finalité des mouvements d'occupations est, tout du moins initialement, la réappropriation d'espaces qu'il s'agisse de logements vacants, de la rue ou de l'expression d'une

contre-culture. La manifestation est l'action la plus simple et accessible de constituer une force et de saisir l'espace du public. L'action utilise alors la scène urbaine et les acteurs des mouvements d'occupations revendiquent physiquement et publiquement les espaces urbains comme les rues et les places. Lors d'une manifestation, la *souveraineté populaire* s'exprime temporairement et symboliquement. De cette manière elle peut s'approprier le lieu même du pouvoir lorsqu'elle réinvestit les places, qu'elle maquille les statues et qu'elle fracture les portes des bâtiments symboliques. Dans cette pièce de théâtre, la rue et l'espace urbain offrent une scène qui permet une mise en représentation. Mais il s'agit bien de cet espace où circule et transite le public, c'est la large étendue de tous les usagers confondus, c'est l'espace primaire de la citoyenneté, limité à la fois par des barrières physiques et symboliques. La manifestation c'est bien la façon première de mener une action commune. Elle appelle tout un chacun à participer en s'attachant aux éléments du pouvoir ou de la contestation dans l'espace de la ville. Enfin, elle déploie tout un réseau et donc fabrique une communication à part entière.

Le terme *Mani-fiesta-acción*, est utilisé par Ramon Adell Argiles², ce terme est pour lui une manière de définir ce qui se joue

1 : «La manifestation est une pratique culturelle codifiée en rapport avec l'histoire, l'espace, les manifestations passées et tisse tout un réseau de signifiants polysémiques, dû à sa complexité. C'est une théâtralisation en lien avec l'histoire (et donc la politique) où l'espace public est une scène. Elle constitue une voie d'accès au politique et, à la fois, une forme d'intronisation, lorsque l'on parle de certaines manifestations, qui marquent toute une génération et son entrée en politique» (Tartakowsky, 1998)

2 : ALCALDE VILLACAMPA J, ADELL ARGILÉS R, et MARTÍNEZ LÓPEZ M. *Dónde están las llaves?: el movimiento okupa : prácticas y contextos sociales*. ed Los Libros de la Catarata, Madrid, 2004, 347 p.

dans l'espace public lors d'une manifestation, et surtout ce qu'elle tend à reconfigurer, à fabriquer ou à négocier. Selon lui, ce terme permet d'inclure à la rencontre prévue des conditions ludiques et festives, contenu notamment dans les référentiels non normés du spectacle. Cette manière de faire permet d'animer et d'articuler les éléments de la lutte, de l'action et du discours revendicatif en les réinventant de manière non conventionnelle.

La PAH est un exemple particulièrement innovant dans ce genre nouveau. En effet, elle possède plusieurs spécialités qui l'ont fait connaître du grand public et qui ont participé à sa médiatisation. Le répertoire d'action collective combine des éléments de négociations politiques avec les administrations et les entités financières, avec des actions de pressions à des entités ou des personnes, ou des *escraches*. La première, c'est l'occupation des bureaux de banque, une action qui avait rarement été menée de manière aussi massive et répétée auparavant. Cela participe de la manière de faire, et d'une certaine marque de fabrique de la PAH. Lorsqu'une banque ne fait pas l'effort de négocier les termes d'une hypothèque avec un individu en difficulté, l'action collective est employée. Il s'agit d'imposer à la banque de négocier en la prenant en otage massivement. Un nombre conséquent de militants se retrouvent alors afin d'exiger la signature de documents comme une *dación en pago* ou une *dación a cero*. Beaucoup de vidéos sont disponibles sur internet et notamment sur la chaîne de la Directa qui retrace en 40 séquences l'occupation de la banque BBVA du Passeig de Gracia. Durant mon enquête, il a été question d'occuper un bureau BBVA pour le cas d'Esther qui a réussi avec cette manifestation à négocier la *dación en pago* et un logement à 40 euros par mois de *protección oficial*. Généralement, les employés du bureau sont alors «pris en otage», de telle manière que s'ils ne permettent pas de faire avancer le dossier, la banque est réquisitionnée jusqu'au lendemain matin. Cette manière de faire est généralement bénéfique puisqu'elle s'accompagne aussi d'une mise en scène médiatique. Lors de mon séjour, une vidéo a été tournée mettant en scène la doyenne de l'association sur un rap militant, utilisant l'action d'occuper une banque comme source d'un scénario pour une vidéo de communication. Dans le film de Silvia

Munt, *Afectados (Rester debout)*³, il est question aussi d'une large scène consacrée à l'occupation d'un bureau BBVA dans la ville de Sabadell, ville en périphérie de Barcelone. Dans cette scène, on y voit tous les militants se préparer à y passer la nuit, ayant apporté de quoi manger et de quoi dormir dans les meilleures conditions. C'est une méthode particulièrement popularisée de la PAH. D'une part parce qu'elle se joue des normes et des hiérarchies, en s'imposant frontalement aux entités financières. D'autre part, c'est aussi parce qu'elle réussit toujours à trouver un compromis et une solution viable à la personne concernée. De plus, elle est un acte solidaire qui fédère une équipe importante autour d'un cas particulier. L'occupation d'une banque est toujours l'occasion d'une fête, d'un rassemblement populaire festif qui ironise le statut des entités financières. Cette forme de manifestation joue de la recherche de formes d'expressions nouvelles, plus attractives, plus impactantes et plus efficaces.

Un deuxième outil, peut être moins festif, mais tout aussi convaincant. C'est le *Stop Desnonament*⁴. Il s'agit de stopper une expulsion prévue le jour même en faisant front devant la porte du logement et de chercher par le dialogue une nouvelle voie à négocier. Un message est lancé avec le lieu et l'heure du rendez-vous, généralement tôt le matin, afin de bloquer la porte d'entrée de l'immeuble d'un individu en difficulté. Il s'agit surtout d'être présent avant l'équipe composée d'un huissier, de représentants des services sociaux et de la police afin d'empêcher que l'expulsion se produise. Là encore, un nombre important de personnes se rejoignent afin de protéger le cas d'une seule famille ou d'un individu. Il s'agit d'un acte fort, qui permet aussi d'exprimer un soutien physique et psychologique pour la personne concernée. Les matinées comme celles-ci sont toujours très longues, puisque les convocations sont lancées à 8h voire 7h du matin. Ce temps d'attente en commun est d'ailleurs souvent l'occasion de partager des idées, de discuter, voire de chanter. C'est un moment où, comme pour l'occupation d'une banque ou une manifestation, tout le monde est vêtu de sa chemise verte. Ici, le palier de porte est occupé, le bout de trottoir est réquisitionné. Néanmoins, cette mise en place permet de contrer un bon nombre d'expulsions. Il est rare que les

3 : MUNT, Silvia. *Afectados (Rester debout)*. Documentaire, 2015.

4 : *Stop expulsion en catalan*

forces de l'ordre interviennent de manière violente. C'est d'ailleurs un dispositif connu avec lequel ils sont habitués. Là encore, la légitimité de l'association est un atout qui d'une certaine manière contient ou paralyse la répression. Un matin, deux expulsions étaient prévues en même temps. Nous avons donc divisé le nombre de militants sur les deux cas, relativement éloignés l'un de l'autre. À Sant Andreu, nous avons réussi à intervenir pour défendre un premier cas. Dès que la situation s'est arrangée, nous nous sommes dépêchés de nous rendre à la seconde expulsion prévue, où nous sommes arrivés 10 minutes avant le même huissier. L'équipe judiciaire était la même et nous étions parvenus à intercepter les deux cas de manière assez surprenante. Ces instants sont des moments forts de la résistance et de l'action directe collective.

Après avoir fait le premier pas dans l'association un lundi soir, on m'annonce que le mercredi suivant est l'occasion d'un rassemblement. Une manifestation était prévue en face du bureau du PP (*Partido Popular*), le parti de Mariano Rajoy, l'actuel chef d'État. Il s'agissait de faire pression sur le gouvernement pour qu'il retire une motion de vérification constitutionnelle au sujet de la loi ILP 24/2015 (*Iniciativa de Ley Popular*)⁵. Il s'agissait en fait d'une *cacerolada*, où, de façon assez traditionnelle, chacun venait avec sa casserole et démontrait sa capacité à faire le plus de bruit possible. Le micro passe de main en main et tour à tour, des membres de l'association animent et encouragent le public qui se prend au jeu des cris et des chansons. Sur un mois, chaque mercredi fut l'occasion d'une manifestation de ce type. La PAH est relativement équipée pour ce type d'évènement, notamment de manière matérielle. Des cartons et des affichages sont construits en amont et en quantité afin de bloquer l'espace de la rue avec des cartons voire des chars. Parfois, des peintures sont prévues au sol, comme pour marquer la rue une fois l'action terminée. Une manifestation a eu lieu un jour de mai contre le rejet constitutionnel de cette même loi. La journée entière s'était déroulée sur une des grandes places de la ville, la place Colom, qui est aussi un carrefour automobile stratégique. Toute la journée a été l'objet d'une réelle scène de théâtre où certains personnages venaient contester le jugement de

5 : Initiative de loi populaire qui propose 5 articles pour l'application du droit au logement. Cette loi a été rédigée entre 2011 et 2015 par les membres de la PAH et de l'Observatori DESC.

la spéculation. Une masse incroyable de poussière verte a été déversée sur la place publique, éclaboussant touristes et militants à la fois.

Les *escraches* font aussi partie du répertoire de la PAH. Il s'agit d'une méthode d'origine argentine qui consiste à se rendre au domicile ou sur le lieu de travail de quelqu'un que l'on veut dénoncer. Il s'agit de viser une personnalité ou bien un évènement en particulier. Il est alors question de générer par un effet de surprise un bouleversement qui durant un temps assez court sera supposé transmettre un message clair. Cet effet de surprise et de contraste soudain a souvent pour effet de retirer la légitimité d'une personnalité à s'exprimer sur un sujet ou à un évènement d'avoir lieu. La PAH l'a mis en place à la venue de Mariano Rajoy lors de la campagne pour les élections nationales de 2016, lors d'une conférence de presse organisée dans un hôtel du centre-ville. Les militants s'étaient alors vêtus en costume pour paraître inaperçus et sont apparus avec une pancarte de la PAH en plein milieu du discours du chef de l'État.

L'action collective qui s'est déroulée lors de l'ouverture du bloc la Bordeta est un exemple tout aussi marquant. En effet, il a théâtralisé de manière ironique la récupération du bloc au «nez et à la barbe» des forces de l'ordre. L'action était de plus magnifiée par une *batrucada* énergique, un jour de fête. L'impact de ces actions est orienté, la PAH en particulier arrive à accaparer et à configurer un espace médiatique, lui aussi théâtralisé. Il n'est pas rare que l'impact réussisse notamment à convaincre l'opinion publique qui finit alors par sympathiser avec les valeurs et les revendications mises en valeur.



Figure 2.25
Stop desahucio de Roger
Photo personnelle



Figure 2.26
Manifestation avenue Diagonal pour la ILP
Photo personnelle

FRAGMENTS DE CHANSONS

«Lo llaman democracia y no lo es...»
 «De norte a sur ! De este a oeste ! La lucha sigue !»
 «No sentenc gent sense casa ni casa sense gent !»
 «Avui es pot !»
 «Yo soy de la PAH de la PAH de la PAH !»
 «No es una crisis es una estafa !»
 «No son suicidios son asesinatos !»
 «No hay pan pa tanto chorizo !»
 «Y si esto no se arregla guerra!guerra!guerra!
 canya!canya!canya!»
 «Y si nadie nos escucha... lucha! lucha! lucha!»
 «Que farem! Que farem! Lluitarem! Lluitarem!»
 «Que no! Que no! Que no tenemos miedo !»
 «Que no! que no! que no nos representan !»
 «El pueblo unido jamas sera vencido !»
 «Escrache ! Escrachee ! Escracheeee !»
 «Impahrables ! Impahrables ! Impahrables !»
 «Techo, agua y luz !»
 «Esto nos pasa por un gobierno facha !»
 «Un banquero se balanceaba sobre la burbuja
 inmobiliaria !»
 «A !! anti !! anticapitalistas !!!»
 «Hoy nos vamos, mañana volveremos !»
 «Vecino despierta desahucian en tu puerta !»
 «Un desahucio una okupacion !»
 «Ni set, ni fred, ni foscó !»
 «La sanidad no se vende se defiende !»
 «Perque un altre mon sigui posible un altre
 educacio es necesaria !»

Outrage public, vitrine politique, articulation médiatique

*« La presse et les médias en général : Avant d'exécuter l'action, il est extrêmement important d'avoir déjà rédigé (et préparé dans le brouillon de notre boîte mail pour pouvoir l'envoyer en un seul clic au moment d'entrer) un communiqué de presse, dirigé à tous les contacts que nous avons dans le monde de la communication et des médias. Qu'une caméra ou un journaliste arrivent avant la police est toujours en notre faveur. »*⁶

Le manuel de la Obra Social écrit que l'essentiel lors d'une récupération collective, c'est de bien communiquer l'action. Selon l'association, à partir du moment où les personnes ont pénétré dans le bâtiment, l'urgence est de diffuser un message fort. En fait, il est primordial de justifier l'action et de préserver l'identité du collectif qui l'a réalisée de manière claire. Nous l'avions vu dans une partie antérieure, il s'agit surtout d'informer aux forces de l'ordre que l'on possède les clefs de compréhension des risques juridiques et surtout des droits à faire valoir. Ainsi, il est conseillé de coller sur la porte un avertissement légal concernant l'usage abusif du « flagrant délit » et de l'infraction d'inviolabilité du domicile dirigé vers les particuliers et les forces de police. Ensuite, nous l'avions déjà évoqué, il s'agit aussi de faire parvenir une lettre aux voisins. L'objectif est qu'ils comprennent les raisons de l'action et d'insister sur le fait que les familles qui entrent dans le bloc ne seront responsables d'aucun dérangement. La médiatisation de l'action est avant tout une forme de protection qui pose déjà des boucliers, ceux que la scène publique génère. De cette manière, les forces de l'ordre sont dans l'incapacité d'agir en marge de la loi.

Nous l'avions vu aussi dans une partie antérieure, la façon dont le bloc la Bordeta a été ouvert constituait un outrage public, une sorte de provocation sous forme de concert de rue, puis d'une exclamation politique d'envergure. La vidéo qui retrace l'ouverture du bloc est un bon exemple de l'impact de cette occupation dans les médias en termes de sécurité et de crédibilité.

L'APPARTEMENT BLACKSTONE

De son vrai prénom Francisco, Pomares est un jeune Andalou de 26 ans. Après une formation d'aide-soignant, il s'est rendu compte qu'il n'obtiendrait jamais son indépendance réelle en exerçant son métier. C'est ainsi qu'il a décidé de prendre la route à pied, de Cordoba jusqu'à Barcelone. Un périple qu'il a voulu comme une expérience militante. Fort de la foi anarchiste qui l'anime, il a parcouru l'Espagne en se laissant aller au gré des opportunités et des rencontres. Sa destination finale, Barcelone, s'est révélée être une véritable opportunité. Il loge alors chez son amie durant un mois, il parcourt la ville à la recherche d'une place à occuper, d'un immeuble à ouvrir, d'une communauté à intégrer. Néanmoins, il se trouve confronté à de nombreux murs, des situations rocambolesques et beaucoup de désillusions. On lui parle finalement de la PAH, et tout particulièrement de la commission Obra Social. C'est ainsi qu'il est venu se présenter à l'association un lundi, à une assemblée de bienvenue. Après quelques jours d'initiation, il propose de s'engager de manière active et se mobilise alors à chaque action. Malgré tout, il lui manque toujours un toit et la place qu'il occupe chez son amie ne sera pas valable longtemps.

Un deuxième cas de provocation médiatique est intéressant à mettre en valeur ici. En effet, il s'agit de l'occupation de l'appartement de Blackstone. Pomares est un des *comPah* de l'association avec qui j'ai passé le plus de temps. Un mercredi de juin, un mercredi où nous devions nous retrouver pour la réunion de la commission, une action se transforme en une réelle opportunité. En effet, une action était préparée contre l'entité financière américaine Blackstone. Cette entité a la particularité d'avoir acheté un nombre conséquent de dettes privées espagnoles. Blackstone, qui en rachetant ces actifs toxiques se trouve propriétaire de la dette, a aussi profité du désarroi des familles en leur faisant croire qu'ils sont aussi les propriétaires du logement. C'est ainsi qu'ils se sont permis, en utilisant la peur et la pression,

de provoquer l'expulsion de beaucoup d'entre elles tout en poussant l'escroquerie jusqu'à exiger de rembourser l'intégralité de la dette. Beaucoup de familles se sont ainsi trouvées expulsées, endettées et sans alternatives de relogement. Néanmoins, pour basculer du statut de propriétaire de la dette à celui de propriétaire du logement, une mesure juridique est nécessaire, mais elle peut durer jusqu'à 3 ans. La PAH lutte particulièrement contre les pratiques de cette entité financière. D'autant plus que celle-ci se constitue un parc de logements vides dans la perspective de spéculer un maximum à la revente. Santi, un des experts juridiques de l'association, décide de diriger une action médiatique. Pour se faire, lui et Suzana se sont fait passer pour un jeune couple intéressé par l'achat d'un appartement Blackstone. Ils donnent alors rendez-vous à l'agent immobilier pour visiter et signer une proposition d'achat. Naturellement, l'agent leur ouvre la porte. Après 15 minutes de visite, une fausse signature et une poignée de main, 70 membres de l'association ont envahi l'appartement. Des caméras et des policiers sont apparus. Intelligemment, le fait de ne pas avoir ouvert la porte et de n'avoir causé aucune détérioration a contenu les forces de l'ordre dans l'impossibilité d'intervenir, il n'y avait pas eu d'infraction. De plus, la Directa⁷, ce web journal local, avait été informé dès l'entrée dans l'appartement, ce qui leur a permis de filmer les premières réactions et d'interviewer les militants sur le moment. Le réseau Twitter a ensuite fait circuler l'information à très grande échelle.

Cette action ne devait être que temporaire, quelques heures tout au plus, seulement pour faire assez de bruit et ouvrir un espace médiatique suffisant. Même si la porte (anti-occupation) n'a pas été fracturée, nous attendions tout de même les policiers d'un moment à l'autre, au moins pour l'identification d'un d'entre nous. Santi s'était automatiquement déclaré volontaire si le cas se présentait. La journée avance et notre réunion de commission devait se dérouler dans la soirée, nous décidons de la faire dans l'appartement lui-même. Lors de cette réunion, peu de choses ont été actées, sinon la simple décision de continuer d'occuper ce logement jusqu'au lendemain, d'essayer le tout pour le tout. Pour ce faire, il a fallu constituer une équipe afin de rester

7 : La Directa est un média indépendant catalan particulièrement en lien avec les mouvements sociaux de la région. C'est avec cette chaîne que se gèrent principalement les conférences de presse, les événements d'envergure, les manifestations, etc. C'est un allié médiatique particulier toujours disposé à intervenir. Ce sont eux qui ont diffusé la récupération de la Bordeta, la récupération de l'appartement Blackstone, les actions d'occupations de banques, notamment celle correspondant à l'agence BBVA du Passeig de Gracia, qui a fait l'objet d'une série de 40 séquences, disponible sur internet. Mais elle couvre aussi la large actualité de beaucoup d'autres mouvements sociaux et politiques, notamment l'éviction de l'okupation Bank Expropiat en mai 2016.

« @La_Directa le 7 juin :
 #ÚLTIMAHORA | La PAH ocupa
 un habitatge del fons voltor
 Blackstone #OkupaBlackstone »⁸



Figure 2.27
 Récupération de l'appartement Blackstone
 © Gorka Leiza, <http://twitter.com>

« @La_Directa le 8 juin :
 Concertes visita per comprar un pis i
 l'ocupes. Nova estratègia @PAH_BCN @
 ObraSocial_PAH »⁹

8 : #DERNIEREMINUTE | La PAH ocupa un logement du fond voleur Blackstone #OkupaBlackstone. La Directa
 9 : Convoque une visite pour acheter un appartement et tu l'occupe. Nouvelle stratégie @PAH_BCN @ObraSocial_PAH. La Directa

sur place pendant la nuit et maintenir une veillée. Le lendemain, tous les membres de l'association sont convoqués encore une fois au pied de l'immeuble pour prendre le relai de manière conviviale et animée. Lors de cette deuxième journée, et voyant que la police ne daigne toujours pas venir nous chercher, il a été question de se positionner réellement face à ce logement qui commence alors à devenir une récupération. Personne n'aurait soupçonné qu'il aurait été possible de le garder, de l'occuper réellement, ce fut un événement inédit. C'est une décision que l'association et la commission Obra Social tente à ce moment de réfléchir et de débattre démocratiquement. Néanmoins, la situation est évidente, ainsi nous votons pour qu'il entre parmi les logements de la Obra Social de la PAH. Il faut alors trouver un bénéficiaire et une équipe motivée pour relayer les gardes de nuit au moins une semaine. L'appartement est grand, il comporte trois chambres, un balcon, mais la cuisine est insalubre, de la vaisselle et des restes alimentaires n'ont pas été nettoyés depuis 3 ans que l'appartement est inoccupé. Il possède l'électricité, mais pas d'eau courante. Pour occuper cet appartement, il faudra s'atteler à des travaux de rénovation et avoir quelques compétences en plomberie. Pomares, jeune, motivé et à la recherche d'un logement est l'individu parfait qui pourra assumer de remettre à neuf l'appartement durant quelques semaines. Et c'est ainsi qu'un appartement de plus a été récupéré.

Ici le logement était un outil privilégié de la communication, un moyen de provocation. La médiatisation était le premier moteur de cette action, mais c'est de cette manière que l'occupation est aussi devenue une évidence. Cette récupération particulière a donc articulé un outrage public, celui de la récupération, avec des prises de position politique en interne, où la place de la réunion Obra Social improvisée a tenu un rôle crucial, tout cela dans un enrobage médiatique qui favorise l'acceptation et la légitimité de l'acte en soi.

#LABORDETA ES DE TOTES¹⁰

Une campagne médiatique majeure à laquelle j'ai pu participer fut celle qui devait avoir lieu en parallèle du procès de Aida, Llum et Raul. Le procès devait se tenir le 1er juin de l'année 2016, et dès le mois d'avril, les membres de la commission pensaient à la mise en place d'une campagne de communication large qui permettrait de mobiliser l'opinion et de mettre en condition le jugement. Pour la commission, il n'était pas évident que le procès se termine comme souhaité, la campagne de soutien pour la Bordeta représente alors un enjeu qui conditionnera peut-être le verdict final. Pour cela, la campagne prend place sur internet au travers des réseaux sociaux majeurs, en particulier Twitter, Facebook, YouTube.

Aida est la mieux placée pour organiser ce qui se déroule sur Twitter. Toujours équipée d'une batterie de secours pour son téléphone, elle est branchée en permanence. Elle connaît tous les codes de la communication sur les réseaux sociaux. Il est décidé lors d'une commission de lancer un *hashtag* qui permettra la mobilisation des collectifs amis de la région et du reste du pays sur le réseau Twitter. Ce sera #LaBordeta, et #LaBordetaesdetotes. Aida nous informe alors que l'idéal serait de lancer la campagne à 11h le jeudi 26 mai, une date et une heure qui ont beaucoup d'importance sur l'effet de la campagne.

Néanmoins, le plus important sera de compter sur la mobilisation des collectifs amis du quartier et de la ville. Le soutien de mouvements locaux permettant notamment de faire pression sur la mairie. Pour se faire, il est question de réaliser une vidéo courte et percutante, qui délivre un message clair, avec une pointe d'humour et un rendez-vous fixé en moins de 3 minutes. C'est Enric qui sera en charge de cette mission. L'année dernière, il avait déjà réalisé le clip #LaBordetanosetoca, «*Mulla't pel bloc la Bordeta !* »¹¹. C'est un ami d'un collectif Okupa, *la Cinètika*, un cinéma occupé dans le quartier de Sant Andreu, au nord de la ville. Enric est en fait le réalisateur de la commission, c'est son métier, mais il met à disposition son savoir-faire bénévolement. Nous avons élaboré le script avec lui, proposant des idées à la volée. La vidéo a fini par prendre la couleur d'un documentaire, devant simuler des prises du type micro-trottoir, un format qui permet

10 : La Bordeta appartient à tout le monde

11 : « Mouille toi pour la Bordeta ! » disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=Z3KUMiPXrRc>

plus facilement d'introduire des touches d'humour. Le script donne la place à une liste de collectifs amis du quartier ou de la ville, des collectifs symboliques. On a notamment demandé l'aide à *Can Masdeu*, *okupa* emblématique de la lutte environnementale, à la *Ciutat Invisible*, la librairie révolutionnaire du quartier de Sants, ou à *la Base*, centre social *okupé* du quartier voisin. Chaque collectif volontaire aura une phrase à jouer dans un discours continu. La scène est alors filmée chez eux, dans un décor qui permette de les situer. Le message est clair : tous les citoyens sont invités à soutenir la Bordeta qui a été récupérée au nom de tous, la force citoyenne se soulève pour se défendre elle-même.



Figure 2.28
Tournage de la campagne la vidéo la Bordeta es de totes, avec les *Bomberos indignados*
Photo personnelle



Figure 2.29
Tournage de la campagne la vidéo la Bordeta es de totes, avec les *Iaioflautas*
Photo personnelle



Figure 2.30
Extrait de la vidéo de campagne #laBordetaesdetotes
© PAH Barcelona, <http://www.pahbarcelona.org>

SCÉNARIO

LA CIUTAT INVISIBLE : *Le Bloc la Bordeta ? Oui c'est un immeuble pas très loin d'ici...*

CAN VIES : *Ca faisait des années qu'il était vide, si je ne me trompe pas il appartient à la SAREB... Les gens de la PAH l'ont récupéré !*

MAREA PENSIONISTA : *La PAH... Ce sont des gens qui luttent contre les expulsions et qui viennent bloquer tous les quatre matins l'agence BBVA du passage de Gracia.*

CAN BATLLO : *Maintenant dans le bloc vivent 8 familles, avec des enfants. Ce sont des gens qui n'avaient aucune alternative de relogement.*

MAREA PENSIONISTA : *Ils sont super sympas ces gens de la PAH, ils s'impliquent dans le quartier... Et apparemment les filles sont célibataires !*

IAIOFLAUTAS : *À Barcelone le problème c'est qu'il n'y a jamais eu de logements sociaux...*

CAN MASDEU : *Mais il existe des tonnes de logements vacants...*

HABITATGE DE GRACIA : *Et les prix des loyers n'arrêtent pas de grimper !*

TRAS LA MANTA : *À Barcelone, on ne respecte pas les droits de l'homme.*

MAREA GROGA : *Il y en a qui le chantent, d'autres qui bloquent la porte du Parlement,*

LA BASE : *Et tous, on est toujours dans la rue*

NOU BARRIS : *La SAREB et les entreprises se mettent d'accord*

APE : *Le premier juin c'est le procès*

Ils veulent nous laisser dans la rue

Et on ne va pas le permettre

HABITATGE DE GRACIA : *La SAREB est le fruit de notre argent, mais ils veulent continuer à spéculer avec le logement*

BOMBEROS INDIGNADOS : *Les gouvernements préfèrent sauver les banques que les personnes*

EL LOKAL : *Si les juges ne partagent pas notre point de vue... Qui nous défendra ?*

NOSOTRAS MISMAS : *Nous n'en pouvons plus des procès pour défendre nos droits !*

CAN VIES : *Nous demandons que s'annule le procès pour négocier...*

MAREAPENSIONISTA : *Que le bâtiment soit cédé à l'administration publique et qu'il fasse partie du parc de logements sociaux...*

CAN BATLLO : *Et nous voulons que soient respectées les volontés de ses habitants de rester chez eux, dans leur quartier.*

La vidéo fut réalisée en une semaine, mais il fallait l'accompagner d'une campagne sur les réseaux et sur le terrain. Pour ma part, j'ai contribué au graphisme de l'affiche qui fut distribuée et communiquée sur les réseaux. De la même façon s'est organisé un *Vermut Cooperatiu*¹² dans le quartier auquel nous avons participé. Il s'agissait d'un apéritif musical dans le quartier de Sants où la PAH est intervenue pour sensibiliser et demander le soutien du quartier et de ses habitants. À cette occasion, j'ai aussi pu contribuer au dessin de gobelets à l'effigie de la Bordeta, avec un message, *La Bordeta es del barri*¹³ !

D'une certaine manière, la campagne mise en place pour la défense du bloc la Bordeta a permis de déployer un panel de moyens et de compétences, à l'échelle du quartier, au travers des *Vermut Cooperatiu*, à l'échelle de la ville, avec une vidéo qui fédère de nombreux collectifs Barcelonais, et enfin à l'échelle nationale voire internationale au travers des réseaux sociaux qui connectent les luttes sans frontières. Cette campagne a permis de fédérer un soutien, mais aussi d'exprimer clairement les 3 intentions de la Obra Social, que le procès s'annule pour laisser place à une négociation ouverte, que les logements soient cédés au parc de logements sociaux et que les volontés des familles d'y rester soient respectées.

12 : Apéritif Coopératif

13 : La Bordeta est au quartier !



Figure 2.31

Affiche de convocation au procès de la Bordeta

Photo personnelle

De l'illégalité aux réseaux cryptés

L'illégalité induite par le fait d'occuper un local ou un logement est une menace permanente. En effet, elle conduit les acteurs à porter une attention très particulière aux actions, à certaines réunions ou moment de préparation. Finalement, c'est une deuxième forme de vie publique qui se déploie, un deuxième niveau de publicité qui se développe en interne. Ici, dans les moments de la vie publique qui articulent des réunions, des partages de données, d'informations, de communication, il est souvent préconisé de crypter les échanges, afin de garder une forme de sécurité dans les mises en réseau. Cette forme de communication, liée à un second réseau interne, est finalement assez exclusive et c'est son but. En effet, là où Facebook, twitter et instagram sont des outils puissants pour communiquer de manière rapide au plus grand nombre, les réseaux comme *Telegram*, *Titanpad*, *Riseup* ou bien *Whatsapp* (crypté depuis peu, il reste l'outil de messagerie instantanée la plus utilisée) sont réservés à des personnes de confiance.

À la PAH, la messagerie *Telegram* est démocratisée, il s'agit d'une messagerie cryptée qui peut permettre une conversation ultra sécurisée. Une minuterie est disponible qui permet de supprimer certains messages à partir d'un temps donné après la réception. Néanmoins, elle est utilisée au travers d'un groupe commun où circulent des informations de rendez-vous et de convocations. C'est un groupe où sont rassemblés 200 membres et la liste pour en faire partie est disponible sur le site internet de la PAH. C'est la source d'information principale et officielle de la PAH. Delia et Wilson sont les créateurs de ce groupe et à chaque ajout de nouveaux membres, ils communiquent les règles qui régissent le fonctionnement de ce groupe virtuel :

« Le groupe a été créé pour une communication rapide entre tous les membres de la PAH Barcelona et pour cela son usage doit être réduit au minimum pour éviter qu'il perde de l'efficacité et qu'il reste fidèle à sa fonction première : ÊTRE L'UNIQUE SOURCE OFFICIELLE D'INFORMATION SUR L'ACTIVITÉ DE PAH BCN. Il est demandé à tous les usagers un exercice d'intelligence émotionnelle afin d'éviter les commentaires et le partage de nos émotions, en particulier les émotions négatives. Les commentaires rapides et parfois peu réfléchis sont à l'origine de malentendus qui finissent par provoquer des conflits inutiles. Nous avons tous nos opinions et nos points de vue, qui ne coïncident pas forcément, mais ce n'est pas le lieu pour les exprimer. »¹⁴

Dans la commission, il nous est arrivé souvent de travailler en collaboration sur un Titanpad. Il s'agit finalement du même principe que Google Drive, qui permet de collaborer à plusieurs sur un même fichier. Néanmoins, le Titanpad ne demande aucune identification particulière, il suffit d'avoir eu l'adresse du fichier pour y accéder. De cette manière, aucune adresse mail n'est rattachée au fichier. Néanmoins, son libre accès est une limite évidente. Si quelqu'un arrive à trouver l'adresse du fichier, il peut avoir accès à tout le contenu et même y participer. Il est aussi possible de générer un Titanpad privé, mais il s'agira de s'identifier particulièrement. La commission utilise beaucoup cette manière de travailler, surtout pour l'élaboration de documents en commun, comme le scénario de la vidéo dont nous avons parlé plus avant par exemple. Néanmoins, les échanges se font toujours simplement sur une boîte mail classique.

À Calafou, une *okupa* de la cinquième couronne Barcelonaise, il n'est pas question d'utiliser ces réseaux classiques. Calafou, se définit comme une *colonie éco-industrielle post-capitaliste*. Au 19ème siècle, ce fut un moulin puis une usine de textile. Sur le site, se déployaient les lieux de fabrication, les logements des ouvriers, des salles communes et une école. Calafou est actuellement un site en ruines réinvesti en partie par une vingtaine de personnes. Leur mode de vie est assez extrême, partant du principe que ce site est un rejet de la société capitaliste, ils le réinvestissent selon des principes communautaires anarchistes qu'ils conçoivent comme préfigurant la chute du modèle. Parmi les ruines et les gravats, chaque occupant s'est approprié un local, une partie, un espace pour y installer un atelier particulier. On y trouve une brasserie artisanale, un atelier mécanique, une grande halle de fabrication pour bois et métal, mais aussi un atelier informatique où se pratique l'art du *hacking* qui s'apparente au piratage informatique ou ce qui permet l'échange discret d'informations illégales ou personnelles. En en parlant un peu avec Miguel, celui qui nous a fait visiter les lieux, il est important pour eux de laisser le moins de traces possible sur internet et de n'échanger des informations que de manière cachée. Il m'explique qu'ils utilisent pour cela la messagerie *Riseup.net*. Mais d'après leur description, ce qui ressort également c'est le besoin de se

sentir indépendant d'un grand nombre de réseaux internet et mobile détenu par des entreprises internationales dont ils ne partagent pas la philosophie. Les réseaux cryptés sont l'occasion d'une émancipation, mais aussi d'une forme de créativité, générer des prototypes de nouveaux moyens de communiquer.

Néanmoins, à la commission Obra Social, nous communiquons au travers de l'application *Whatsapp* pour ce qui est des échanges quotidiens, où les groupes organisés restent les plus utilisés et les plus pratiques. Lors de mon enquête, j'ai été intégrée à 4 groupes différents, qui fluctuent en fonction des besoins et des participants. Le groupe principalement utilisé pour l'échange d'informations, de rendez-vous et d'opinions s'appelle *Okupas y contentas*¹⁵. Ces groupes, loin d'être aussi ouverts que le *Télégram* général de la PAH sont plus libres et permettent d'échanger de manière informelle, parallèle. Un soir de plus à la terrasse du *Bona Sort*, Monica nous parle du quartier. Il est vrai qu'elle lui accorde beaucoup de temps et aussi beaucoup d'affection. Elle nous explique alors comment ils s'organisent dans le quartier avec les réseaux associatifs :

« À Sants il y a beaucoup de collectifs, vraiment, et des jeunes comme des vieux. Nous on adore les mouvements associatifs du quartier, ce sont toujours des personnes motivées et super sympas. Ce sont des personnes engagées et vraiment douées, il y en a qui sont des experts, d'ailleurs quand il ne faut pas rigoler, ils ne rigolent pas... Avec Llum et Aida, on est dans le groupe Whatsapp du quartier, qui réunit toutes les associations. Ça s'appelle la Radio roja. Ce groupe, c'est pas pour discuter ou papoter comme avec le Télégram de la PAH, où ils s'envoient des petits coeurs, etc. Dans ce groupe, s'il y a une urgence, que quelqu'un envoie un message d'alerte avec un lieu de rendez-vous c'est direct, Pam !! Tout le monde est là, même à 3 heures du matin ! Ça ne rigole pas, c'est beaucoup plus sérieux. Quand il y a une expulsion de prévue, un collectif en danger, quand il y a un besoin de soutien à tel endroit, pour monter la garde, s'il y en a

qui se font surprendre par des fascistes de l'autre côté enfin voilà, on garde le quartier, on se soutien et on prend soin les uns des autres. Ici à la PAH, on a un groupe avec 195 membres et quand on envoie un message de rendez-vous, on peine toujours à être à l'heure et à avoir du monde ! Mais bon, ça, c'est autre chose tu vois... Et puis on va aux réunions du quartier aussi, c'est une fois par mois. Des fois aussi, on va vers Gracia ou Sant Andreu. En ce moment, nous trois on fait des ateliers pour ouvrir des serrures. Ce genre d'ateliers sont super importants, parce que sinon, on ne pourra jamais s'organiser et se défendre ! Nous aussi il faut qu'on s'organise, qu'on soit aussi malin pour pouvoir récupérer des appartements ! Sinon comment veux-tu y arriver ? Ensuite quand on sera formé, on fera aussi nos propres ateliers ! »¹⁶



Figure 2.32

Aida à la terrasse du Bona Sort

© Arianna Giménez Beltrán, <https://distrincte15.info>

Vivre dans un bloc occupé de la PAH est une manière de vivre à part entière. En effet, les efforts liés à l'installation sont le lieu de la mise en pratique technique de savoir-faire, où le logement devient support d'expérimentation. Une situation précaire qui permet pourtant un partage de compétences et l'apparition de nouveaux liens. La communauté générée sur des principes de solidarité et de participation politique devient un lieu à part entière où tout peut être inventé. Néanmoins, il a aussi été question de mettre en valeur la manière dont la vie privée est alors foncièrement incrustée avec l'activité de l'association. En cela, les limites sont floues entre vie privée et vie publique. La PAH est aussi un modèle particulier de communication. La Bordeta a été le sujet de nombreuses campagnes et d'actions diverses. À travers d'autres exemples, nous avons aussi pu mettre en valeur l'importance de l'action médiatique et de son organisation. La médiatisation, garant de la légitimité, est un atout qui peut venir s'introduire dans la vie quotidienne, mais qui dirige aussi des savoirs et des compétences. Enfin pour conclure nous pouvons nous rendre compte que la Obra Social est un cas d'occupation bien particulier qui s'attache à négocier avec les entités financières et les administrations. En cela, elle diffère de l'okupation. Dans une dernière partie nous allons mettre en perspective cette négociation, au travers de la définition du mouvement, au travers une nouvelle organisation institutionnelle et au travers de la figure de la Bordeta et de son procès.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Figure 3
Le toit terrasse de la Bordeta
©Arianna Giménez Beltrán, <http://districte15.info>

CHAPITRE 3

ENTRE PAH ET OKUPA, DES NEGOCIATIONS ET DES MODELES EN TRANSITION



LA PAH, LIMITES ET PERSPECTIVES

De l'Okupa à la Obra Social

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La Obra Social est un modèle d'occupation bien particulier. Néanmoins, nous allons mettre ici en perspectives les différences et les rapprochements possibles par rapport au mouvement *Okupa*. Nous allons voir en effet les manières dont la PAH organise une négociation constante. Elle essaye de construire un discours cohérent, acceptable et logique parmi des visions maintenues du droit à la propriété privée. Il s'agit d'une illégitimité des occupations maintenue par des codes et des marques de la lutte pour le droit au logement où occuper est un acte de protestation et de pression. Dans cette partie nous allons donc mettre en perspective cette pratique de l'occupation au regard de certaines *okupas*. Il s'agira de regarder dans un premier temps si la Obra Social se place en continuité d'un tel mouvement et les rapports qu'ils entretiennent. Dans un deuxième temps nous révélerons des définitions de la Obra Social en débat, des flous identitaires qui posent question. Enfin, il s'agira de mettre en perspective la Obra Social de la PAH dans son quartier, Sants, afin de mettre en valeur les articulations sociales qu'elle génère.

La Obra Social, un modèle avancé d'Okupa ?

Dans les développements précédents nous avons pu présenter ce qui différencie les mouvements d'occupation divers de celui de la PAH afin de développer un second temps dédié à l'aspect anthropologique du logement occupé dont les aspects sont transversaux. La Obra Social de la PAH est donc une forme d'occupation bien particulière, en premier lieu parce qu'elle est rattachée à un mouvement qui est organisé de manière différente du mouvement *Okupa*. La PAH est un système formalisé et même s'il est difficile pour ces membres de l'admettre, il reste hiérarchisé, notamment entre militants activistes et victimes dans le besoin. Cet aspect est vu négativement par les personnes de l'association et notamment pour les membres de la Obra Social qui tentent perpétuellement de pallier à cette différenciation. On peut dire qu'elle tend à être éliminée, et que la force du mouvement vient aussi d'un *empoderamiento* constamment mis en avant. D'une certaine manière, cela tend à se rapprocher de l'organisation liée aux mouvements *Okupas* qui ne fédèrent que des activistes autour d'un système souvent informel, horizontal et assembléiste.

Il s'agit ici de mettre en valeur également la nuance, entre activistes et victimes. Cette distinction place naturellement la raison de l'implication dans un mouvement social ou dans un autre. Les victimes viennent par nécessité, là où les activistes s'impliquent par conviction, par volonté politique de changement et de perturbation du système en place. Ce sont eux qui sont généralement à l'initiative des actions et des manifestations. Mais il s'agit aussi, contrairement aux victimes, de personnes qui possèdent déjà une expérience militante. Organisés dans un réseau, un milieu dont ils connaissent les subtilités, ils savent en utiliser les codes, s'en emparer. Un exemple à la PAH, lors des assemblées, est bien la capacité pour certains à prendre la parole avec aisance, à utiliser un certain vocabulaire, celui de la lutte. Cela place alors l'assemblée de coordination dans un schéma inégal, où certains individus sont plus armés que d'autres à participer au débat. Mais dans un certain sens, la PAH est aussi un modèle différent, qui organise et fédère un large public, notamment des personnes qui n'ont aucune expérience militante antérieure et aucun référentiel contestataires et/ou politiques.

Cela nous amène à un deuxième aspect de distinction important à mettre en valeur entre la PAH et les Okupas. En effet, cette différenciation entre militants et personnes affectées en apprentissage, c'est le milieu dans lequel le mouvement social se reflète et trouve ses codes. Il s'agit d'une sorte d'identité véhiculée ou recherchée. Les activistes *okupas* sont souvent situés dans le monde de la contre culture comme nous l'avons déjà vu, à la différence de la PAH qui se situe dans une culture beaucoup plus diffusée de la société. Cette distinction découle plus ou moins de la première, dans le sens où une faible expérience ou sensibilisation activiste est aussi le signe d'appartenance à une culture intégrée. Mais cette distinction est peu intéressante si on la regarde essentiellement du point de vue de la définition ou de l'identité interne. En effet, ce qui est plus intéressant selon moi c'est plutôt l'identité fabriquée et véhiculée par l'opinion publique, cette masse informe où se fabriquent les stigmates et les préjugés. En fait, ce retour médiatique est déterminant dans l'évolution du mouvement lui-même. La PAH, par son potentiel à intégrer largement de nouveaux participants, notamment sans expériences, donne à voir médiatiquement un mouvement de personnes dirions nous «normales». Ce phénomène permet de prétendre médiatiquement et publiquement à une légitimité implacable. Cela permet ensuite de faciliter certaines actions, comme occuper des logements vacants. Ceci est beaucoup plus délicat à faire valoir pour des activistes *okupas*. En effet, l'identité forte et assumée d'une contre culture porte des représentations qui peuvent être divergentes, mais qui ne génèrent pas autant d'acceptation.

Cette légitimité grandissante dans l'opinion que l'on se fait du mouvement est aussi en lien direct avec les moyens d'action. En effet, la PAH est un mouvement qui milite exclusivement pour le droit au logement. Le logement occupé n'est pas forcément une fin en soi, mais un moyen de déclencher une forme de négociation avec les institutions ou les entités financières (des organisations qui elles-mêmes perçoivent le mouvement selon ses répercussions médiatiques, pouvant altérer leur propre image). Les *okupas*, dans l'univers anticapitaliste

« Les PAH estan actuant com a moviment social generador de consciència col·lectiva i han sabut situar un marc d'injustícia molt clar que ha connectat amb la majoria de la població. »¹

1 : «Les PAH agissent comme mouvement social générateur de conscience collective et ont su situer un marqueur d'injustice très clair qui a connecté avec la majorité de la population» GONZALEZ GARCIA R. « Movimientos sociales y vivienda en España » dans *Boletín Científico Sapiens research*, Vol. 6, 2016, pp 31-35.

qu'elles réfutent, ne se contiennent pas nécessairement au domaine du logement, même si elles le soutiennent aussi. Ainsi, le logement occupé est pour le mouvement *okupa* une fin en soi et un moyen aussi de lutter. C'est le moyen de vivre selon des convictions personnelles, mais c'est aussi une fin puisqu'il est souvent exclu de dialoguer avec les institutions et de négocier un accord. De cette manière le mouvement *okupa* se trouve directement en confrontation avec les institutions, alors que les occupations de la PAH sont tout de suite incluent dans un système de négociation.

On le voit, la Obra Social de la PAH est un modèle finalement

« D'altra banda, la radicalitat de les propostes okupes i el seu atac a la propietat privada han dificultat l'emmarcament del seu discurs en els marcs mestres hegemònics. En un context de dominació simbòlica neoliberal, el moviment per l'okupació tindrà greus dificultats per emmarcar els seus discursos. Però en canvi, el fort suport social del moviment dels indignats del 15-M o de les pah obren un nou cicle de lluites centrat en demandes bàsiques contra el model neoliberal de gestió de la crisi i en favor d'una democràcia real, amb autonomia dels mercats i lliure de les corrupteles i de la indiferència de la classe política. »

différent des Okupas et on peut démontrer que la PAH est un modèle plus ouvert. Il porte des revendications plus déterminées et orientées vers le logement, mais entretient des capacités beaucoup plus larges d'intégration de nouveaux membres. Pour illustrer cela, je vais prendre mon propre exemple. Avant de mettre les pieds à la PAH, je n'ai eu que de très petites expériences militantes. Ainsi, mes premiers pas à la PAH furent dirigés par la curiosité et non par l'expérience. L'initiative de ce mémoire étant à l'origine de ma venue, je ne savais pas vraiment comment me présenter. Mais les membres de la commission Obra Social, à l'initiative de Monica, sont eux-mêmes venus à ma rencontre, ils m'ont intégrée de manière très simple, soucieux de fédérer une jeune génération et de nouveaux individus. Ce fut aussi selon moi

3 : «D'une autre manière, la radicalité des protestations okupas et son attaque à la propriété privée ont rendu difficiles la marque de son discours sur des marqueurs hégémoniques. Dans un contexte de doination symbolique néolibérale, le mouvement pour l'okupation aura de grandes difficultés à incorporer ses discours. Mais d'une autre manière, le fort support social du mouvement des indignés du 15M ou des PAH ouvrent un nouveau cycle de luttes centrées sur les demandes basiques contre le modèle néolibéral de gestion de la crise et en faveur d'une démocratie réelle, avec l'autonomisation des marchés financiers, libérés de la corruption et des classes politiques. » *Ibid.*

une démonstration de nouvelles formes de luttes, activées par la pédagogie et la transmission. En effet, moi qui n'y connaissais rien, j'aimais dire que j'étais « à l'école de la PAH » . Cette forme d'*empoderamiento*, est valable et pour les victimes comme pour les personnes engagées. Mais de manière encore plus déterminante, elle a aussi été le moyen d'ouvrir mon parcours sur des *okupas* plus fermées. La Obra Social de la PAH est donc un modèle transversal qui se connecte par la lutte négociée avec le pouvoir institutionnel et par l'action subversive au monde *okupa*. Une forme d'entre-deux que Robert Gonzalez Garcia considère lui comme un *nouveau cycle de luttes, concentré sur des demandes matérielles basiques*. Très récemment (c'est à dire après mon retour en France), s'est occupé un nouvel immeuble à Barcelone, le bloc Jahnela, dans le quartier de Gracia. Cette occupation a donné lieu à un message Twitter de la part de l'association qui se démarque clairement du mouvement *okupa* : #NoOkupamosRecuperamos³.

«El primero que hay que entender de los espacios autogestionados o alternativos es que la gente es muy... muy desconfiada. Entonces, la cosa que me encuentre en la Obra Social o en la PAH de Barcelona a diferencia de otros espacios era el echo de que ma acogieron en seguida. O sea no preguntaron, no desconfiaron es como, venga pa'qua ! Eso para mi fue muy importante la verdad, porque estaba dando tumbo, hacia tres semanas dando tumbo, y no tenia muy claro...»²

2 : Extrait d'entretien avec Pomares le 01/08/16 : «Il faut d'abord comprendre que les espaces autogérés ou alternatifs se sont des gens très... très méfiants. Donc ce que j'ai trouvé à la Obra Social ou à la PAH de Barcelone à la différence d'autres espaces c'était le fait qu'ils m'ont accueillis tout de suite. C'est à dire qu'ils ont pas demandés, ils ont pas été méfiants, ça a été juste toi viens par là ! Ca pour moi ça a été très important réellement, parceque je n'en pouvais plus, ça faisait trois semaines que je galérais et j'avais rien de très sur...»

3 : #Nous n'okupons pas, nous récupérons

Un manque de définition

La Obra Social de la PAH est comme nous l'avons vu, la commission la plus radicale de la PAH. Elle fédère dans son organisation des personnes issues du mouvement *Okupa* (à la Bordeta, Llum a déjà fait l'expérience d'une *Okupa* dans le quartier de Trinitat Vella). Mais cette vision de l'occupation n'est encore pas favorisée dans la PAH de Barcelone c'est un mode d'action qui a encore du mal à trouver ses limites et ses valeurs de légitimité au sein du mouvement. En effet, nous lorsque nous avons parlé du mode d'habiter de la Bordeta, nous avons évoqué l'intégration de nouvelles personnes, les décisions qui en conviennent sont encore source de conflit.

La forte adhésion à la Obra Social de la PAH est le signe d'une figure d'ouverture considérable du mouvement, ce qui lui confère une force politique et une légitimité implacable. Néanmoins, à l'intérieur même de l'association il est très délicat de fédérer les personnes sans expériences et d'enseigner cette force d'autonomie militante. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'un acte risqué comme l'occupation, il est délicat de générer chez certaines victimes, l'*empoderamiento* qui permettra d'ouvrir une porte en pleine nuit, de réparer l'électricité, d'affronter les forces de l'ordre, les médias ou les voisins, de préparer un réquisitoire contestataire, de s'appliquer à des règles de cohabitations démocratiques autour d'une assemblée hebdomadaire, de se sentir appartenir à un mouvement global, de trouver la force pour invoquer en soi un

« Pues es una forma de reivindicacion no ? De desobediencia, es una forma de... sobre todo el derecho a la vivienda, que esta dentro de los derechos humanos, es algo que tiene que ser si o si. No deberia haber nunca nadie sin casa o sin techo. Entonces, junto a otros derechos basicos, es muy... es una cosa que se pueda hacer que... O sea para mi no es solo ocupar en si, es ocupa, resiste y reivindica lo que estas haciendo ! Y reivindica que la gente tambien lo haga ! Y invita todo el mundo a esta desobediencia no ? Yo creo que es lo mas importante, lo que mas tenemos que legitimar es esta desobediencia o la desobediencia en general. Y claro no hacerlo escondido, no hacerlo con miedo, yo creo que habria que hacerlo siempre... como los bloques ocupados no ? »³

3 : Extrait d'entretien avec Pomares le 01/08/16 : «Et bien, c'est une forme de revendication non ? De désobéissance, c'est une forme de... surtout le droit au logement, qui fait parti des droits de l'homme, c'est quelque chose qui doit être là absolument. Il ne devrait jamais y avoir de personnes sans maison ou sans toit. Alors, avec d'autres droits basiques, c'est quelque chose qui peut se faire qui... C'est à dire que pour moi ce n'est pas seulement occuper en soi, c'est occupe, résiste et revendique ce que tu es en train de faire, et revendique que tout le monde le fasse aussi, et invite tout le monde à cette désobéissance non ? Moi je crois que c'est le plus important, ce que nous devons le plus légitimiser c'est cette désobéissance ou cette désobéissance en général. Et c'est clair ne pas le faire caché, ne pas le faire avec peur, moi je crois qu'il faudrait toujours le faire... Comme les blocs occupés non ? »

militantisme qui légitimise une façon de vivre quotidienne. On constate que la tâche est difficile, qu'il est compliqué de transmettre cette conviction et cette autonomie militante qui donne du courage. Finalement, ce que dit Pomares dans cet extrait est facile à exprimer de son point de vue, mais c'est un fait qui n'est pas évident pour tous les individus, tous âges confondus. Ainsi, beaucoup de familles se trouvent dans l'incapacité d'occuper seules, c'était le cas de Noria et de ses trois enfants. Noria travaille comme agent de nettoyage et peine à organiser son temps pour s'occuper de ses enfants. Elle s'est alors retrouvée dans une situation de grande détresse émotionnelle et matérielle lorsqu'on lui a appris son expulsion. Il s'agissait de l'expulsion de l'appartement d'un petit propriétaire, elle n'avait plus les moyens de payer le loyer. Comme dans beaucoup de ces cas, l'expulsion est compliquée à éviter, car il est difficile de négocier face à un particulier. Ainsi, Noria a été relogée de manière urgente à la Bordeta dans un des appartements du rez-de-chaussée, trop exigüe pour sa famille, il était néanmoins sa seule solution de repli. Elle savait que sa situation ne pouvait pas durer éternellement dans cet appartement. Lorsque nous avons ouvert l'appartement Blackstone, il était question dès le début que Pomares s'y installe de manière provisoire. Cet appartement était effectivement trop grand pour ses besoins, il conviendrait mieux à une famille avec enfants. C'est ainsi que, quelques semaines après son installation, il a fallu mettre au clair cette situation. C'est alors que pour le cas de Noria, l'appartement de Pomares s'est révélé être une bonne opportunité. Néanmoins, il s'agit d'une situation inconfortable puisque si Noria entre dans l'appartement de Pomares, où va-t-il se loger ? Pour la commission Obra Social, il semblait évident que Pomares prenne la place de Noria dans le bloc la Bordeta. Invité à vivre dans le bloc à l'initiative des habitants, il était déjà comme chez lui. Il s'agissait finalement d'un simple échange. Mais cette situation a soulevé des problèmes et généré des crispations, remettant en question l'implication des membres, faisant entrer des jugements de valeur dans le débat, il s'agissait d'une situation de crise.

Cela nous permet de mettre en valeur le manque de définition du mouvement d'occupation de la PAH, qui a besoin d'un nombre de personnes moteur, comme Pomares, qui possède ce capital militant pour permettre à des personnes comme Noria d'occuper un logement. Il peut s'agir, comme dans ce cas, d'une aide matérielle ou technique. Ici Pomares s'est engagé à changer la porte en acier anti-occupation, à replacer une serrure neuve et à réinstaller l'eau courante. Mais c'est aussi une aide morale, qui permet d'assumer cet acte, de le revendiquer jusqu'au jour du procès. Cela illustre bien ce que nous avons déjà évoqué, la PAH comme modèle associatif, a du mal à se détacher d'une forme de fracture entre activistes et victimes sans expérience militante. Ici, lorsqu'il s'agit de l'occupation d'un logement, l'aide de personne comme Pomares, Aida, Llum ou Monica est indispensable. En ce sens, la PAH et la Obra Social ont besoin d'un savoir-faire *okupa*, ce qui illustre un manque de définition propre.

D'une autre manière, il était question d'une double indéfinition. Pomares était jugé par l'association comme un individu n'étant pas éligible à l'obtention d'un logement de la Obra Social, il ne remplissait pas les critères⁴. En effet, nous l'avons vu, la PAH est un modèle ouvert et sa stratégie prend place là où il est possible de négocier avec les institutions et les entités financières. Les personnes occupants un logement de la Obra Social doivent être alors irréprochables sur leurs discours juridique et législatif. Il est question de rendre légitimes les situations d'occupations, de sorte que rien ne soit remis en question. Alors la Obra Social de la PAH a défini à l'échelle du territoire espagnol des critères. Il se trouve que Pomares est un individu sans revenus, qui se trouve ici dans l'incapacité de trouver un logement, mais il n'a pas effectué de demande de logement social. Selon les critères, il semble qu'il n'est pas éligible complètement à un appartement de la Obra Social de la PAH. Son déménagement définitif vers la Bordeta n'était pas souhaité par la moitié des membres de l'association. La situation est donc particulière et le jour de l'assemblée dédiée à ce cas, aucun compromis n'a été trouvé. On constate alors que les critères d'entrées constituent un élément de conflit, qui figent pour certains une règle rigide qui pour d'autre est à nuancer.

La PAH a donc besoin de personnes douées de compétences et capables de s'investir pour aider d'autres personnes à occuper. D'un autre côté, elle contraint l'entrée dans certains logements à des personnes dans le besoin parce qu'elles sont capables de s'autonomiser, notamment dans le cas de Pomares. C'est-à-dire qu'elle favorise l'occupation comme un outil d'urgence mis à disposition pour des personnes dans l'incapacité de le faire seule. Finalement, le débat s'est déplacé logiquement vers la place qu'occupe la Obra Social dans la PAH Barcelona, sujet déjà mis en discussion lors d'une assemblée extraordinaire quelques semaines auparavant. En effet, la commission, ses membres, et donc la majorité des habitants de la Bordeta, considère la récupération comme la seule action capable de donner un toit et d'assurer efficacement le relogement des familles. Mais au-delà, ils défendent aussi, en tant qu'occupant, que le logement récupéré ne soit pas un logement *puente*⁵ ou provisoire. C'est d'ailleurs ce qu'ils combattent pour le bloc la Bordeta. Dans cet esprit, il est question pour la commission de généraliser l'exercice de la désobéissance civile, de récupérer plus de logements. Dans cette logique, il faut alors penser efficacement à la manière de transmettre les savoirs techniques nécessaires pour occuper et généraliser au mieux cette pratique. En ce sens, Pomares, qui est investi, est aussi un élément moteur qui a toute légitimité à se loger à la Bordeta puisqu'il permettra l'ouverture de nouveaux lieux. Pour une deuxième fraction de l'association, la Obra Social est un ultime recours, une solution d'urgence et non un moyen en soi. Favorisant alors l'application d'autres modes opératoires comme la pression aux services sociaux, aux banques et à la mairie avant l'occupation d'un logement. Il est question de compromis au cas par cas. C'est ainsi que dans cette logique, une personne comme Pomares n'est pas légitime de trouver une place dans le Bloc la Bordeta puisqu'effectivement il n'a pas respecté toutes les étapes nécessaires, il n'entre pas dans les critères.

Pour résoudre ce conflit, une assemblée longue de trois heures a été mise en place. À la fin d'un débat conséquent et tendu, il a été admis que le contexte dans lequel la PAH agissait actuellement était en pleine évolution. Carlos, le porte-parole de la PAH et membre du DESC, a su

5 : Littéralement pont, exprime l'idée d'un logement passerelle, temporaire.

le mettre en avant. Selon lui, les situations d'exécutions d'hypothèques ne constituent plus le problème majeur. La hausse des prix des loyers dans de multiples parties de la ville de Barcelone représente la plus grande cause d'expulsion actuellement. Ce changement pose des problèmes auxquels la PAH n'a pas encore de réponse. Néanmoins, pour les membres de la Obra Social, c'est exactement dans ce contexte que l'exercice de l'occupation devient nécessaire, justifiable et utile.

À l'échelle de l'association, la commission a mis en place des assemblées extraordinaires à plusieurs reprises afin de discuter et de mettre en débat les ambiguïtés de la Obra Social et de ses outils. La première a permis de mettre à plat les nouvelles conditions juridiques de la mairie quant à l'inscription sur la liste d'urgence ou sur celle de l'exclusion résidentielle (listes qui permettent d'accélérer les processus d'accès à un logement de protection officielle, à un logement social ou à une pension). Cette première assemblée extraordinaire nous a permis de nous rendre compte que malgré les changements législatifs à venir par rapport à ces critères, il existe toujours des vides, des situations qui ne sont pas représentées ou prises en charges, notamment pour les personnes n'ayant pas la nationalité. Avec la nouvelle mesure de la mairie, il sera question de boucles administratives sans fin, celles que l'on connaît bien à l'association : Un avis d'expulsion est reçu, l'association se mobilise pour l'empêcher, une négociation est établie avec les services sociaux et le juge. Elle n'aboutit pas, un autre avis d'expulsion est reçu, l'association se mobilise, etc. Pour les familles et pour l'association, ce mode de fonctionnement n'est pas viable. Ces assemblées extraordinaires étaient mises en oeuvre pour discuter d'une certaine politique de l'occupation à mettre en place, afin de se positionner sur de nouvelles règles qui permettraient d'économiser les efforts et de savoir efficacement dans quels cas il est nécessaire d'occuper ou non. Ces assemblées avaient pour but de reformuler les nécessités de la PAH Barcelone envers sa commission Obra Social et vice versa. Lors de mon enquête, aucun accord clair n'a été trouvé, mais il s'agit ici d'une réelle redéfinition du mouvement qui doit se positionner de nouveau. À ce sujet Aida s'exprime :

« Es que las hipotecas era el problema mas grande, por lo cual muchas personas de las asambleas eran de hipoteca, pero no creiamos que solamente hubiese que luchar contra las hipotecas. Porque yo me imagino que porque Barcelona fue la primera y que si que se plantea que solamente era para las hipotecas, pues por eso tiene esta contradiccion.»

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

6 : Extrait d'entretien avec Aida le 13/08/16 : «C'est que les hypothèques étaient le problème le plus important, pour ça beaucoup de personnes des assemblées venaient d'hypothèques, mais on savait qu'il ne fallait pas lutter que contre les hypothèques. Parce que j'imagine que parce que Barcelone était la première et que oui, elle savait que c'était seulement pour les hypothèques, du coup c'est pour ça qu'elle a cette contradiction.»

« *NECESIDAD DE LA OBRA SOCIAL HACIA PAH BARCELONA*

** Necesidad de un espacio fijo en la asamblea de coordinación para todas las comisiones de PAH Barcelona : con la finalidad de que vuelquen la información referente al trabajo que realizan y comuniquen las novedades que puedan tener. Nos gustaría que tuviera un espacio prioritario, en función de las prioridades del orden del día, claro.*

** Necesidad de un punto fijo en la asamblea de coordinación para los temas de PAH Catalanas y PAH E estatales: de tal manera que se vaya bolcando la información que se trabaja y trabajará en estas asambleas y conseguir hablar de ello con regularidad en lugar de hacerlo puntualmente cuando hay asamblea. Creemos que así podemos ir trabajando entre todas con más calma, dedicación y entendimiento, éstos temas que son muy importantes para el funcionamiento de la PAH.*

** Necesidad de saber, quién traslada la información de PAH Estatal y PAH Catalana sobre Obra Social, ¿quienes hayan ido a estas asambleas lo trasladan todo sobre las mismas ? »⁶*

« *BESOIN DE LA OBRA SOCIAL VERS PAH BARCELONA*

** Besoin d'un espace fixe dans l'assemblée de coordination pour toutes les commissions de PAH Barcelona : avec comme but qu'ils retournent l'information en référence au travail qu'ils réalisent et communiquent les nouveautés qu'ils peuvent avoir. Nous aimerions que la Obra Social puisse avoir un espace prioritaire, en fonction des priorités de l'ordre du jour, évidemment.*

** Besoin d'un point fixe à l'assemblée de coordination pour les thèmes de PAH Catalanes et PAH Nationales : De sorte que puisse se communiquer l'information qui se travaille et travaillera dans ces assemblées et réussir à en parler de façon régulière au lieu de le faire ponctuellement quand il y a des assemblées de prévues à l'échelle régionale ou nationale. Nous croyons que de cette manière nous pourrions travailler toutes et tous de manière calme, dévouée et compréhensive, des questions très importantes pour le fonctionnement du PAH.*

** Besoin de savoir qui transmet l'information des assemblées nationales et catalanes sur la Obra Social, Les personnes qui sont allées à ces assemblées nous ont transmis toutes les informations ? »⁶*

Malgré la cohérence interne difficile à mettre en place, la Obra Social de la PAH reste un mouvement social ou plutôt une entité qui se sent appartenir à un quartier et à sa dynamique, celui de Sants. Dans une dernière partie, nous allons mettre en valeur qui confère à la commission Obra Social des perspectives plus larges.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

A l'échelle du quartier

Malgré tout, la Obra Social est une commission qui, par le biais du bloc de la Bordeta et de ses habitants, se trouve intégrée dans la vie sociale de son quartier, celui de Sants. Dans le quartier de Sants-Montjuïc se trouvent de nombreux mouvements sociaux et des Okupas légendaires de la ville. Robert Gonzalez Garcia retrace l'histoire du quartier au travers du mouvement Okupa. Dans son article *Xarxes crítiques a Catalunya i Euskadi: antimilitarisme i okupació*⁵, il nomme ce quartier comme un projet de société alternative en lui-même. En effet, le quartier de Sants représente un modèle intéressant de cohésion et de génération d'espaces sociopolitiques alternatifs. La quantité de bâtiments occupés n'est pas démesurément élevée, mais on compte des éléments très actifs dans la vie du quartier dont la Bordeta fait partie. Pour les *okupas* de Sants, deux aspects sont mis en avant autour des actions générées dans lesquelles la Obra Social et les habitants de la Bordeta se retrouvent. Il s'agit d'une part, d'une lutte contre la spéculation mise en pratique par l'occupation de logements et, d'autre part, de générer des espaces publics détachés des logiques économiques, il s'agit de centres sociaux occupés et autogérés. Parmi les figures majeures du quartier, il y a *CSA Can Vies*, *Can Batllo*, *l'Ateneu llibertari de Sants*, *La Base* et *Nou Espai Obert*. L'auteur, lors de l'écriture de son article en 2003, compte seulement deux espaces occupés, l'usine *Hamsa* et *CSA Can Vies*, ainsi que 6 logements. Sachant que le quartier de Sants est l'un des plus vastes et des plus populaires de Barcelone, il semble impossible de recenser le nombre actuel de logements occupés. Néanmoins, il se trouve que dans ce quartier semble régner encore l'ancienne tradition du mouvement des associations de voisin de la fin de la dictature. Ce dernier a toujours eu dans ce quartier une importance forte, articulée depuis les années 70 par des assemblées capables de fabriquer le quartier, de le défendre ou de l'unir.

Là où il est difficile de se rendre compte de l'impact de la PAH sur le quartier, c'est qu'elle ne possède pas de réel espace ouvert dédié à un usage public ample. Les assemblées du lundi et du mardi sont les jours où le public peut décider de venir se renseigner, poser des questions. Ces jours d'assemblées ne sont pas pour autant des

« El moviment veïnal dels anys 70 a Sants va cana-litzar tota mena de lluites polítiques. Quan va arribar la democràcia i la legalització dels partits polítics, molts líders veïnals van ser cooptats per partits i ins-titucions. El mateix Centre Social de Sants, entitat majoritària del moviment, va estar a punt de desapa-rèixer. En els darrers cinc anys està ressorgint un movi-ment veïnal diferent. La seva aspiració ja no és la política de partits, ni tampoc es troba en un moment fundacional com va ser la transició. Aquesta recupe-ració en noves claus del moviment veïnal s'ha pro-duït en un sentit d'autoorganització per problemes concrets i molt profunds del barri. »⁷

permanences. Le local de la PAH, lorsqu'il est ouvert c'est pour un évènement bien précis. Néanmoins, la PAH participe à ces assemblées de quartier, au travers des habitants de la Bordeta. On l'avait déjà évoqué dans le chapitre dédié aux réseaux de communication, certains habitants du bloc sont en contact direct avec le reste des collectifs du quartier par un groupe virtuel. Il s'agit d'un réseau parallèle dédié à des alertes et des mises en garde, il permet aux collectifs de s'informer mutuellement.

Comme l'explique Robert Garcia Gonzalez, le quartier de Sants a su réinvestir des référentiels du mouvement de voisins des années 70 pour fabriquer une vie de quartier collective et concertée. Mais selon lui, cette pratique contemporaine trouve sa différence dans son objectif social, puisqu'il s'agit pour lui d'un *sentiment d'autogestion des problèmes concrets et très profonds du quartier*. En ce sens, il est vrai que la PAH et les habitants de la Bordeta jouent un rôle important. Ils servent de plateforme pour venir en aide aux personnes dans le besoin, ils représentent un lieu disponible, où les activistes s'auto-organisent pour militer pour le droit au logement, aider personnellement les victimes, les accompagner, récupérer des logements. La PAH rejoint alors Can Batllo par exemple. Ancienne usine de textile restée abandonnée de longues années elle a été occupée par un collectif qui petit à petit, réhabilite des espaces pour y organiser toutes sortes

7 : « Le mouvement de voisin des années 70 à Sants a analysé toutes les luttes politiques. Quand est arrivé la démocratie et la légalisation des partis politiques, beaucoup de leaders des associations de voisins ont été cooptés par des partis politiques et des institutions. Le même Centre Social de Sants, entité majoritaire du mouvement, a été au bord de la disparition. Ces cinq dernières années, il ressurgit un mouvement de voisins différent. Son aspiration n'est déjà plus dans la politique des partis, elle ne se situe pas non plus dans un moment fonctionnel comme l'a été la transition. Cette récupération des nouvelles clefs du mouvement de voisin s'est produite avec un sentiment d'autogestion des problèmes concrets et très profond du quartier. » : GONZALEZ GARCIA R, *Xarxes crítiques a Catalunya i Euskadi: antimilitarisme i okupació*, UAB, 2011, 386 p

d'activités populaires. On y trouve alors une bibliothèque, une salle d'escalade, un bar associatif, une salle de concert et de spectacle et bientôt une collecte de nourriture. Les membres de la Obra Social ont aussi participé à l'ouverture à leurs côtés d'un nouvel espace pour engager des cours de musique et d'arts plastiques pour les enfants du quartier. Can Batllo s'est convertie en une usine culturelle populaire.

Les habitants du Bloc s'organisent toujours pour participer aux événements du quartier. L'évènement majeur, la *Feste Major*, dure environ 15 jours à la fin du mois d'août. C'est la fête du quartier entier où chaque association ou collectif s'investit particulièrement. Mais autour des différentes programmations, les collectifs *okupas* de Sants ont façonné leur propre fête, il s'agit des *Festes Llibertaries de Sants*. Cette programmation regroupe tous les mouvements alternatifs du quartier. C'est avec les moyens du bord que la Obra Social de la PAH barcelona s'est investie dans la préparation des sandwichs de la semaine, notamment en faisant appel à une autre association pour la récupération des aliments venus des supermarchés du quartier.

En perspective, on peut donc se demander quelles influences peuvent avoir à long terme cette dynamique de quartier à l'oeuvre. Cette activité de quartier peut par exemple influencer sur la Obra Social et sa façon d'occuper, elle peut lui donner de nouvelles ambitions, peut-être la création d'un centre social plus ouvert.

« Hombre es que es imprecendible para crear... Todo es crear redes, y crear union de barrio, union de colectivos, union de gente o sea lo primero que tienes que hacer es asociacionismo a saco ! »

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

BARCELONA EN COMU

La lutte pour le droit au logement, du 15M à l'agenda politique

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

En toile de fond de cette enquête, il y a bien sûr la ville de Barcelone et son contexte. Nous l'avons déjà évoqué dans une première partie, Barcelone est une ville qui a radicalement développé une économie liée au tourisme, un modèle qui fait énormément pression sur les quartiers et qui se trouve difficilement compatible avec le déploiement d'un régime locatif social. Cela affecte la ville d'un modèle inégalitaire et a aussi été la source, en 2011, d'un large engouement populaire, le mouvement des indignés. Né à *la puerta del sol* à Madrid, ce rassemblement populaire a fédéré autour de l'appel du 15M de nombreux mouvements sociaux et la jeune génération autour de revendications d'alternatives politiques dans toute l'Espagne, voulant notamment rompre avec le bipartisme ironisé au travers de la contraction PPSOE¹. Cet événement marquant a eu des impacts considérables sur la vie politique et sociale de la ville de Barcelone. Les mouvements sociaux et les individus se sont fédérés. Le mouvement des indignés n'a duré que quelques semaines, mais a participé d'une recrudescence de mobilisation qui ne s'est pas tarie après l'occupation des places et des rues. Le mouvement *okupa* a été largement représenté et investi. La PAH a connu une forte impulsion grâce à cet événement. L'engouement national qui a suivi a permis à la porte-parole de l'époque, Ada Colau, de devenir une figure politique majeure, à travers la campagne pour les élections municipales de 2015 et la plateforme Guanyem Barcelona. Dans cette partie nous allons voir de quelle manière le mouvement *okupa* et le mouvement de lutte pour le droit au logement sont des éléments incorporés dorénavant à la politique de la ville de Barcelone et la manière dont leurs enjeux sont articulés. En premier lieu nous allons voir de quelle manière le mouvement des indignés a été percutant dans le monde des mouvements sociaux et l'arrivée au pouvoir d'Ada Colau. Dans un second temps, il s'agira de mettre en valeur les particularités d'un état comme l'Espagne décentralisé et la manière dont cela impacte les politiques à l'échelle locale, notamment dans l'application du droit au logement. Enfin, nous verrons de quelle manière un mouvement politique comme Barcelona en comú est une articulation ambiguë pour les mouvements sociaux à Barcelone.

1 : Contraction des deux partis majoritaires, le PP (Partido Popular) et le PSOE (Partido Socialista Obrero Español)

Des indignés en réseau

À travers la carrière et les expériences de la personnalité *Ada Colau*, on peut se poser quelques questions quant aux rapports entre le mouvement *okupa*, la lutte pour le droit au logement et la nouvelle force politique du parti *Barcelona en comú*. En effet, le parcours de l'actuelle maire de Barcelone est significatif. Elle a commencé dans le milieu militant *Okupa* au travers de différents réseaux et associations, en premier lieu *Miles de Viviendas*, puis l'espace *Magdalenes* où elle a participé à l'élaboration d'ateliers contre la violence immobilière et urbanistique dans le quartier du Raval, puis *V de vivienda*, ensuite la PAH dont elle a participé à la construction et où elle a exercé le rôle de porte-voix. Enfin elle a participé à l'élaboration de la plateforme *Guanyem Barcelona* pour être finalement élue maire de la ville en 2015, elle représente la force de convergence politique *Barcelona en comú*. Ce parcours est assez représentatif des évolutions du monde militant et des formes alternatives d'exercice du droit au logement dans la ville de Barcelone. En effet, cela a été relativement significatif notamment grâce au mouvement des indignés et à l'appel du 15 mai 2011 (15M), qui comme dans la plupart des villes d'Espagne, a été largement suivi.

Après la crise de 2007 et les conséquences désastreuses qu'elle a produites en Espagne particulièrement, le mouvement des indignés représente un événement spontané de reconquête de l'espace politique. Le mouvement des indignés du printemps 2011 s'est installé dans les centres-ville, sur les places et sur les lieux de la centralité, se servant de ses symboles physiques et de représentation du pouvoir afin d'accorder des discours revendicatifs. À Barcelone il s'agit de la place de la Catalogne qui fut principalement occupée, la plus grande du centre-ville, qui articule des façades de magasins gigantesques et un noeud de transports. Ce mouvement lutte contre les politiques d'austérité, la crise économique ainsi que l'action du FMI et de la banque mondiale. Dans la revue *Mouvements des idées et des luttes*, Grégory Busquet nous indique que :

« ce mouvement renoue avec le « spontanéisme » fantasmé par les gauchistes de 1968 et fonctionne sous forme d'assemblées populaires, centrales ou de quartiers, pratiquant ainsi une démocratie délibérative et engageant le consensus. »²

Ce mouvement dans un premier temps fait naître sur la place publique une forme de réappropriation des sujets politiques. Par cette réappropriation et cette envergure publique, elle a permis l'exercice et l'expression de façon de faire de la politique autour d'un intérêt du commun et d'un espace de débat et d'échange horizontal. Le mouvement des indignés a permis une prise de conscience de grande ampleur, puisqu'il s'est attaché aux places et aux lieux symboliques de la ville et de la centralité. En effet, l'espace urbain est une base qui ne peut être détachée du mouvement et de l'acte militant, s'asseoir et occuper la place fait partie d'un acte revendicatif en soi. En ce sens, l'évènement des indignés a représenté une force de rassemblement et de représentation militante incroyable. Il a su faire converger les mouvements sociaux et politiques de gauche de la même manière qu'il a rassemblé aussi les personnes sans expériences politiques ou militantes, les personnes sensibles tout comme les victimes du système visé. En effet, le mouvement des indignés prend place dans un contexte social écorché par la crise financière. Le logement, mais aussi la santé, l'éducation ou bien le travail sont autant de sujets sociaux rattachés à des droits qui rassemblent les manifestants. Le 15M revendique donc la défense des droits qu'ils jugent bafoués, à travers un langage commun celui de l'injustice, mais aussi dans la revendication d'un nouvel idéal politique et démocratique. C'est ainsi que de nombreuses personnes, victimes, mais non-militante se trouve intégrées au mouvement, par colère et solidarité. Lors de notre entretien, Llum évoque le 15M comme un bouleversement à la source d'un questionnement personnel profond, et à l'origine de son engagement à la PAH :

« L'espace urbain est investi pour ses symboles et les revendications urbaines ne s'agrègent au global qu'à partir de cela. »³

« Bueno pues voy por la firma, llegue en el 2013 y llego en el 2012 finales creo. Tampoco me hagas caso de las fechas porque... mas o menos. Entonces entro y claro yo venia del 15 M de la asamblea de Sant Andres y cuando me habia reestructurado la alma del palo Que hago en esta vida, no ? A partir de que se me junto con una separacion o sea realmente fue asi una sacudida muy bestial. Claro, entonces nos vamos al 15M hahaha ! [...]

Bueno y el echo de donde vamos despues del 15M ? Entonces alli pues claro me separo, me caso con la revolucion ! Hahaha Me hago de baja de autonomos... Vez ? O sea digo Que coño estoy haciendo dandole dinero al estado ? O sea me hace un catacroquet muy, muy bestial. Y entonces bueno me separo y digo Yo puedo realmente asumir el pago de esta hipoteca sola ? No ! Que ocurre, me meto en la PAH !»⁴

Le 15M est un événement politique majeur en Espagne qui pour beaucoup a donné naissance au jeune parti politique *Podemos*. Néanmoins, il semble nécessaire de souligner que le 15M n'est ni un parti politique, ni une organisation, mais un mouvement social spontané. Voulant faire de la politique sans être représenté politiquement, le 15M s'est positionné contre l'intégration de partis et contre les récupérations quelconques. Il s'agissait finalement de venir en tant que simple individu ou en tant qu'organisation ou association. C'est en cela que le 15M fut un événement vaste et complexe, construit sur un réseau existant, mais qu'il a permis d'amplifier largement. En effet, le 15M a permis des interactions entre acteurs et des connexions informelles qui perdurent encore aujourd'hui et qui se sont encore déployées. En effet le 15M a utilisé de manière exceptionnelle des stratégies de communication virales, en élaborant ainsi une architecture sur le web largement ouverte et contagieuse. L'évènement du 15M est devenu une toile, mais plus qu'un simple réseau, il s'est converti en une machine faite d'autres machines d'assemblées de quartiers, de villes et de régions. Les outils informatiques utilisés sont multiples et ont donné la capacité aux personnes de pouvoir s'investir et d'intervertir entre le réseau immatériel et l'espace de la rue. Une tension a néanmoins surgi entre la réappropriation massive des réseaux sociaux déjà existants et la création ou l'autogestion de nouveaux outils informatiques libres. En plus des groupes et profils Facebook, twitter et des chaines YouTube, s'est déployé un réseau de blogs collectifs et un ensemble très intéressant d'outils et de prototypes d'action sous la logique ouverte du programme libre. La PAH a aussi su s'approprier ses

4 : Extrait de l'entretien avec Llum le 13/08/16 : «Bon, alors ba je vais pour signer en 2013 et je crois que je suis arrivée à la PAH fin 2012... Ne fais pas non plus attention aux dates ! C'est plus ou moins... Du coup j'arrive et bon voilà moi je débarque du 15 Mai, de l'assemblée de Sant Andrés, ce qui m'avait bien restructuré l'esprit du genre qu'est ce que je fais dans cette vie non ? En plus s'est ajoutée à cela une séparation, enfin réellement ce fut une secousse très violente non ? Bon, alors on va aller voir le 15 Mai hahaha ! [...] Bon et surtout le fait de se demander où va-t-on après le 15 Mai ? Bon ba c'est clair après tout ça voilà moi je me sépare, et je me marie avec la Révolution ! Haha Je me mets en statut d'auto entrepreneur... Tu vois ? C'est-à-dire que je me demande, Mais qu'est ce que tu fais enfin à donner de l'argent à l'état ? C'est-à-dire que je fais une galipette renversante ! Bon ba voilà je me sépare et là je me demande : Je peux vraiment assumer seule le remboursement de cette hypothèque ? Non ! Alors qu'est-ce qui se passe, je vais à la PAH»

réseaux, notamment au travers de la plateforme *stopdesahucios*⁵ qui devait permettre de déclarer une expulsion et de convoquer le plus de monde possible à la minute. Pour un mouvement comme la PAH, cet événement a eu un effet incroyable. En effet, la PAH est un exemple de ce que le 15M a su générer au travers des réseaux, formels ou informels. L'association fut créée en 2009 à Barcelone et c'est grâce au 15M qu'elle s'est étendue à tout le territoire. C'est l'exemple qu'il est possible aujourd'hui de construire, simplement par l'échange de savoirs et de pensées, des identités politiques collectives qui peuvent avoir un impact extrêmement puissant. Aida à ce sujet nous éclaire sur le changement qu'a opéré le 15M sur la PAH :

*«Antes del 15M habia 8 PAHs en España, era una cosa, una cosa... un movimiento super minoritario. El boom lo tiene con el 15M. Casi todas estas PAHs que surgen en esta época y surgen ya con la idea del derecho a la vivienda. O sea son las oficinas de viviendas de los barrios, los soportes de vivienda del 15M que despues se convierten en PAHs. Pues claro ya partimos de la base que nosotros damos la cruz por el derecho a la vivienda, no solamente por las hipotecas.»*⁶

On se rend bien compte alors que la PAH est finalement avant tout un réseau, un réseau de plateforme de droit au logement, qui avait déjà leur organisation indépendante dans les quartiers ou dans les villes. En cela, la PAH a élargi son aire d'influence et donc son champ d'action. La lutte contre le système hypothécaire est devenue une lutte généralisée pour l'application du droit au logement sous toutes ses formes. Elle est aussi devenue un mouvement organisé, en commissions régionales et nationales, permettant le partage d'expériences, l'élaboration de normes de façon démocratique, mais aussi l'organisation d'événements à grande échelle. La PAH ici est un exemple, peut être le plus représentatif, mais il est à mettre en parallèle avec d'autres mouvements comme ceux des fonctionnaires de santé *Marea Blanca* ou des personnes retraitées *Iaioflautas*.

5 : En ligne sur <http://www.stopdesahucios.es>

6 : Extrait d'entretien avec Aida le 13/08/16 : «Avant le 15M il y avait 8 PAH en Espagne, c'est une chose, une chose... Un mouvement super minoritaire. Le boom ça a été avec le 15M. Presque toutes les PAH qui ont surgi à cette époque surgissent avec l'idée du droit au logement. C'est-à-dire que ce sont les bureaux de logements des quartiers, les supports de logement du 15M qui ensuite se sont convertis en PAH. Alors c'est clair qu'on part d'une base où nous nous luttons contre le droit au logement, pas seulement contre les hypothèques.»

Des mouvements sociaux au pouvoir institutionnel

C'est dans ce paysage interconnecté, d'un réseau déjà organisé de manière ponctuelle et subversive sous le nom des indignés que la campagne pour la mairie de Barcelone commence. Mais le 15M a permis aux mouvements sociaux de changer de vocabulaire, et il a notamment montré sa capacité à construire des discours beaucoup plus *Empoderados*. On perçoit alors une forte tendance des mouvements sociaux à s'approprier un langage de l'ordre du politique. Il ne s'agit plus de se positionner contre, mais d'être pour quelque chose, d'être force de proposition. C'est ainsi qu'a été constituée la ILP Habitatge (*Iniciativa Legislativa Popular*) par la PAH de Barcelone, notamment défendue activement après le 15M. Cette loi a donc été écrite par des citoyens et activistes de la PAH en proposant de réels dispositifs législatifs à mettre en oeuvre dans un calendrier concret.

Le groupement politique à l'origine de la plateforme *Guanyem Barcelona*, candidat à l'élection municipale de Barcelone en 2015 a pris forme deux ans après le 15M dès février 2013. Elle se constitue un noyau de 20 personnes autour du DESC, l'Observatoire des Droits Économiques Sociaux et Culturels. Ce noyau est composé en grande partie d'universitaires et d'activistes militants de divers mouvements sociaux, notamment de la PAH, qui y mène une forme de militantisme universitaire et académique. La constitution du groupement politique en projet est dévoilée en octobre 2013. Lorsque *Guanyem Barcelona* devient affilié au mouvement national Podemos en janvier 2014, le mouvement s'accélère et prend de l'ampleur. La plateforme devient une représentation politique pour des mouvements sociaux qui ont participé au 15M, tout comme pour des mouvements intellectuels de diverses origines. Le processus *Guanyem* se concrétise et devient le lieu politique d'une convergence de différents milieux notamment militants. En septembre 2014, 30000 personnes signent le manifeste du tout jeune projet politique. Le projet prend aussi place dans les villes en périphérie de Barcelone comme Terrassa et l'Hospitalet del Llobregat.

Selon les principes de démocraties participatives, appliquées au 15M, il s'agit de mettre en place dans les quartiers et sur les réseaux des espaces politiques qui soient force de propositions, de formuler des stratégies. Mais le plus important fut cette volonté de mettre en place

le plus d'outils participatifs possible. Il s'agit de faire converger le plus de mouvements sociaux afin de faire valoir la plus grande légitimité possible. En février 2015, la plateforme Guanyem Barcelona annonce sa fusion avec le parti catalan de podemos, *Podem*, les partis écologistes ICV et Equo, et les partis d'extrême gauche EUiA et Procés Constituent. Conjointement ils forment le groupement *Barcelona en comú*.

Les plans locaux de quartiers élaborés lors des assemblées locales ou sur internet sont proposés et choisis de manière participative pendant la campagne électorale. Le processus donne alors naissance à un *Plan de Xoc* (Plan de choc), un plan élaboré donc à partir des à mettre en place dès les premiers mois du mandat. Il s'agit d'une série d'axes thématiques et territoriaux, et c'est une méthode pour l'élaboration d'un programme de manière à construire avec les habitants.

Ada Colau et son groupement gagnent les élections municipales le 25 mai 2015 avec un fort taux de participation par rapport aux élections précédentes. En novembre 2015 le groupement *En Comú Podem*, qui résulte d'une alliance entre *Barcelona en comú*, parti municipal et Podemos, se présente à la tête de la *Generalitat Catalana*, l'assemblée régionale.

La formation de l'assemblée municipale est composée de 11 représentants du groupement *Barcelona en comú*. Néanmoins, pour avoir la majorité, il a été question de s'allier avec des partis de gauche largement représentée comme ERC, PSC et la CUP⁷. Ce large pacte des gauches n'a su se maintenir, notamment par faute d'accords entre un parti classique comme le PSC et un parti anticapitaliste comme la CUP. En mai 2016, *Barcelona en comú* pactise avec le PSC, une décision qui fera émerger de nombreuses oppositions au sein du groupement majoritaire, notamment par la CUP et ERC qui se situeront dorénavant en opposition.

Le principe du parti *Barcelona en comú*, c'est bien de construire en commun une nouvelle forme de participation politique dans la ville de Barcelone, chose qui permettra de manière démocratique, l'élaboration d'axes et de stratégies politiques en adéquation avec la volonté des citoyens. Toujours en lien avec les nouvelles pratiques politiques en réseau (que nous avons déjà évoqué avec les indignés),

7 : ERC : Gauche républicaine nationaliste catalane. PSC : Parti Socialiste de Catalogne, d'orientation fédéraliste, en lien avec le PSOE. CUP : Candidature d'unité populaire, parti indépendantiste catalan de gauche radicale.

le parti se base sur une communauté virtuelle enregistrée sur la plateforme participative, notamment au travers Decidim Barcelona. Mais cette façon de faire la politique municipale est intervenue comme nous l'avions vu en amont grâce à la fabrication du Pla de Xoc par Guanyem Barcelona. Ce *Pla de Xoc* se base sur 4 directives, il s'agit de privilégier la création d'emplois dignes en diversifiant les modèles économiques, de garantir les droits sociaux basiques, de réinterroger les privatisations et les projets contraires au bien commun et de promouvoir la transparence et la fin des privilèges. Dans la façon dont est fabriqué le programme de Barcelona en comú, il y a en

«Volem fer de Barcelona un referent en democràcia, participació, transparència, drets socials, defensa del bé comú i de la lluita contra la desigualtat i la corrupció. Inscriu-te a BComú per participar i construir la ciutat on volem viure.»⁸

trame de fond la volonté de changer de modèle pour la ville, notamment au travers de l'élaboration du PAM (Plan d'Action Municipale) qui lui même accorde des PAD (Plan d'Action par Districts), élaborés au travers des assemblées de quartier. Elles sont coordonnées par le parti en commissions territoriales autonomes qui avec d'autres commissions autonomes et la communauté d'adhérents actifs du parti (environ 1700 personnes) représente un jeu complexe organisé et hiérarchisé qui se termine par les quelques élus de l'exécutif.

De ce PAM ont été dégagés des axes de réflexions nouveaux, non conventionnels. En effet, il s'agit de réflexions prenant en compte les revendications des mouvements sociaux des quartiers souvent «alters», par exemple celles du milieu Okupa. On peut citer notamment le thème Jeunesse et migration, diversité sexuelle ou encore des thèmes plus rattachés à la défense des droits sociaux fondamentaux comme Urbanisme habitat et mobilité, droits humains civils et sociaux ou minorités ethniques et culturelles. Le PAM est pensé comme un outil constamment remis en question et réinventé, capable de faire émerger des thèmes et des axes propres aux mouvements sociaux des quartiers, dont le mouvement de lutte pour le droit au logement ou les Okupas font partie. Souvent engagés dans leurs quartiers, il est intéressant de se rendre compte de leur participation et de leur collaboration avec les

8 : D'après <https://barcelonaencomu.cat> : «Nous voulons faire de Barcelone un référent de la démocratie, de la participation, de la transparence, des droits sociaux, de la défense du bien commun et de la lutte contre les inégalités et la corruption. Inscris toi à BComú pour participer et construire la ville où nous voulons vivre.»

institutions même proches d'un renouveau démocratique.

Ce PAM est soucieux de mettre en oeuvre les revendications liées aux droits fondamentaux comme l'alimentation, la scolarité, l'habitat. Mais cette façon supra locale de faire de la politique ne peut tourner le dos à un contexte général qui bloque et entre en conflit avec les intérêts des habitants de la ville et des quartiers. En effet, Barcelone est une ville très affectée par des pressions extérieures et conjoncturelles. En ce qui nous concerne, l'exercice du droit au logement et du droit à la ville, la forte pression touristique nous l'avions vu affecte énormément la ville de Barcelone. Néanmoins, les politiques urbaines du tourisme dépendent particulièrement d'un système régional. En effet, nous l'avions vu depuis 1978 et la nouvelle constitution, l'état espagnol s'est considérablement réorganisé au travers du PGM (Plan General Metropolitano), qui confère aux régions autonomisées la réglementation du foncier, de l'urbanisme et du logement. En effet ici, la *Generalitat* et l'État sont les seuls à pouvoir exercer une politique efficace permettant de contrôler le prix des loyers, ou de permettre aux municipalités d'exercer un contrôle sur les bâtiments vides ou après une expulsion. C'est ainsi que la mairie a décidé de mettre en oeuvre un moratoire sur les licences hôtelières pour limiter et arrêter la création de nouveaux logements destinés au tourisme. Néanmoins, la municipalité n'est contrainte qu'à cette mesure puisqu'elle n'a pas autorité sur les établissements déjà présents, elle ne peut pas diminuer les possibilités. On constate alors que ce système politique décentralisé est bien en confrontation avec les municipalités. Entre Barcelone et la *Generalitat* les négociations sont nombreuses, mais souvent longues et peu efficaces.

Durant mon séjour, la PAH avait prévu une rencontre avec la *Generalitat* et la mairie, une façon de faire un point sur les objectifs qui avaient été fixés pour l'année 2015/2016 et sur ce qui allait être mis en place dès la rentrée de septembre. Lors de la réunion de coordination du 19 juillet, nous avons mis en commun les exigences que la PAH devra défendre durant cette réunion. Il s'agit en premier lieu de demander la révision des critères d'entrée dans la *mesa de emergencia* (liste d'urgence). Il s'agissait de leur faire comprendre que cette liste

devait être effective toute l'année et qu'elle considère les personnes sans revenus, chose qui n'est pas faite aujourd'hui. Il a été question également de faire remarquer l'urgence des cas liés à la hausse des loyers et de faire pression pour s'accorder sur une solution puisqu'il s'agit d'un fléau en expansion. L'objectif a été d'insister aussi pour que la mairie applique des sanctions efficaces aux propriétaires de logements vides, par exemple ceux de l'entité financière Bankia qui possède 2500 logements vacants. Mais les punitions financières ne permettront pas de résoudre le problème du logement dans son ensemble et cette réunion fut une occasion de plus de demander le rachat des logements vides ou tout autre outil permettant de les faire entrer dans le parc de logements sociaux de la ville. Durant cette réunion il a aussi été question de réinterroger la question des protocoles des services sociaux et les conditions de registre pour déclarer une adresse.

La semaine suivante il y eut un retour sur cette réunion. Il se trouve que la mairie a effectué depuis lors 5 tables de travail sur ces sujets : La liste d'urgence, l'occupation, la déclaration d'adresse, les logements vides et les protocoles des services sociaux. Mais ces tables rondes n'ont rien donné et n'ont pas eu le temps de définir des directives avant les vacances alors que des résultats devaient être mis en oeuvre en avril, les retards ont donc été accumulés jusqu'en septembre. Nous nous rendons alors compte que la PAH exerce encore depuis l'élection de *Barcelona en comú*, une pression sur la mairie, d'autant plus que les contacts sont facilités par rapport au gouvernement précédent. Dans une prochaine partie, nous allons voir la manière dont les mouvements sociaux réagissent face à ce nouveau gouvernement municipal et vice versa.

La position ambiguë du passage au pouvoir

C'est dans ce contexte que nous nous demandons de quelle manière l'occupation est désormais considérée et prise en compte à l'échelle institutionnelle. Comme nous l'avons vu précédemment, d'une part le 15M a permis une mise en réseau des mouvements sociaux jusqu'à l'ascension de la plateforme participative et porteuse d'un idéal politique du commun, *Guanyem Barcelona*. D'autre part, nous avons constaté que cette position est compliquée face à un système espagnol décentralisé, qui délègue la réglementation en matière d'urbanisme aux régions autonomes. De plus, nous avons pu voir comme le contexte économique influe sur la ville de Barcelone, notamment par le tourisme, ce qui affecte l'égalité d'accès à un logement. Mais ce que nous allons mettre en avant ici c'est bien l'ambiguïté d'un mouvement politique, qui possède le pouvoir institutionnel après avoir représenté des luttes sociales multiples, à travers le DESC ou à travers la PAH. En effet, le rapport aux mouvements sociaux n'est plus le même puisque le langage politique, dorénavant lié au pouvoir institutionnel est déplacé. Il est déplacé là où se joue maintenant un pouvoir stratégique et idéologique crucial, avec ses stratégies d'alliances et de communication, là où s'affirment des représentations de la ville et les stratagèmes pour les accomplir. Les mouvements sociaux eux, dans leur rôle contestataire, se positionnent contre et revendiquent leurs alternatives.

Néanmoins, la frontière n'est pas si nette puisque nous l'avons vu, *Barcelona en comú* s'est construit sur la base de la PAH, selon les mêmes principes, et que leurs réseaux se rejoignent. Je voudrais ici évoquer un moment particulier qui rejoint cette idée. Lors de la campagne lancée avant le jugement de la Bordeta, il s'agissait d'entrer en contact avec des collectifs amis pour les faire participer à la vidéo. Je m'étais proposée pour entrer en contact avec une Okupa emblématique du nord de la ville, Can Masdeu. Lors de la réunion de la commission où nous avons écrit le script ensemble, Llum me donne le numéro d'Alejandro, une de ses connaissances. Lors de la fête annuelle de Can Masdeu, le dimanche suivant, je vais à sa rencontre pour lui expliquer le projet. Nous échangeons alors à propos de l'association qu'il semble bien connaître. En effet il a été actif à la PAH au début, mais il a rejoint le parti *Barcelona en comú* aux côtés d'Ada et ne peut plus se permettre

de participer aux réunions. Cette situation m'a alerté sur les influences d'un tel évènement au sein de l'association.

Lors de l'assemblée de coordination du 17 mai, il a été question de remettre en cause les canaux de communications pour convoquer la communauté aux *desahucios*. En effet, d'après la commission en charge du sujet, il y a beaucoup trop de sources qui viennent interférer les canaux normaux c'est-à-dire les assemblées, le télégram, Facebook. En effet, il se trouve que la mairie dans la semaine avait communiqué un tweet en sollicitant implicitement les mouvements sociaux à s'y rendre pour défendre la porte. Il s'agissait de 3 expulsions qui avaient eu lieu dans la même journée. La situation est débattue puisque d'une certaine manière, il est toujours préférable qu'une municipalité se soucie des expulsions qui ont lieu dans sa ville. De plus, une fois que l'appel est lancé, il y aura toujours un groupe à la PAH qui ne pourra pas laisser tomber l'appel et qui se sentira dans l'obligation d'y participer en soutien. Mais ce qui pose problème ici, c'est que l'entité la plus à même de pouvoir éviter ces événements, c'est bien l'institution qui donne l'alerte. De plus, de lourdes questions face au rôle de la PAH et à sa relation avec la mairie sont mises en valeur dans ce type d'événements. L'assemblée est unanime à ce sujet, la PAH ne doit pas devenir l'*oficina d'habitatge* du gouvernement et se substituer aux responsabilités qu'il n'arrive pas à endosser.

Dans un autre domaine, il a été débattu lors de l'assemblée du 12 juillet le *convenio* qui devait être reconduit entre le DESC et 4 membres de la PAH. Le DESC est une organisation financée par la mairie depuis son élection. Il a été proposé à 4 membres de l'association un salaire d'environ 1500 € par mois à temps plein ou 800 € par mois à mi-temps. Lors de cette assemblée de coordination, Noémi émettait des doutes sur l'indépendance de l'association si elle est financée par la mairie. Il s'agissait d'une remarque assez importante puisque cela n'est pas anodin. En effet, pour une grande majorité de l'assemblée, cette opportunité est une chance, peu de municipalités offrent des postes pour des causes comme celles-ci. Néanmoins, cela pose la question de la neutralité de ces personnes qui seront désormais dépendantes d'un organisme institutionnel. Selon beaucoup de personnes de l'assemblée,

cette question devait être écartée et puisque nous n'avions pas le temps, autant accepter la proposition sans faire d'histoires. Cette proposition était considérée comme une opportunité de valoriser et de maintenir les membres les plus impliqués de l'association.

Il s'agit ici de débats en interne qui pose question sur la neutralité de l'association face à l'institution. En effet, dans un entretien que le porte-parole de la PAH Carlos Macias a accordé à Amélie Nicolas et Manuel Bertrand au mois d'avril, il déclare :

«Lo que ha cambiado es que había mucha gente que no se sentía representada, que si que se siente representada, y ahí es donde tenemos que tener un poco de cuidado, que estar alertas, para que no nos paso lo que paso durante la transición, que toda la gente organizada, de asociaciones de vecinos y demás, ven a los ayuntamientos y es entre comillas : como han llegado los míos, ya no me movilizo. Y si caemos en ese error, uno no hemos aprendido nada, y dos aunque tienes un gobierno valiente no va a hacer nada, porque si solo la presión del banco y tal y detrás nadie apretando, mal.»⁹

Dans ce passage, Carlos Macias affirme la position primordiale que l'organisation doit entretenir, celle de devoir toujours être en opposition, de toujours revendiquer des contre-propositions, des alternatives, de nouvelles manières de faire, c'est leur raison d'être. Lorsque nous avons occupé l'appartement Blackstone, Pomares, susana, Llum et moi même sommes restés dormir dans l'appartement la deuxième nuit afin de surveiller l'appartement. Cette soirée nous a permis de parler un long moment de ce qui venait de se passer, puis de choses et d'autres. J'en profite pour demander à Llum quelles expériences elle avait déjà eues dans le milieu militant et puis ce qu'elle pensait de Ada Colau et de *Barcelona en comú*, j'ai tenté de retranscrire le plus fidèlement possible ce qu'elle m'a répondu :

9 : Extrait d'entretien de Amélie Nicolas et Manuel Bertrand avec Carlos le 22/04/16 «Ce qui a changé (depuis le 15M et l'arrivée au pouvoir de *Barcelona en comú*), c'est qu'il y avait beaucoup de gens qui ne se sentaient pas représentés, qui aujourd'hui se sentent représentés, et c'est là que nous devons avoir de la prudence, être vigilant, pour qu'il ne nous arrive pas ce qui s'est passé durant la transition, que toutes les personnes organisées, les associations de voisins et les autres, regardent les municipalités et pensent, entre guillemets, comme les miens sont arrivés dans les municipalités, maintenant je ne me mobilise plus. Et c'est là que nous tombons dans l'erreur, d'une, nous n'aurions rien appris, et de deux, même si c'est un gouvernement vaillant, il ne va rien faire, parce que même s'il y a seulement la pression de la banque, et derrière personne qui met la pression, c'est alors mauvais.»

« Ada c'est notre modèle à tous ! Ada c'était le plus beau jour de ma vie qu'elle m'a donné ! Qu'elle joie vraiment quand c'est arrivé, c'était merveilleux, on y croyait pas. On n'y croyait pas ! Puis en avril on apprend que si c'est possible, puis bon elle a été élue en mai... Je crois qu'on a tous un peu pleuré au fond de nous. On se dit que tout ce qu'on fait ça peut avoir du sens, un jour ça va bien fonctionner, c'est bon tous ensemble on allait retourner Barcelone !! C'était gagné non ? Vraiment je crois qu'on avait tous cet espoir en nous, ça te prend aux tripes quand tu donnes tout pour changer le monde ! Puis voilà, je crois qu'on est un peu désabusé les uns les autres, c'est vrai on s'attendait à un changement tellement radical, que les choses allaient aller plus facilement, mais en fait non, les choses ne viennent pas comme ça. Alors là ça fait 1 an, un peu plus, mais voilà... elle a encore le temps ! Non, mais la seule chose c'est que ça nous a tous un peu endormis. En fait y'avait tellement d'émulsion avec le 15M puis après la PAH tout ça, moi j'étais engagé avec la Cooperativa Integral Catalana, qui font de l'économie circulaire, alors on était dans l'effervescence tout le temps, c'est vrai ça avait été fulgurant tout ça. Puis là maintenant, les leaders de la PAH sont partis à la mairie et je crois que ça a été comme ça avec d'autres mouvements. Les têtes pensantes sont parties faire de la politique, nous on attend, les choses ne viennent pas, puis on s'endort un peu, on se chamaille pour des broutilles, c'est étrange... C'est pour ça qu'il faut réagir vite ! »¹⁰

Mais la mairie fait face à des oppositions franches, notamment venant de la CUP, parti catalan indépendantiste et anticapitaliste. Il s'agit du parti politique le plus représenté par les mouvements sociaux. En effet, ce parti avant tout était une force d'opposition populaire à l'échelle des quartiers ou des villes dans toute la région catalane. Ce n'est que depuis quelques années qu'il est devenu une force politique représentée à toutes les échelles, notamment régionale par la forte remobilisation autour de l'indépendance de la région depuis 5 ans. Lorsque *Barcelona en comú* officialise son alliance avec le PSC, la CUP a clairement affirmé son opposition. La CUP représente fortement les mouvements sociaux, mais c'est aussi un parti déterminant de l'équilibre des puissances politiques à l'assemblée municipale, capable à lui seul de faire échouer une proposition ou non. De plus, c'est comme le dit Joan Subirats, un parti qui rapproche beaucoup plus les membres de *Barcelona en comú* que le PSC :

*«Hoy lo de la CUP se ha vivido con mucha tensión, porque óvidamente mucha gente de Barcelona en Comú es mucho mas cerca de la CUP, que de los socialistas. Y en cambio se ha pactado con los socialistas, y no se ha conseguido pactar con la CUP. Y eso es un problema para mucha gente. Porque ellos vienen de una tradición mucho mas movimentista y se encuentran en la calles con la gente de la CUP. Y eso crea mucho mas tensiones. Pero eso es un poco el tema, no ?»*¹¹

En ce qui concerne le milieu *okupa*, d'autres ambiguïtés se sont dévoilées, notamment autour de l'éviction du collectif *Banc Expropiat*. Cette Okupa située dans le quartier de Gracia occupait depuis 2011 une banque qui avait été vidée, mais qui était conservée telle quelle par son propriétaire. Le collectif occupant revendique une décommercialisation des espaces de la ville, en luttant contre le tourisme envahissant le quartier et ses activités, et en déployant ce projet de CSO communautaire et autogéré, offrant des projets sociaux et humanitaires. L'entité financière Antartic Vintage, représentée par son propriétaire Manuel Bravo à qui appartient le bien avait gagné le processus judiciaire ce

11 : Extrait d'entretien de Amélie Nicolas et Manuel Bertrand avec Joan Subirats le 22/04/16 : « Aujourd'hui, ce qui s'est passé avec la CUP (*qui refuse de voter le budget municipal*) a été vécu avec beaucoup de tension, parce que bien sûr beaucoup de personnes de *Barcelona en Comú* sont beaucoup plus proches de la CUP que des socialistes. Mais par contre, ils ont fait alliance avec les socialistes et n'ont pas réussi avec la CUP, et ça, c'est un problème pour beaucoup de gens. Parce qu'ils viennent d'une tradition des mouvements sociaux et se rencontrent dans les rues avec les gens de la CUP. Et tout ça crée beaucoup de tension. Mais bon c'est un peu le thème, non? »

qui dès le mois de novembre 2014 laissait la possibilité aux forces de l'ordre d'expulser les occupants. Mais en janvier 2015, l'ancien maire de Barcelone, Xavier Trias, annonce la suspension de l'expulsion. Après les élections de mai 2015 et le changement de gouvernement, la déléguée municipale du quartier de Gracia leur avoue qu'un contrat de loyer avait été signé par la mairie de 5 500€ par mois, ce qui leur a évité l'expulsion. Le collectif, à l'arrivée au pouvoir de la plateforme *Bcomú*, participe à une réunion où ils affirment leur volonté de ne payer absolument rien au propriétaire.

On le voit, le nouveau contexte municipal de la ville de Barcelone impacte fondamentalement les registres de l'occupation. Dans une troisième partie, nous nous attacherons à rendre compte, au travail du procès de la Bordeta, des moyens législatifs de négociation mis en oeuvre, ce qui nous aidera à mettre en valeur les perspectives de cette pratique.

« Il y a processus de changement social à partir de ce nouveau champ de contradictions urbaines quand, sur la base de ces thèmes, une mobilisation populaire s'opère, que des intérêts sociaux deviennent volonté politique et que d'autres formes d'organisation de la consommation collective, en contradiction avec la logique sociale dominante, sont mises en place. Ainsi, les mouvements sociaux urbains, et non les institutions de planification, sont les véritables sources de changement et d'innovation de la ville. »¹²

12 : GARNIER J.P, *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*, Marseille, Agone, coll. Contre-Feux, 2010, 254 p.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

LE PROCES

Le conflit négocié ou le dialogue à l'épreuve

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Après le 15M et le changement de gouvernement municipal depuis 2015, l'occupation tient une toute autre place dans le discours politique. En effet, l'élection de Ada Colau à la mairie a mis en valeur l'attachement particulier que le parti *Barcelona en comú* pourra tenir face au respect des droits sociaux fondamentaux, comme le droit au logement. Nous l'avons vu, c'est aussi un des combats que mène le DESC, entité elle-même financée par la mairie. Lors de mon enquête, le procès de la Bordeta s'est tenu en juin et a été une victoire. Il a été le sujet de toutes les réunions de la commission jusqu'à cette date, là où ont convergé tous les efforts des habitants et des membres de la Obra Social. Mais le procès est aussi l'espace où se juge la légitimité de l'action. Cet exemple nous permet alors de mettre en perspective les applications possibles de l'occupation dans un nouveau contexte politique. Par là nous allons pouvoir mettre en valeur les finalités de l'occupation, sa capacité à devenir un projet concret. Nous allons voir dans cette partie, à travers le processus judiciaire mis en place, quelles sont les marges de manoeuvre pour négocier un logement social et de quelle manière l'occupation devient un réel levier d'action politique et juridique en faveur de l'application du droit au logement. En premier lieu nous mettrons en valeur les processus judiciaires enclenchés et les stratégies défensives qu'ils convoquent. Dans un deuxième temps, nous nous attacherons à étudier les négociations entreprises entre la mairie, l'entité financière la SAREB et la PAH. Enfin, nous verrons de quelle manière le résultat du procès est une victoire et comment il est apparu comme une jurisprudence en faveur de l'application du droit au logement par l'occupation.

Processus judiciaire et stratégie défensive

Il est nécessaire de connaître et de rendre compte de certains aspects légaux pour pouvoir préparer une action de ce type, pour une récupération individuelle comme pour une récupération collective. En effet, cela permet de préparer les moyens indispensables de la défense et de la négociation. Lors d'un atelier de la commission Obra Social le 28 avril, Aida, Monica et Mel nous ont expliqué comment se déroule le processus judiciaire.

Mel, docteur en géographie, nous a présenté la campagne Obra Social, et ses stratégies à l'échelle nationale. Il ne faut pas oublier que la conjoncture sociale politique et économique dans laquelle nous vivons permet de légitimer ce type d'action. Il s'agira de savoir comment les revendiquer et d'aller chercher l'appui nécessaire qui permettra de gagner du terrain lors du processus judiciaire. Il faut alors compter sur un bon réseau de soutien, social, politique et médiatique comme celui des mouvements sociaux, de certaines institutions qui se déclarent favorables à l'occupation, tout en articulant une dénonciation visible et médiatique et des mobilisations populaires. Cette force de soutien a freiné le processus légal à de nombreuses reprises, notamment dans le cas de la Bordeta. Parallèlement, cela permet de conscientiser et sensibiliser au maximum les différents acteurs juridiques, les propriétaires, les institutions. Il faut considérer le procès comme un espace de revendication à part entière. Mel nous explique la manière dont peut être présentée la campagne de façon globale, à travers les 2 500 personnes relogées en Espagne, les 450 000 logements vacants en Catalogne, le parc de logement social dérisoire dans la ville de Barcelone, la hausse des prix du loyer, etc. On se rend compte ici de la force d'une campagne à l'échelle territoriale, qui permet déjà de conscientiser l'action de manière efficace.

Monica nous a ensuite expliqué quelles sont les grandes lignes du manuel Obra Social de façon pratique, dans les étapes qui concernent notamment l'avant, le pendant et l'après ouverture. Pour ce qui est du choix du bâtiment, il est important de choisir un bien qui soit vacant depuis longtemps, c'est un aspect qui sera favorable lors de la défense juridique de l'action, puisque plus difficile à argumenter par le propriétaire. Il ne sera pas fait état d'une nécessité urgente d'expulsion

face au besoin de relogement des familles. Nous pourrions également avoir besoin d'astuces techniques liées aux recours matériels. Par exemple prévoir de quoi changer tout de suite la serrure le jour de l'occupation afin de posséder le plus rapidement sa propre clef, ce qui permet de se protéger de toute intrusion. La façon d'ouvrir une porte peut être extrêmement préjudiciable, il faut y apporter le plus grand soin en étant discret et rigoureux. Si l'opération est un chantier, l'accusation peut devenir beaucoup plus grave. Mais lors de l'ouverture, il est aussi nécessaire d'avoir recours à des astuces juridiques qui nous protégeront comme d'apposer le *documento de inviolabilidad*¹ sur la porte d'entrée. Enregistrer son lieu de résidence à la mairie directement après l'ouverture permet de demander un logement social par la suite, de bénéficier de l'accès au soin ou d'inscrire des enfants à l'école. Ces astuces techniques lors de l'occupation sont à mettre en œuvre avec la plus grande rigueur, car ils ont des conséquences directes sur la suite des événements, notamment le jour du procès.

Ensuite, Aida nous a appris les rouages juridiques liés à l'occupation. En 2015, la loi à ce sujet a changé en Espagne avec l'approbation de la *Ley de Seguridad Ciudadana*² appelée familièrement *Ley Mordaza*³. Cette mesure reconsidère un nombre important de délits qui étaient exécutés par voie pénale et qui maintenant passent par la voie civile, c'est le cas de l'occupation. Ce choix est pris par le propriétaire qui décide de prendre une voie ou une autre. D'expérience, il est habituel que les récupérations individuelles soient exécutées par les deux types de voies, alors que les récupérations collectives sont toujours exécutées par la voie pénale. Cette différence a une importance considérable puisque ces processus judiciaires ne s'exécutent pas de la même manière, surtout dans un temps bien distinct. En effet la loi pénale juge un délit d'usurpation qui renvoie à une amende prenant la forme de *dias multas*⁴ pouvant aller de 3 à 6 mois. Si cette amende n'est pas payée, la peine se substitue à des privatisations de liberté par un ratio de 1 jour de prison pour 2 jours d'impayés. Le délit d'usurpation peut se décomposer en deux parties, c'est vouloir *rester dans un lieu* et cela *à l'encontre de la volonté du propriétaire légal*. Pour se défendre, la PAH considère que le délit d'usurpation n'est pas applicable puisque

1 : Document d'invocabilité du domicile, cf Annexe ..

2 : Loi de sécurité citoyenne

3 : Loi gag

4 : Amende par jours

la volonté des occupants n'est pas de rester de façon permanente dans le lieu. Il est occupé, car il constitue un domicile face à des besoins urgents, un manque cruel d'alternatives, face à l'incapacité des administrations publiques à tenir leurs obligations et face à l'exercice antisocial qui est fait du droit de propriété. La PAH réclame alors que les logements vacants soient rendus aux habitants dans le besoin. Il est aussi mis en avant que le droit de propriété est abusif. Face à cela, la récupération, par ce qu'elle tisse de lien social, est bénéfique à l'échelle du quartier et à un sentiment politique et social d'intérêt commun (notamment grâce aux liens tissés avec les mouvements sociaux et les voisins que nous avons évoqués dans une partie antérieure).

La procédure pénale par rapport à la voie civile donne des avantages, notamment parce qu'elle est beaucoup plus longue (2 ans minimum). Cette donnée permet donc de gagner du temps et en cela, elle permet au collectif occupant ou à la famille de s'organiser et surtout de continuer à occuper durant cette période. Pour enclencher la procédure pénale, il faut néanmoins qu'un individu soit identifié. Ce sont les huissiers qui, accompagnés des forces de l'ordre, demandent l'identification. Si, au bout de la troisième demande, personne n'est encore identifié, l'expulsion peut avoir lieu sans mandat judiciaire. Là encore il est possible de gagner du temps en s'identifiant seulement à la troisième visite. Après l'identification, une phase d'instruction est obligatoire. C'est cette phase d'investigation qui prend du temps. Mais cette période est aussi celle qui permet au juge d'appeler les occupants pour mener son enquête, de convoquer les témoins possibles ou les voisins. Cette phase est sensible, car il s'agit de répondre au juge et donc de commettre possiblement des erreurs de discours ou dans la description des faits. Face au juge, des éléments sont donc à traiter avec le plus grand soin, notamment celui de la porte qui était bien sûr, grande ouverte lors de l'entrée dans le bâtiment par exemple. Il s'agit durant cette période de démontrer sa *bonne foi* et surtout l'impossibilité d'avoir pu recourir d'autre moyen pour se loger. Il faut donc pouvoir démontrer les nombreux recours opérés auprès des services sociaux et de l'office d'*habitatge*. Pour prouver leur bonne foi, les habitants de la Bordeta avaient ouverts un compte sur lequel ils déposaient l'argent

qu'ils considéraient correspondre au loyer d'un logement social (qui représente selon les revendications de l'association 30% de leurs revenus et 20% s'ils ont des enfants à charge).

La Bordeta est un bâtiment détenu par une entité financière la SAREB, ce qui justifie son occupation. En effet, il s'agit aussi de justifier l'occupation par la remise en question du propriétaire au niveau du degré de nécessité. À la Bordeta, les habitants dans le besoin sont ici plus légitimes qu'une entité financière qui spéculé avec son parc immobilier. Mais lorsqu'il s'agit d'un propriétaire privé qui est une personne physique, la légitimité à occuper son bien est moins évidente et l'action est beaucoup plus dangereuse. La PAH préconise de toujours se rendre aux appels du juge lors de cette phase d'instruction, en se justifiant constamment de revendiquer l'application du droit au logement défendu par la PAH. Dans le cas de la Bordeta, comme d'autres cas de récupérations de la Obra Social, l'article 281 du Code pénal a été utilisé pour légitimer l'action en déclarant que les détracteurs de marchés économiques donnant l'accès à des biens de première nécessité peuvent être punis. La Obra Social de la PAH Barcelona a exigé de cette manière l'exécution de cet article en dénonçant l'accumulation de logements par la SAREB pour maintenir artificiellement le prix et ainsi maintenir le monopole de leur accès. L'occupation de la Bordeta a été justifiée auprès du juge par la revendication du droit d'usage face à l'exercice du droit de propriété. Ce dernier étant dénoncé comme favorisant les bénéfices économiques au détriment des droits humains, obligeant une partie de la population à l'exercice légitime de l'autotutelle face à l'impuissance et l'absence de protection de ces droits de la part des pouvoirs publics.

Suite à cette longue phase d'instruction, le jugement eut lieu. Dans ce cas, le ou les accusés sont accompagnés d'un avocat, qui peut être choisi ou commis d'office.

5 : Article 281 du code pénal : « Celui qui détériore le marché de matières premières ou des produits de premières nécessités avec l'intention de priver le secteur de celui-ci, pour forcer le changement des prix ou nuire gravement aux consommateurs, sera puni d'emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de douze à vingt quatre mille euros »

Lors du procès de la Bordeta, qui avait identifié trois accusés (Llum, Aida et Raúl), il y avait 3 avocats différents, ce qui était vécu comme une difficulté en amont pour accorder les discours. De plus parmi eux, une seule avocate est déjà une connaissance de la PAH. Avant le procès de la Bordeta, il n'était pas évident que le procès soit en la faveur de l'association, il a donc été question de faire émerger une grosse pression médiatique pour s'assurer d'un soutien populaire.

Après le procès, le juge prend donc sa décision qui peut tarder quelques semaines à parvenir aux accusés. Deux cas de figure sont possibles, soit les accusés sont jugés coupables et des sanctions découlent en conséquence, soit ils sont déclarés innocent et alors le propriétaire peut déporter sa plainte par voie civile. Si les occupants sont considérés coupables, il est question de *días multas*, qui, s'ils ne sont pas payés se transforment en jours de prison. Bien entendu si les occupants sont considérés coupables, un mandat judiciaire permet une expulsion dans le cadre légal. Ce processus peut prendre environ 3 ans et laisse du temps à l'accusé pour organiser sa défense et un soutien populaire. Néanmoins, elle réserve des peines lourdes notamment d'emprisonnements.

La voie civile elle, est beaucoup plus courte, il s'agit de 3 à 4 mois de procédure. Généralement, il s'agit des petits propriétaires privés qui portent plainte ou comme nous l'avons vue après un processus par voie pénale. Comme cette procédure n'engage pas de phases d'instruction, il s'agit simplement pour le propriétaire de démontrer qu'il a le droit de propriété sur le bien immobilier pour clore le jugement. Lorsque cette procédure est engagée, c'est généralement peine perdue et il est pratiquement impossible de remporter le procès. Elle se solde alors par une peine moins élevée, de l'ordre d'une centaine d'euros, mais elle permet une expulsion dans des délais très brefs.

D'après la révision du Code pénal de la *ley Mordaza*, le *delito leve*⁶ permet un processus expéditif sans phase d'instruction, comme pour la procédure civile et il n'est pas obligatoire d'être accompagné d'un avocat. Depuis lors il faut donc être attentif à la façon de se défendre, les délais très courts qui sont mis à notre disposition, etc.

Enfin, nous avons fini cet atelier sur une anecdote assez

amusante. Monica venait de trouver un chat dans la rue, ce fut un événement, qu'elle a beaucoup relayée sur Twitter notamment en lui créant son propre profil. Il a été baptisé Rufino pour une bonne raison. Il y a deux ans et demi, lorsque la SAREB et la famille Riera-Marsá ont effectué un recours en justice à l'encontre des occupants de la Bordeta, Monica par dérision, s'était inventé un chat imaginaire appelé Rufino. Il est écrit dans la loi qu'une expulsion peut être empêchée si les occupants ont perdu un animal de compagnie et qu'ils peuvent le prouver. De cette manière, si un mandat judiciaire imposant l'expulsion leur parvenait, elle aurait déclaré avoir perdu ce chat fantôme, elle n'aurait donc pas pu partir.

Un trio de négociation possible ?

Le procès du bloc la Bordeta n'est pas pour autant le seul espace où les occupants sont entrés en dialogue avec l'institution. En effet, depuis plusieurs mois ils sont déjà entrés en contact avec la SAREB, propriétaire du bâtiment, mais également avec la mairie, avec qui ils entretiennent déjà des relations particulières. Lors de la réunion de commission Obra Social du 4 mai, il a été question d'élaborer les stratégies à mettre en place pour une négociation à trois parties.

Dans un premier temps il a été question de dénouer les relations entre la banque et les propriétaires d'origines. En effet, la *banque poubelle* SAREB a racheté la dette des premiers investisseurs privés, il s'agit de la famille Riera-Marsá. Il est très important d'en faire état puisque la banque par une manœuvre financière et législative n'est pas entièrement propriétaire du bâtiment et le nom de cette famille reste attaché au bien. Pour l'instruction, il a été très important de savoir qui sont les propriétaires afin de savoir quelles ont été les conditions de leur expropriation ou les nécessités économiques qu'ils ont par rapport à ce bien. La famille Riera-Marsá d'après les informations que possèdent les membres de la commission, est une famille d'industriels de Majorque dirigeants du groupe Nyala 2006, qui a fait faillite en 2007. Mais celle qui a été déposée la plainte c'est la fille de la famille, Maria Eva Riera-Marsá avec l'autorisation de son père Daniel Riera-Marsá Güell qui figure comme propriétaire de l'immeuble. Au début des années 2000, un scandale éclate sur la famille qui, ayant négocié avec des élus de la région majorquine, avait réussi à obtenir l'autorisation de construire sur la côte deux immeubles de luxe sur des terrains à l'origine protégés. Cela avait notamment fait réagir les habitants voisins, mais aussi un collectif écologiste militant. Les membres de la PAH sont notamment entrés en contact avec eux pour leur demander plus d'informations, mais malheureusement, ils ne possédaient pas non plus les données concernant la faillite du groupe et leur situation actuelle. L'entité financière, la SAREB, n'a jamais voulu répondre aux initiatives de l'association pour engager le dialogue. C'est donc au travers de société Altamira, gestionnaire des biens immobiliers de la SAREB que la PAH est en contact avec les propriétaires, néanmoins très réticents à dévoiler des informations à ce sujet. Les groupes

entretiennent en cela une discrétion préjudiciable pour les habitants accusés. La SAREB a acheté les fonds toxiques de la famille c'est-à-dire la dette, pour 5 millions d'euros et réclame le rachat du bâtiment pour 2.8 millions d'euros. Dans la négociation il se trouve que la SAREB a un intérêt très simple, celui d'amortir son investissement et d'en tirer le plus de bénéfices. La SAREB, Altamira et la famille Riera-Marsà constituent une partie de la négociation très difficile à atteindre ce qui pose des problèmes pour anticiper le jugement. Engagés de manière indirecte dans les négociations, ils préfèrent attendre le jugement pour se positionner.

De son côté, la PAH exerce une pression sociale et médiatique en occupant le bâtiment, tout en ayant généré une forte mobilisation pour son cas. Les lignes de revendications sont très claires, il s'agit de demander en premier lieu que le procès soit avorté et que s'amorce une négociation ouverte. C'est aussi l'association qui la demande depuis la récupération du bâtiment en voulant réunir la SAREB, la mairie ou la région (*Generalitat*) et la PAH Barcelone. En second lieu, l'association exige que l'immeuble soit cédé à l'administration publique pour entrer dans le parc locatif de logements sociaux de la ville et que des loyers aidés soient concédés aux occupants actuels. Ces loyers ne doivent pas être destinés à la SAREB, créée par des actifs toxiques et sauvés par de l'argent public. L'association exige que l'immeuble soit cédé gratuitement et que la SAREB paye la réhabilitation de l'immeuble ainsi que les réformes d'habitabilité nécessaires. Lors de cette réhabilitation, la PAH exige que les habitants restent logés afin que le bâtiment ne soit jamais vide. Enfin, il est demandé que soient respectées les volontés des familles déjà résidentes de rester dans leur maison et leur quartier. Avec ces sujets, la Obra Social de la PAH est intransigeante et ne se passera pas de ses revendications. La PAH est celle qui ouvre les négociations, ici particulièrement avec la mairie, car comme nous l'avons dit précédemment, la situation politique a changé. Auparavant, la PAH aurait fait pression sur la SAREB pour trouver un accord que la mairie ou la région aurait été capable de faciliter.

La mairie de son côté a des intérêts plus complexes, moins nettement affirmés. En effet, comme nous l'avons évoqué dans une

partie précédente, la mairie actuelle a cette pression de devoir représenter les intérêts des mouvements sociaux puisqu'elle en est issue, d'autant plus que Ada Colau était porte-parole de la PAH il y a trois ans. Mais d'un autre côté, elle n'a pas les pouvoirs de s'approprier le bâtiment et de l'intégrer simplement dans le parc locatif de logements sociaux de la ville. Elle propose à l'association le rachat du bâtiment pour 270000 € et envisage de déboursier 300 000€ de plus pour le réhabiliter (c'est-à-dire réhabiliter les installations d'eau et de gaz qu'ils seront obligés de remettre aux normes d'habitabilité). Pour l'association, c'est une proposition qui n'est pas acceptable, car il est clairement exprimé leur volonté de ne pas déboursier un centime de l'argent public pour la SAREB, qui appartient déjà à 45% à l'État. Cette proposition faite par la municipalité est déjà une première déception qui ne correspond pas du tout à leur ligne de revendication.

Parallèlement à cela, les accusés se sont réunis la veille du procès pour accorder leurs discours. Une médiation pénale s'est aussi mise en place, dans le cas où il serait possible d'arriver à un accord avant le jour du procès. La commission de médiation de la mairie est aussi intervenue. Elle a rencontré les trois accusés dans leurs lieux de vie, il s'agissait pour elle de se rendre compte de l'état de l'immeuble et des appartements. Lors de cette visite, les autres habitants n'ont pas ouvert leur porte ni dévoilé leur identité.

Dans une troisième partie nous allons voir quel a été le verdict du procès et quelles notions il a interrogées de manière plus large.



Figure 3.1
Conférence de presse au pied de la Bordeta
©Arianna Giménez Beltrán, <http://districte15.info>

« EL #BLOCLABORDETA ÉS DE TOTES!

Fa més de 15 mesos que la Plataforma d'Afectats per la Hipoteca (PAH) de Barcelona va recuperar la funció social d'un bloc d'habitatges, el Bloc la Bordeta, al nostre barri de Sants. El proper dimecres 1 de Juny la SAREB ens porta a judici per "usurpació". L'edifici, en mans de la SAREB (el banc dolent), ni tan sols s'havia acabat d'habilitar i portava 8 anys buit. En el marc de la campanya de l'Obra Social PAH, l'edifici ha esdevingut la llar de 9 famílies mancades d'una alternativa habitacional adequada i que han refet el seu hàbitat en l'entorn del barri, trobant una anhelada estabilitat i tranquil·litat al barri de Sants; un barri que pateix un dèficit important d'habitatge assequible per a les nostres veïnes.

El passat 22 de febrer el Bloc la Bordeta va complir 1 any de la seva permanència al barri i en aquesta ocasió vam treure un comunicat (<https://PAHbarcelona.org/category/obra-social-2/bloclabordeta/>) en el que manifestàvem les nostres demandes i els arguments pels quals exigim que aquest bloc passi a formar part del parc públic d'habitatge de Barcelona.

Ara la PAH ha demanat l'ajuda de tots els col·lectius del barri i de Barcelona per aconseguir una resposta efectiva per part de les administracions públiques i de la SAREB.

Exigim que: 1. Es pari el judici ja que hi ha una negociació oberta. 2. L'edifici sigui cedit a l'administració i passi a formar part del parc d'habitatge públic en règim de lloguer social. 3. Que es respecti el desig majoritari dels seus actuals habitants de romandre a la seva llar i al seu barri.

Estem orgulloses de comptar no solament amb la força de la nostra família de PAHs de tot l'estat, sinó també amb el recolzament de molts col·lectius del nostre barri i de la nostra ciutat. Sabem que lluitant totes juntes, guanyarem ! » ⁷

« LE #BLOCLABORDETA EST À NOUS TOUS !

Cela fait plus de 15 mois que la Plateforme d'Affectés de l'Hypothèque (PAH) de Barcelone a récupéré la fonction sociale d'un bloc de logements, le bloc la Bordeta, dans notre quartier de Sants. Ce mercredi 1er juin la SAREB nous convoque en justice pour «usurpation». Le bâtiment, des mains de la SAREB (la banque poubelle), n'avait même pas été terminé et était vide depuis 8 ans. Dans les lignes de la campagne Obra Socia de la PAH, le bâtiment est devenu le logement de 9 familles qui manquaient d'une alternative résidentielle adéquate et qui en ont fait leur habitat autour du quartier, trouvant une réelle stabilité et tranquillité dans le quartier de Sants; un quartier qui souffre d'un déficit important de logements à loyers modérés pour les voisins.

Le 22 février dernier, le bloc la Bordeta a fêté son premier anniversaire dans le quartier et à cette occasion nous avons déjà communiqué et manifesté quelles étaient nos demandes et les arguments pour lesquels nous exigeons que ce bloc fasse partie du parc public de logements de Barcelone.

Maintenant, la PAH a demandé l'aide de tous les collectifs du quartier et de Barcelone pour réussir une riposte effective face à l'administration publique et la SAREB.

Nous exigeons que : 1. Soit arrêté le procès maintenant pour laisser place à une négociation ouverte, 2. Que le bâtiment soit cédé au parc public de logements de la ville de Barcelone, 3. Que soit respecté le désir des habitants actuels de séjourner dans leur logement et leur quartier.

Nous sommes fières de compter non seulement sur la force de notre famille de PAHs de toute l'Espagne, mais aussi sur le support de beaucoup de collectifs de notre quartier et de notre ville. Nous savons qu'en luttant ensemble, nous gagnerons ! »⁷

Une jurisprudence au service de nouvelles perspectives

Le 1er juin s'est déroulé le procès de Raúl, Aida et Llum, accusés pour délit d'usurpation lors de la récupération, un an et demi auparavant, du bloc la Bordeta. Le bloc où vivent actuellement 8 familles, a était vide durant 8 ans, et est considéré par la PAH comme appartenant au peuple. Le 1er juin, les trois voisins accusés pour la récupération, la centaine de personnes en soutien à l'extérieur et beaucoup de collectifs de la ville sont venus défendre le bloc face aux juges et les accusés ont été acquittés. En effet, la juge a considéré qu'il n'y avait pas de délit d'usurpation puisque d'après son verdict, *la possession protégée par l'ordre pénal est celle qui profite de manière effective*. Cette déclaration est une avancée considérable, qui déclare l'avantage du droit d'usage sur le droit de propriété. De plus, la juge a exprimé clairement que l'immeuble *appartient à la SAREB en tant que titulaire du crédit hypothécaire qui lui est attaché, l'entreprise Nyala 2006 SL (de la famille Riera-Marsá) ne pouvant pas faire face à ces financements depuis un temps donné*. Nous pouvons préciser qu'une semaine avant le procès, la famille Riera-Marsá a retiré sa plainte, ce qui a considérablement facilité la défense des habitants du bloc. Ce résultat donne raison aux occupants et exclut une possible expulsion tant que la SAREB ne demande pas de recours.

Mais cette victoire n'est pour autant pas la fin. En effet, ce jugement ouvre un nouveau processus de négociation pour que le bloc de la SAREB soit réellement cédé au parc locatif de logements sociaux de la ville de Barcelone ou de la *Generalitat*. Ces dernières ayant déjà été entreprises par l'association, nous savons qu'il s'agit d'un thème qui peine à trouver une issue. La mairie de Barcelone, pour trouver un accord simple, veut acheter le bâtiment pour une certaine somme. L'association se refuse à cette proposition. Les premiers contacts avec la mairie depuis le jugement ont fait ressortir que cette dernière avait une longueur d'avance sur les négociations. Il a été reconnu que la mairie contactait parallèlement la SAREB sans que l'association n'ait été prévenue. Ceci signifie que la mairie a un contact direct avec la SAREB qu'ils n'ont pas fait partager à l'association, ils n'ont pas pris l'initiative non plus de convoquer les trois parties autour d'une table. Cette situation déstabilise beaucoup les membres de la commission,

décus de ne pas pouvoir profiter d'une prise de position franche de l'institution censée représenter le combat du mouvement. Cela est considéré par les membres de la commission comme une manoeuvre politique malvenue, car la mairie devrait faire pression autant que le fait l'association sur l'entité financière. Cette manière de faire a représenté une forme de désillusion face au gouvernement municipal *Barcelona en comú*. Lors de la réunion de commission du 29 juin, après le résultat du procès en faveur des trois accusés, il a été question de ne plus attendre la mairie sur ce sujet et de reprendre les devants en faisant pression directement sur la SAREB. S'il n'est pas possible de faire une rencontre directe avec la SAREB, il a été envisagé que l'administration (*Generalitat* ou mairie) mette en contact les militants de l'association avec l'entité financière ou son gestionnaire immobilier, en organisant des réunions qui soient rendues publiques, comme le réclame l'association.

« *El objetivo es reunirse y presionar a la Sareb. La sentencia nos da la razón de que la propiedad es de la Sareb por lo tanto ya tenemos mucha más fuerza !* »⁸



Figure 3.2

Photo d'article de la Vanguardia : *El ayuntamiento negocia la compra de un bloque ocupado*
© Laura Guerrero, <http://www.lavanguardia.com>

8 : Extrait d'entretien avec Aida le 13/08/16 : « L'objectif est de se réunir et de faire pression sur la SAREB. La sentence nous donne raison et insiste sur le fait que le propriétaire c'est la SAREB alors on a déjà beaucoup plus de force ! »

On le voit, la PAH se distingue particulièrement d'autres mouvements d'occupation par son bon usage des stratégies et des marqueurs positifs des moyens de communication et face à sa disposition ouverte à la négociation. Le procès de la Bordeta marque pour les habitants et pour toutes les PAH du territoire une avancée conséquente puisqu'elle déclare l'entité financière comme seul propriétaire. En ce sens, elle pourrait même être accusée selon l'article 281 du Code pénal d'un délit d'accaparement. De cette manière la SAREB est contrainte de négocier avec la *Genralitat* et la mairie de Barcelone pour arriver à un accord.

Néanmoins, ce cas n'est pas généralisable, car comme nous l'avons vu, la Obra Social de la PAH est motrice pour les négociations. Ce qui n'est pas le cas des autres collectifs okupas de la ville, avec lesquels le dialogue est freiné par des convictions radicales. Les expulsions alors inévitables, comme celle du *Banc Expropiat*, sont souvent le lieu de confrontations brutales avec les forces de l'ordre.



Figure 3.3
La Bordeta no se toca!⁹
Photo personnelle

9 : On ne touche pas à la Bordeta !

CONCLUSION

Ce travail de recherche a été l'occasion de mettre en valeur les contradictions d'une forme financiarisée de production de la ville en Espagne ainsi que les incohérences de son urbanisation révélées en 2007 par une crise économique socialement fracassante. À travers cette réalité émerge donc la pratique de l'occupation comme forme subversive de désobéissance civile dans l'espace urbain. Barcelone est considérée comme une des capitales européennes de l'occupation, mais cette pratique revêt de nombreuses nuances. Nous avons pu nous rendre compte qu'elle pouvait s'attacher à questionner le système social et économique dans son ensemble comme elle pouvait plus spécifiquement revendiquer l'application de droits fondamentaux comme le droit au logement. Dans une première partie, nous avons mis en évidence la manière dont cette lutte urbaine est une pratique éminemment politique qui revendique fondamentalement une forme d'application du *droit à la ville*. Mais ce travail d'enquête s'est particulièrement attaché à la pratique de l'occupation exercée par la PAH et de sa commission Obra Social. Cette plateforme de lutte pour le droit au logement étendue à tout le territoire espagnol nous a permis de distinguer une occupation basée sur des critères de légitimité et d'actions collectives particulières et spécifiques à ce mouvement.

Dans une deuxième partie, nous nous sommes attachés à mettre en valeur les manières d'habiter politique que permet l'occupation en prenant l'exemple du bloc de la Bordeta et de ses habitants. Nous avons d'abord constaté que l'occupation génère et appelle des savoirs faire, des connaissances et des compétences parallèles qui viennent dessiner un habiter technique. Cet aspect s'impose en premier lieu aux habitants dans la précarité, mais il vient finalement consolider les bases d'un réseau d'entraide et développe de nouveaux liens qui seront les piliers d'un projet contestataire sur une longue durée. Ensuite, nous nous sommes attachés à comprendre comment la vie en communauté était organisée. On peut alors affirmer que les dispositifs militants de la PAH sont intégrés profondément dans la manière d'habiter le bloc, il s'agit donc d'une limite floue entre une vie personnelle et affective et l'implication dans un collectif militant régisseur de règles. Le bloc la Bordeta nous a aussi servi d'exemple pour nous rendre compte d'une

imbrication fondamentale entre l'habiter privé et la médiatisation d'une revendication publique. En cela, la communauté de la Bordeta est mise en valeur comme un exemple efficace qui, au travers d'une mise en commun de compétences, d'aspirations et de volontés de manière horizontale, peut de s'immiscer dans les interstices d'une urbanité exclusive et ségrégratrice. Les habitants avec leurs trajectoires et leurs aspirations sont ici les moteurs d'une machine citoyenne capable de générer un sens commun de désobéissance civile percutant.

L'exemple de la Bordeta nous permet enfin de considérer le mouvement d'occupation de la Obra Social comme étant la continuité d'une tradition plus ancienne, celui de l'*okupa*. En effet, son ouverture et sa large légitimité publique confèrent à la pratique de l'occupation une représentativité inédite qui lui permet aussi de se réinventer sans cesse. Enfin, nous avons pu mettre en avant ce qu'un nouveau contexte de gouvernance dans la ville a pu changer dans les manières de faire et de lutter, notamment au travers de la plateforme Barcelona en comú. Ceci nous permet de constater une place ambiguë entretenue entre les mouvements sociaux et institutions. Cela nous permet alors de mettre en valeur son poids politique institutionnel dans la ville de Barcelone et la manière dont une lutte pour le droit au logement est aussi rattachée à des principes fondamentaux pour une nouvelle fabrication de la ville. Ce nouvel environnement institutionnel nous a permis de rendre compte des manières de négocier une occupation, notamment dans ses termes juridiques. L'acquiescement de Aida, Llum et Raúl pour l'ouverture de la Bordeta est notamment l'occasion de réinterroger la place de l'occupation dans des termes juridiques. En ce sens, le jugement rendu permet de conclure sur la place accordée au pouvoir citoyen et la manière dont il est possible de faire pression sur un système urbain excluant. Ce mémoire s'attache donc à mettre en valeur l'émergence d'une force populaire dans les détails de son fonctionnement et dans le vécu du quotidien. Cette force négocie la place du droit de propriété dans nos villes et fabrique de nouveaux réseaux à l'échelle du quartier, de la place, sur internet. L'occupation comme forme radicale de lutte urbaine s'installe dans les failles spatiales de la ville systématisée et en questionne ses contours. En effet, l'occupation vient négocier avec

les puissances, financières ou politiques et renvoie alors aux facultés des villes à accepter des modèles alternatifs ou contre culturels. Néanmoins, les expériences d'occupations plus tolérées seraient aussi l'occasion d'interroger les formes de récupérations possibles.

Ce travail de recherche a été intrinsèquement lié à ma découverte de la ville et ces six mois passés aux côtés de l'association m'ont permis de me rendre compte de l'envers du décor. Cette conclusion est peut-être le lieu pour interroger une ville que je connais mieux, Nantes. Dès mon retour, je me suis rapprochée du DAL (Droit Au Logement) avec lequel j'ai pu découvrir une toute autre réalité, celle des squats surpeuplés de mineurs isolés étrangers. Ces squats sont des lieux de grande précarité que les activistes peinent à revendiquer et où il reste difficile d'affirmer leurs actions. L'expérience de Barcelone serait à mettre en parallèle avec des réalités différentes, celles de l'intégration d'individus en marge pour qui le logement est une première étape vers l'édification d'une identité et d'un sentiment d'appartenance.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

BIBLIOGRAPHIE

ALCALDE VILLACAMPA J, ADELL ARGILÉS R, et MARTÍNEZ LÓPEZ M. *Dónde están las llaves?: el movimiento okupa : prácticas y contextos sociales*. ed Los Libros de la Catarata, Madrid, 2004, 347 p.

BOUILLON F, *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation?*, Éditions Rue d'ULM, février 2011, p.14

BOUILLON F, *Les mondes du squat, anthropologie d'un habitat précaire*, 2009, Presses universitaires de France/Le Monde, 245 p.

BOUILLON F, «Le squat, une alternative à la rue ?» dans J. BRODY, *La rue*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005, pp. 179-194.

BUGEJA-BLOCH F, *Logement, la spirale des inégalités : une nouvelle dimension de la fracture sociale et générationnelle* Presse Universitaire de France (UPF). Paris, 2013, p. 271

BREVIGLIERI M, *Les choses dûes, Propriétés, hospitalités et responsabilités, ethnographie des parties communes de squats militants*, Rapport à la Direction de l'architecture et du patrimoine, IUT Paris 5, Octobre 2004, p. 330

BREVIGLIERI M, «Les habitations d'un nouveau genre : le squat urbain et la possibilité du «conflit négocié» sur la qualité de vie» dans PATTARONI L., KAUFMANN V, et RABINOVICH A (dir.), *Habitat en devenir. Enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse*, Lausanne, PPUR, 2009, pp 97-112

COLAU Ada et ALEMANY Adrià. *Vidas Hipotecadas*. Cuadrilátero De Libros, Barcelone, 2013.

DELGADO L et ESCORIHUELA I, *Exclusió residencial al món local : Informe de la crisi hipotecària a Barcelona (2013-2016)*, Rapport de l'Observatori dels drets economics socials i culturals, Barcelone, septembre 2016.

GARNIER J.P, *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*, Marseille, Agone, coll. Contre-Feux, 2010, 254 p.

GONZALEZ GARCIA R, *Xarxes crítiques a Catalunya i Euskadi: antimilitarisme i okupació*, UAB, 2011, 386 p

HENRI LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris, 2009 (1968), p. 108.

LILLE L, VAZ C, VORMS C. *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : La ville, la démocratie et le marché*. Rennes: PU Rennes, 2013.

MANZANO GÓMEZ N, *Casas sin gente, gente sin casas, Financiarisation urbaine et appropriations d'immeubles dans la nouvelle périphérie madrilène*, Mémoire de master en sociologie sous la direction de DEBOULET A, Université Paris 8, septembre 2015

MOORE, A et SMART A, *Making Room: Cultural Production in Occupied Spaces, Other Forms*, 2016. p. 281

PEPA (coords), *Barcelona, Marca Registrada. Un model per desarmar*. Barcelona, Virus, 2004, p. 340

SQUATTING EUROPE KOLLECTIVE, *Squatting in Europe: Radical Spaces, Urban Struggles*. New York, Squatting Europe Kollektive, 2013, p. 281

TORET J et @Dataanalysis15m, *Tecnopolítica : la potencia de las multitudes conectadas. El sistema red 15M, un nuevo paradigma de la política distribuida*, UOC, Barcelona, 2013, p.178

Revue

AGUILERA T et BOUILLON F, « Le squat, un droit à la ville en actes », *Mouvements*, été 2013, n° 74, p. 132-142.

BOUILLON F, « Le squatteur, le policier, le juge et le préfet : procédures en actes et classements ad hoc », *Déviance et Société*, 2010, Vol. 34, p. 175-188

BOURDEAU V et FLORY J, entretien avec EYRAUD Jean-Baptiste « La ville vue par... Droit au logement (DAL) », *Mouvements*, 2/2013 (n° 74), p. 80-88.

BUSQUET, G. Question urbaine et droit à la ville, *Mouvements*, 5 juin 2013, n°74, p 113-22.

DEBOULET A entretien avec CABANNES Y, « Le droit à la ville, une perspective internationale », *Mouvements*, été 2013, n° 74, p. 13-23.

CHERKI E, «Le mouvement d'occupation des maisons vides en France», *Espaces et sociétés*, n°9, juill 1973, pp 63-91.

Internet

AGUILERA T, « Les squats, entre contestation et résistance », *Métropolitiques*, 1er avril 2011. Consulté le 6 avril 2016

<http://www.metropolitiques.eu/Les-squats-entre-contestation-et.html>

AGUILERA T, « DAL et Jeudi noir : deux usages du squat dans la lutte contre le mallogement », *Métropolitiques*, 25 avril 2012. Consulté le 6 avril 2016

<http://www.metropolitiques.eu/DAL-et-Jeudinoir-deux-usages-du.html>.

ALVADO J, *El edificio ocupado de La Bordeta no quiere rendirse*, Vice, 15 Juillet 2015. Consulté le 31 décembre 2016,

<https://www.vice.com/es/article/el-edificio-ocupado-de-la-bordeta-no-quiere-rendirse-102>

BOURDIEU P, « Pour un savoir engagé », *Le Monde diplomatique*, 1 février 2002.

Consulté le 20 octobre 2016,

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/02/BOURDIEU/8602>

GIMÉNEZ BELTRÁN A et SANTOS CARDOSA G, *Ocupando el vacío et Els intocables de la Bordeta*, Districte15, le 29 avril 2015. Consulté le 31 décembre 2016

<http://districte15.info/ocupando-el-vacio/>

GONZALEZ GARCIA R., «El moviment per l'okupació i el moviment per l'habitatge», dans *Recerca, revista de pensament i anàlisi*, n°17, 2015, pp 85-106, Consulté le 7 août 2016.

<http://www.e-revistes.uji.es/index.php/recerca/article/view/1409>

GONZALEZ GARCIA R. « Sociologando : Movimientos sociales y vivienda en España » dans *Boletín Científico Sapiens research*, Vol. 6, 2016, pp 31-35. Consulté le 10 décembre 2016.

<http://www.sapiensresearch.org/boletincientifico/numeros-publicados/v6n1-2016/1342-sociologando-2>

HALBERT L et LE GOIX R, « La ville financiarisée », *Urbanisme*, n°384, mai 2012.

Consulté le 19 Octobre 2016

<https://www.urbanisme.fr/la-ville-financiarisee/dossier-384>

ROMANOS E, « Les Indignés et la démocratie des mouvements sociaux », *La Vie des idées*, 18 novembre 2011. Consulté le 13 décembre 2016
<http://www.laviedesidees.fr/Les-Indignes-et-la-democratie-des.html>

VAZ C, « De la crise du logement à la question urbaine. Le régime franquiste et les conditions de vie urbaines », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2015/3 (N° 127), p. 179-195. Consulté le 26 Mars 2016.
<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-3-page-179.html>

VORMS C, « Surproduction immobilière et crise du logement en Espagne », *La Vie des idées*, 12 mai 2009. Consulté le 20 novembre 2015
<http://www.laviedesidees.fr/Surproduction-immobiliere-et-crise.html>

AUTEUR INCONNU, *BARCELONE : Luttés Urbaines 1950 / 1980*, 2008, Consulté le 2 janvier 2017.
<http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com/2011/05/la-faillite-de-barcelone.html>.

Sites

Pahbarcelona.org
Barcelonaencomu.cat
usurpa.squat.net
Twitter.com
Facebook.com
Youtube.com

MEDIAGRAPHIE

Cinéma/vidéo

COELLO, C. *Squat, la ville est à nous !* Documentaire. Parasite distribution, 2011.

MUNT, S. *Afectados (Rester debout)*. Documentaire, Dissidenz Films, 2015.

COMANDO VIDEO. *Si se puede. Siete días en PAH Barcelona*, Documentaire, en ligne. Consulté le 15 Juillet 2016.

https://www.youtube.com/watch?v=elnjoFVv_Os.

Directa. *La PAH Barcelona celebra sis anys i allibera un edifici de la Sareb a La Bordeta*, 22 février 2015. Consulté le 12 novembre 2016.

<https://www.youtube.com/watch?v=E9Dar6EXFJc>.

PAH Barcelona. *#LaBordetaEsDeTotes*, 27 mai 2016. Consulté le 28 mai 2016.

<https://www.youtube.com/watch?v=8nV1PrrAEVs>

PAH Barcelona. *#LaBordetaEsDeTotes*, 27 mai 2016. Consulté le 28 mai 2016.

<https://www.youtube.com/watch?v=8nV1PrrAEVs>

PAH Barcelona. *#LaBordetaNoSeToca*, 7 juillet 2015. Consulté le 3 juin 2016.

<https://www.youtube.com/watch?v=Z3KUMiPXrRc&t=1s>

Radio

CASTELLS M, *Des mouvements sociaux en réseaux au changement politique*, Fondation Calouste Gulbenkian le 25 juin 2015. Consulté le 23 décembre 2016.

<https://soundcloud.com/gulbenkian-paris/manuel-castells-des-mouvements-sociaux-en-reseaux-au-changement-politique>.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



ANNEXE

Ateliers Serrure LA BASE:

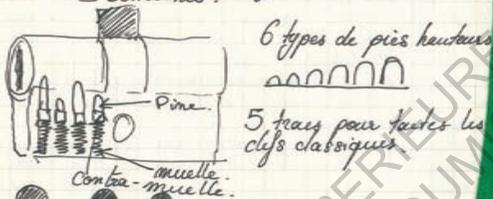
3 Grands types:

- A: De Pines.
- B: De Gorjas (Borjas)
- C: Otros (Candado etc...)

→ DE PINES: 1- Externas.
2- Internas (Embuhilo)

Cas 1: Unión en tu los deux (Passador)
2- La Serrure en soi. (Bombines)
3- Pitones

Cas 1: - Passador y serajo.
- Bombines.



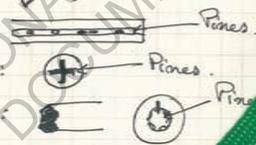
Bombin Cadavera
93% ext 93% int

Clif de Siera.

Clif plates

Clif en croix:

Clif en rond:



Broca de Cobalto - Fresa

→ De 30 de 4. → D'abord dimer pour que ça rentre.



→ Ataque avec la broche droit direct.
→ Lundi prochain à 20^{h00}.

- Après la réunion de bienvenue
- Atelier clif
- Desarmois
- Polande
- Histoire de la femme de la mairie services sociaux
- Explication par l'anti rôle de la mairie, 1517 etc.
- Et puis le Occupation Blackstone.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR